Eberhard Licht

L'économie simple

Comment peut-on se libérer, ensemble, de la pression liée à la croissance économique

Eberhard Licht

L’économie simple

Comment peut-on se libérer, ensemble, de la pression liée à la croissance économique

Nouvelle édition, octobre 2026

« Ce ne sont pas les théories les plus précises qui trouvent une application pratique, mais les plus simples. »

Konrad Zuse (inventeur de l'ordinateur)

Les idées de ce livre ont également été développées sous une forme scientifique :

Rapport scientifique: simple.economy.nu/allocation-ressources

Thèses: simple.economy.nu/theses-allocation-directe

Mentions légales

Eberhard Licht
c/o flexdienst – n° 21307
Kurt-Schumacher-Straße 76
67663 Kaiserslautern
Allemagne
E-mail : simple@economy.nu

Informations conformément à l'article 5 de la loi allemande sur les services numériques (DDG). Responsable du contenu : Eberhard Licht (voir ci-dessus pour l'adresse).

Droits d'auteur : « CC0 1.0 Universal (CC0 1.0) Public Domain Dedication »
https://creativecommons.org/publicdomain/zero/1.0/

Première publication : 24 avril 2022
Édition révisée : 29 octobre 2026

Un logiciel basé sur l'IA (Claude) a été utilisé pour structurer et éditer le texte de cette édition révisée. La responsabilité du contenu incombe entièrement à l'auteur.

Sommaire

1. Avant-propos 6
Partie I – Le point de départ 11
2. Ce que le marché a accompli 12
3. Les limites de la croissance 17
4. Pourquoi nous sommes dans l'impasse 23
Partie II – L'idée 31
5. À quoi sert réellement l'économie ? 32
6. La plus grande économie sans prix 38
7. Des signaux de prix à la coordination directe 44
Partie III – La transition 51
8. La sortie collective 52
9. Le premier jour 60
10. Arguments contre – prendre les objections au sérieux 67
Partie IV – La vie après 75
11. Travail, argent et sécurité 76
12. Entreprises, propriété et pouvoir 83
13. Soins, infrastructures et État 91
Partie V – Le monde 98
14. La réciprocité plutôt que la disparité 99
15. Épilogue – Le déjeuner est prêt 105
Annexe : Contexte historique 111
Bibliographie 119
L'auteur 124

1. Avant-propos

Du pain d'épices en septembre

Le pain d'épices est arrivé le 23 septembre. Deux boîtes, plus une caisse de spéculoos, des stollen de Noël emballés dans du film alimentaire et un colis de décorations : des nœuds rouges, des étoiles dorées, un Père Noël en carton qui faisait signe d'un bras quand on le mettait debout.

Anna était debout sur un petit escabeau dans la vitrine, en train d'accrocher les étoiles à une ficelle. Il faisait vingt-deux degrés dehors. Sur le trottoir d'en face, des gens en short étaient assis à la terrasse du glacier.

« Madame Hofmann », dit une voix derrière elle. Monsieur Albers se tenait sur le seuil de la boutique, ses deux petits pains de seigle dans un sac, les yeux levés vers le Père Noël en carton. « C'est déjà cette période de l'année ? »

« Ne me demandez pas. »

« Je pose juste la question. Je n'ai même pas encore rentré les meubles de jardin. »

Anna descendit de l'échelle. « Le représentant du grossiste est passé la semaine dernière. Il a dit que si on ne commence pas en octobre, on est déjà perdant. Les gens achètent leur pain d'épices là où ils le voient en premier. » Elle fit un signe de tête en direction de la vitrine, de l'autre côté de la rue, où l'enseigne orange de la chaîne de boulangeries était allumée. « Ils sont en rayon là-bas depuis deux semaines. »

M. Albers secoua la tête, lui souhaita une bonne journée et s'en alla.

* * *

Dans l'après-midi, Mira passa rapidement chercher une miche de pain. Elle s'arrêta devant la vitrine et regarda le Père Noël qui faisait signe de la main avec une expression qu'Anna ne connaissait que trop bien.

« Maman. On est en septembre. »

« Je sais. »

« Tu te rends bien compte que c'est exactement ce dont on parlait l'autre jour ? Ils veulent mettre les gens dans l'ambiance des achats dès l'automne, pour qu'en décembre, ils achètent autant de choses inutiles que possible. Et dès janvier, tout finit à la poubelle. »

« Je sais, Mira. »

« Alors pourquoi tu joues le jeu ? »

Anna posa l'étoile qu'elle tenait dans la main. « Parce que je réalise un tiers de mon chiffre d'affaires annuel en décembre. Si les ventes de Noël sont mauvaises, je ne pourrai

pas payer les salaires en février. Je devrai alors dire à Mme Kern qu'elle ne pourra venir qu'à mi-temps. Et Mme Kern a deux enfants. »

Mira se tut.

« Je ne fais pas ça parce que je veux que les gens achètent des choses dont ils n'ont pas besoin », dit Anna d'une voix plus douce. « Je le fais parce que je n'ai pas le choix. Tout comme ces gens-là n'ont pas le choix. Et le grossiste non plus. »

* * *

Une fois Mira partie, Anna remonta sur l'échelle pour accrocher la dernière étoile. Elle repensa aux Noëls de son enfance au moulin. À l'assiette de biscuits que sa grand-mère avait préparés. Au pull que la sœur de Walter avait tricoté pour elle, et qui était bien trop grand. Aux cadeaux qui n'avaient pas été achetés mais fabriqués, et à la joie qui tenait davantage aux personnes qu'aux objets.

À l'époque, les cadeaux étaient un geste. Aujourd'hui, c'étaient un objectif de vente.

Elle noua solidement la ficelle et redescendit. Le Père Noël en carton lui fit un signe de la main. Dans la rue, un homme en short passa devant lui et éclata de rire en le voyant.

* * *

Noël en septembre

Chaque année, quelques semaines avant Noël, commence la période la plus importante de l'année pour le commerce de détail. De nombreux magasins réalisent une grande partie de leur chiffre d'affaires au cours des dernières semaines de l'année. Ils s'appuient sur ces résultats pour planifier leurs investissements, leurs salaires et leur avenir. Et pour beaucoup de gens, l'achat de cadeaux est depuis longtemps devenu une récompense pour une année de dur labeur.

Du point de vue d'une entreprise individuelle, cela est tout à fait logique. Anna ne décore pas sa vitrine en septembre parce qu'elle veut inciter les gens à acheter, mais parce qu'elle doit payer les salaires de son personnel en février. Pourtant, du point de vue de l'économie dans son ensemble – et de la planète sur laquelle elle évolue –, cela révèle quelque chose de fondamental : dans notre économie, vendre n'est pas un choix, mais une nécessité. Si les ventes sont insuffisantes, les entreprises rencontrent des difficultés, les investissements se tarissent et des emplois sont supprimés. La pression en faveur de la croissance n'est pas le résultat d'une mauvaise volonté de la part des individus. Elle est inscrite dans les fondements mêmes de notre système économique.

Dans le même temps, nous savons qu'une croissance illimitée n'est pas possible sur une planète aux ressources limitées. Même les fervents défenseurs de l'économie de marché reconnaissent de plus en plus ce conflit. Les tentatives précédentes pour y remédier – technologies plus économes en énergie, énergies renouvelables, espoir de dissocier la croissance de la consommation de ressources – ont permis d'accomplir beaucoup, mais

n'ont pas résolu le problème fondamental. Et lorsque les gens achètent moins ou utilisent leurs biens plus longtemps, l'économie réagit non pas avec soulagement, mais par une crise.

Ce que le marché a accompli

Cet ouvrage n'est pas une critique de l'économie de marché. Au contraire : il commence par un hommage.

À une époque de véritable pénurie, le marché était l'outil le plus efficace dont disposait l'humanité. Il organisait le travail, diffusait le savoir et récompensait l'invention. Il gérait la pénurie mieux que n'importe quelle autorité de planification. Et en l'espace de deux siècles, il a sorti une grande partie de l'humanité d'une pauvreté que nous pouvons à peine imaginer aujourd'hui.

Le paradoxe de l'abondance

C'est précisément là que réside le plus grand paradoxe de notre époque. Le marché a si bien réussi qu'il a créé un monde d'abondance potentielle. La capacité de production actuelle suffirait pour que chaque personne dispose de ce dont elle a besoin pour mener une vie digne.

Pourtant, nous continuons à gérer cette richesse à l'aide des outils de la pénurie : l'argent, les prix et le travail salarié. Et ces outils nous obligent à limiter artificiellement l'abondance. La production ne se concentre pas en priorité sur ce dont les gens ont besoin, mais sur ce qui peut être vendu. Les objets sont remplacés avant d'être usés. Les coûts induits pour l'environnement et la société n'apparaissent dans aucun calcul.

Dans le même temps, un changement sans précédent s'est opéré au cours des dernières décennies. La connectivité numérique, la logistique automatisée et l'intelligence artificielle permettent pour la première fois de cartographier en temps réel la demande, les capacités de production et les chaînes d'approvisionnement, et de les coordonner directement entre elles – sans passer par le détour des prix.

Les questions abordées dans cet ouvrage

Cela soulève des questions auxquelles cet ouvrage tente de répondre :

La coordination directe de la demande et de la production peut-elle remplacer le contrôle par les prix et la monnaie ?

À quoi pourrait ressembler une économie qui libérerait les entreprises de la pression de la croissance et leur permettrait simplement de fabriquer de bons produits pour les gens ?

Dans quelles conditions les propriétaires d'entreprises, de matières premières et de biens immobiliers seraient-ils prêts à les mettre à la disposition du grand public ?

Et puis il y a les questions que tout le monde se pose d'emblée : les gens cesseraient-ils de travailler s'ils étaient pris en charge gratuitement ? Les magasins seraient-ils dévalisés s'il n'y avait plus de caisses ? La nature serait-elle exploitée encore plus impitoyablement s'il n'y avait plus de prix pour limiter la consommation ?

Les réponses peuvent paraître surprenantes à première vue. Elles reposent pourtant sur une simple observation : les gens organisent déjà une grande partie de leur vie sans acheter ni vendre. Au sein des familles, entre amis, dans le quartier et à travers le bénévolat, les gens prennent soin les uns des autres sans établir de factures. Ce livre se demande si le principe de la solidarité – qui sous-tend notre vie privée depuis des millénaires – peut également s'appliquer à l'économie dans son ensemble.

Ce que ce livre ne propose pas

Pour éviter tout malentendu, précisons d'emblée ce que ce livre ne propose pas.

Il ne propose pas une économie planifiée. Il n'y a ni bureau de planification ni autorité qui détermine ce qui est produit.

Il ne propose pas d'expropriation. Rien n'est retiré à personne. Les entrepreneurs continuent de diriger leurs entreprises.

Il ne propose pas de révolution. La voie décrite dans cet ouvrage repose sur une décision collective et volontaire, garantie par la démocratie.

Il ne prône pas non plus l'abnégation. Il décrit un monde dans lequel les gens consommeraient vraisemblablement moins sans avoir l'impression de devoir se priver de quoi que ce soit.

À qui s'adresse ce livre ?

Cet ouvrage s'adresse à deux groupes de personnes qui communiquent rarement entre eux.

Il s'adresse à ceux qui portent un regard critique sur la croissance et cherchent des moyens de préserver les moyens de subsistance des générations futures. Il leur propose une voie qui ne dépend pas de la bonne volonté de chacun et qui ne prive personne de ses moyens de subsistance.

Cet ouvrage s'adresse à ceux qui sont convaincus des mérites de l'économie de marché et qui défendent à juste titre ses acquis. Leurs arguments les plus solides – d'Adam Smith à Friedrich August von Hayek – sont pris au sérieux et examinés en détail dans cet ouvrage.

Ces deux groupes ont plus en commun qu'ils ne le pensent. Tous deux souhaitent que les gens puissent bien vivre. Tous deux savent que l'économie a pour raison d'être de subvenir aux besoins des personnes. Et tous deux ont le sentiment que la voie actuelle ne peut pas se poursuivre indéfiniment telle quelle.

Structure de cet ouvrage

L'ouvrage est divisé en cinq parties. La première partie décrit la situation actuelle : ce que le marché a accompli, les limites auxquelles il se heurte et pourquoi nous ne pouvons néanmoins pas nous en passer. La deuxième partie développe l'idée d'une économie directement orientée vers la satisfaction des besoins. La troisième partie décrit comment une transition pourrait réussir et quelles objections s'y opposent. La quatrième partie montre comment le travail, la propriété, les soins et l'État pourraient évoluer en conséquence. La cinquième partie examine le monde dans son ensemble.

Chaque chapitre s'ouvre sur une courte scène. Elle raconte l'histoire d'une famille : celle d'Anna, maître-boulangère employant quatre personnes ; de son frère Jonas, contrôleur de gestion chez un équipementier automobile et fervent défenseur de l'économie de marché ; de Mira, la fille d'Anna, étudiante engagée dans le mouvement pour le climat et qui attend le changement avec impatience ; et de Walter, le père, qui dirigeait autrefois un moulin et se souvient d'une époque où les gens savaient encore pourquoi ils travaillaient. Cette famille est fictive. Mais ce qu'ils vivent correspond à ce que beaucoup de gens traversent aujourd'hui.

Chaque scène est suivie d'une partie informative qui explore le sujet en profondeur et s'appuie sur des sources. À la fin de chaque chapitre, une brève section résume les points clés.

Un geste

À la fin de ce livre se trouve l'espoir d'un monde dans lequel les cadeaux que nous nous offrons à Noël ne seraient plus une nécessité économique, mais redeviendraient ce qu'ils auraient toujours dû être : un geste humain.

Retour au sommaire

Partie I – Le point de départ

2. Ce que le marché a accompli

Le moulin près du barrage

Le moulin était toujours debout. La roue à aubes était rouillée et bloquée depuis trente ans, et de la mousse poussait sur le toit, mais les murs tenaient toujours. Walter s'arrêta au bord de la rivière et s'appuya sur sa canne.

« C'est ici que mon grand-père ouvrait tous les matins à cinq heures », dit-il. « Été comme hiver. »

Mira l'avait accompagné parce qu'Anna le lui avait demandé. Le médecin lui avait conseillé de marcher davantage. En réalité, elle avait l'intention de lire pour son mémoire de fin de semestre : une critique de la croissance, des limites planétaires, une pile d'essais qui disaient tous plus ou moins la même chose. Que les choses ne pouvaient pas continuer ainsi.

« Combien gagnait-il, alors ? », demanda-t-elle.

Walter rit. « Gagnait ? Au début, il ne voyait pas un sou. Les agriculteurs apportaient leur blé, et il en gardait une partie en guise de frais de mouture. On appelait ça le "Metze". Un boisseau sur seize, à peu près. Ils récupéraient le reste sous forme de farine. »

« Et si la farine était de mauvaise qualité ? »

« Alors, le lendemain matin, le boulanger Huber se tenait à la porte. Et dès le dimanche, tout le village était au courant. » Il désigna la maison de l'autre côté du pont. « C'est là qu'habitait Huber. Mon grand-père moulait sa farine, et Huber cuisait notre pain. Aucun des deux ne rendait service à l'autre. Chacun voulait simplement s'en sortir. Mais c'est précisément pour cela que tout le monde devait faire du bon travail. »

* * *

Ils s'assirent sur le banc près du barrage. Walter raconta comment son père avait repris le moulin après la guerre, à une époque où la farine n'était disponible que sur carte de rationnement.

« Ma mère parlait souvent de l'été 48 », dit-il. « C'est à ce moment-là que le nouveau mark a été introduit, et du jour au lendemain, les vitrines des magasins se sont remplies. Les gens se tenaient devant et pleuraient. Avant cela, tout était rationné, et pourtant il n'y avait rien. Après, tout coûtait de l'argent, mais on pouvait l'acheter. »

« Mais cela ne tenait pas uniquement au marché », dit Mira. « Il y avait aussi le plan Marshall et… »

« Bien sûr », acquiesça Walter. « Mais je peux te dire une chose, ma petite : sans le marché, nous n'aurions pas eu notre premier tracteur dans les années 50. Pas de machine

à laver pour ma mère, qui passait tous les lundis devant la planche à laver, les mains endolories. Et je ne serais jamais allé en Italie. » Il sourit. « 1960. Rimini. À moto. »

Mira connaissait cette histoire. Elle ne l'avait jamais interrompu.

* * *

« Alors pourquoi le moulin a-t-il cessé de tourner ? » demanda-t-elle au bout d'un moment.

Walter fixa longuement la roue à eau.

« À la fin des années 80, les grands moulins près de l'autoroute fournissaient de la farine à moitié prix. Par camion, directement aux boulangeries industrielles. J'ai tenu le coup encore dix ans, puis ce n'était tout simplement plus viable. » Il haussa les épaules. « Il n'y avait rien d'injustifié là-dedans. Ils étaient simplement meilleurs. Ou du moins moins chers. »

« N'est-ce pas la même chose ? »

« Ça l'était autrefois », répondit Walter. « À l'époque, moins cher rimait généralement avec meilleur. Moins de travail pour la même miche de pain : c'était ça, le progrès. Ça nous a tous rendus plus riches. » Il tapota le banc avec sa canne. « De nos jours, je n'en suis plus si sûr. »

« Que veux-tu dire ? »

« Ta maman fait un pain meilleur que tout ce qu'on a jamais mangé par ici. Et pourtant, chaque année, elle doit se demander si elle peut encore se le permettre. » Il se releva péniblement. « Le marché nous a sortis de la pauvreté, Mira. Tu ne dois jamais l'oublier. Je me demande simplement s'il sait quand il a atteint son but. »

Sur le chemin du retour, aucun des deux ne dit un mot. Mais Mira repensa au fait que, dans sa pile de dissertations, il n'y avait pas une seule phrase qui ressemblait vraiment à celle de son grand-père.

* * *

La phrase du boulanger

> *« Ce n'est pas de la bienveillance du boucher, du brasseur ou du boulanger que nous attendons notre dîner, mais de leur souci de leur propre intérêt. Nous ne faisons pas appel à leur humanité, mais à leur amour-propre. »*
>
> Adam Smith, La Richesse des nations (1776)

C'est sans doute la citation la plus célèbre de l'économie. En deux phrases, le philosophe moraliste écossais Adam Smith a décrit ce que le grand-père de Walter et le boulanger Huber vivaient au quotidien : aucun des deux ne rendait service à l'autre, et c'est précisément pour cette raison que tous deux devaient faire du bon travail (Smith, 2023).

On interprète souvent les propos de Smith comme s'il avait déclaré que l'égoïsme était une vertu. Ce n'est pas le cas. Il parle d'« amour-propre » – ce désir compréhensible de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa famille. Dix-sept ans avant *La Richesse des nations*, il avait consacré tout un ouvrage à la compassion, *La Théorie des sentiments moraux* (Smith, 1759). Pour Smith, les êtres humains étaient des créatures capables d'empathie envers les autres et désireuses d'être respectées par eux. Le marché n'était pas destiné à se substituer à ces qualités, mais à leur fournir un cadre.

Son observation était simple et convaincante : si chaque individu veille à ses propres intérêts en produisant quelque chose d'utile pour les autres, alors la prospérité s'installe sans que quiconque ait à la planifier. Plus tard, l'image de la « main invisible » a été utilisée pour décrire ce phénomène. Smith lui-même n'utilise cette expression qu'une seule fois dans *La Richesse des nations*, et dans un contexte plus spécifique. Pourtant, cette image s'est imposée car elle rend compte d'une vérité.

Pourquoi le boulanger était autrefois utile

Le monde que Smith avait à l'esprit était à taille humaine. Le boulanger vivait dans la même ville que ses clients. Il devait répondre à un besoin réel et quotidien pour gagner sa vie : il devait cuire du pain qui soit nourrissant et savoureux. Son intérêt personnel et le bien de la communauté convergeaient largement vers le même objectif. Le profit n'était pas une fin en soi, mais le résultat de l'accomplissement d'une fonction d'approvisionnement. C'est cette image du commerçant intègre qui continue de guider de nombreux entrepreneurs encore aujourd'hui.

Il ne faut toutefois pas idéaliser cette époque. Même au XVIIIe siècle, le pain était frelaté, les prix étaient fixés d'un commun accord et les concurrents étaient écartés par les règlements des corporations. Dans de nombreuses villes, les autorités fixaient le prix du pain car elles ne faisaient pas confiance aux boulangers. Smith lui-même était un fervent détracteur des marchands. Il mettait en garde contre le fait que les acteurs d'un même secteur se réunissaient rarement sans finir par conclure un accord allant à l'encontre de l'intérêt général. Il se méfiait des monopoles et des liens étroits entre le commerce et l'État.

C'est précisément pour cela que son idée est si puissante. Smith n'était pas un rêveur. Il reconnaissait les faiblesses des individus et des marchés – et en dépit de cela, il en a conclu que le libre-échange entre de nombreux petits fournisseurs offrait aux gens un meilleur approvisionnement que tout autre système qu'il connaissait.

Ce que le marché a accompli

L'histoire lui a donné raison à un degré étonnant. Vers 1800, la grande majorité de l'humanité vivait dans une pauvreté que nous pouvons à peine imaginer aujourd'hui. La plupart des gens travaillaient dans les champs, et une seule mauvaise récolte pouvait déclencher une famine. Près d'un enfant sur deux mourait avant d'atteindre l'âge de cinq ans.

Aujourd'hui, seule une petite partie de la population mondiale vit dans l'extrême pauvreté. L'espérance de vie a plus que doublé. Machines à laver, antibiotiques, éclairage électrique, chemins de fer et ordinateurs : aucun de ces produits n'a été imposé par une autorité centrale, mais est né de la concurrence entre de nombreux inventeurs, entrepreneurs et travailleurs qui souhaitaient proposer quelque chose de meilleur ou de moins cher.

En Allemagne, cette expérience porte un nom : le « miracle économique ». Lorsque la nouvelle monnaie fut introduite en juin 1948 et que Ludwig Erhard supprima simultanément la plupart des contrôles des prix, les vitrines des magasins se remplirent presque du jour au lendemain. Erhard concilia le marché et l'équilibre social et intitula son programme « La prospérité pour tous » (Erhard, 1957). Pour la génération de Walter, celle de l'après-guerre, ce n'était pas une simple théorie. C'était le premier tracteur, la première machine à laver, le premier voyage en Italie.

La comparaison joue également en faveur du marché. Les économies planifiées du XXe siècle ont tenté de contrôler l'offre par le haut. Elles ont échoué non seulement à cause d'un manque de liberté, mais aussi parce que leurs autorités ne savaient tout simplement pas ce dont on avait besoin et où. Il y avait des chaussures aux mauvaises pointures et trop peu de pièces de rechange, tandis qu'ailleurs, les entrepôts débordaient. Le marché a mieux résolu ce problème que n'importe quelle administration centralisée.

Le prix comme système de signalisation

L'économiste autrichien Friedrich August von Hayek a expliqué pourquoi le marché était si supérieur à cet égard dans un célèbre essai publié en 1945 (Hayek, 1945). Pour lui, la véritable force du marché ne résidait pas dans la concurrence en soi, mais dans les prix.

Le point de départ de Hayek était une constatation simple : les connaissances dont une économie a besoin sont réparties entre des millions d'esprits. L'agriculteur sait comment évolue sa récolte. Le meunier sait de quelle quantité de céréales il dispose encore. Le boulanger sait ce que ses clients achèteront demain. Aucune autorité au monde ne pourrait rassembler toutes ces connaissances à temps.

Le prix, selon Hayek, résout ce problème de manière ingénieuse. Il rassemble toutes ces informations dispersées en un seul chiffre. Hayek a pris l'étain comme exemple : si l'étain se fait rare quelque part dans le monde, que ce soit parce qu'une mine ferme ou parce qu'on lui a trouvé une nouvelle utilisation, alors son prix augmente. Et des milliers de personnes qui utilisent l'étain commencent à s'en servir avec plus de parcimonie – sans savoir pourquoi il s'est raréfié. Elles n'ont d'ailleurs pas besoin de le savoir. C'est le prix qui le leur a indiqué.

Hayek a comparé le système des prix à un réseau de télécommunications qui transmet des messages sur la rareté et la demande sur de grandes distances et entre des personnes qui ne se rencontrent jamais. En 1974, il a reçu le prix Nobel d'économie pour ces travaux.

À ce jour, cet argument reste le plus solide en faveur du marché, et cet ouvrage le prend au sérieux. Quiconque propose une économie sans prix doit expliquer comment les informations actuellement contenues dans les prix peuvent parvenir aux individus par d'autres moyens. Nous y reviendrons au chapitre 7.

Le paradoxe du succès

Le marché n'était donc pas une erreur. Pendant plus de deux siècles, il a été l'outil le plus efficace dont disposait l'humanité pour organiser le travail, diffuser le savoir et surmonter la rareté.

Pourtant, c'est précisément son succès qui soulève une question, celle que Walter a posée au barrage : le marché sait-il seulement quand il en a assez ?

Il a été créé pour un monde de pénurie. Dans un tel monde, chaque miche de pain supplémentaire, chaque paire de chaussures supplémentaire, chaque machine supplémentaire constituait un gain. Produire davantage signifiait vivre mieux. Aujourd'hui, cependant, les pays riches produisent bien plus que ce dont leurs habitants ont besoin pour mener une vie agréable – et pourtant, l'économie doit continuer à croître chaque année pour garantir la pérennité des emplois, des retraites et des budgets nationaux.

Cela marque un changement fondamental. À l'époque de Smith, l'intérêt personnel du boulanger conduisait presque automatiquement au bien-être de ses clients. Aujourd'hui, ce lien s'effiloche dans de plus en plus de domaines. Ce n'est pas parce que les gens sont devenus pires. C'est parce que les conditions dans lesquelles le marché était autrefois si bénéfique ont changé.

Le chapitre suivant montre l'ampleur de ce changement et les limites auxquelles il est soumis.

Les points clés en bref

- Adam Smith avait raison pour son époque : ceux qui veillent à leurs propres intérêts tout en profitant aux autres créent la prospérité pour tous. Il parlait d'amour-propre, et non d'égoïsme, et il était un farouche détracteur des monopoles et de la collusion.
- Au cours des deux derniers siècles, le marché a sorti l'humanité de la pauvreté de masse. En Allemagne, cela s'incarne dans le « miracle économique » et sa promesse de « prospérité pour tous ».
- Friedrich August von Hayek a démontré pourquoi le marché était supérieur à toute autorité de planification : les prix rassemblent les connaissances dispersées et les transmettent à tous. Toute alternative doit répondre à cet argument.
- Le marché a été créé pour un monde de pénurie. Dans un monde d'abondance potentielle, la question se pose de savoir s'il remplit toujours la même fonction.

Retour au sommaire

3. Les limites de la croissance

Deux courbes

C'était l'anniversaire d'Anna et, comme chaque année, elle avait décidé de ne pas travailler ce dimanche-là. Comme chaque année, elle réussit à tenir bon jusqu'à l'heure du café.

Mira avait appuyé sa tablette contre le sucrier. À l'écran, une courbe s'élevait, dentelée comme une lame de scie, mais grimpant sans faiblir vers le haut.

« Mauna Loa », dit-elle. « À Hawaï. On y mesure les niveaux de CO_2 dans l'air depuis 1958. Un nouveau record chaque année. Et ça ne ralentit pas, oncle Jonas. Ça s'accélère. »

Jonas se servit une deuxième part de gâteau aux pommes. « Je ne nie pas cela du tout. »

« Mais ? »

« Mais j'ai moi aussi un graphique. » Il sortit son portable et fit défiler une feuille de calcul. « C'est notre usine. Les commandes reçues au cours des deux dernières années. Trois cent vingt personnes sont au chômage partiel depuis mars. Ce ne sont pas que des chiffres, Mira. C'est Rainer de l'atelier de trempe, dont la fille vient de faire construire une maison. C'est Gül de la logistique, avec ses trois enfants. »

« Et c'est pour ça qu'on est censés continuer à construire des voitures jusqu'à… »

« C'est pour ça que je dis que la croissance n'est pas seulement une idéologie que l'on peut mettre de côté. Si l'économie ne croît pas, les gens perdent leur emploi. Et ceux qui les perdent ne sont pas ceux qui parlent de décroissance dans tes séminaires. »

Mira rougit. « C'est injuste. »

« Oui », dit Jonas d'un ton plus calme. « C'est vrai. Je suis désolé. »

* * *

Walter avait écouté en silence pendant tout ce temps. Il posa alors sa tasse.

« Vous avez tous les deux raison », dit-il. « C'est ça le pire. »

Anna se leva pour aller se resservir du café et s'arrêta près du buffet, où se trouvait une pile de papiers. En réalité, elle l'avait cachée sous la corbeille à pain pour ne pas avoir à la voir aujourd'hui.

« Tu veux savoir où aboutissent tes deux graphiques ? » demanda-t-elle en brandissant la pile. « Voilà. »

Jonas leva les yeux de son portable. « Qu'est-ce que c'est ? »

« Le questionnaire destiné aux fournisseurs de l'Hotel am Markt. Ils font partie d'une chaîne, et celle-ci doit désormais présenter un rapport de développement durable. Ils veulent donc que je leur indique l'empreinte carbone d'un petit pain au sésame. D'où vient ma farine, d'où provient le blé de mon meunier, et si le travail des enfants est exclu dans les champs des agriculteurs. Quarante-six pages. » Elle les feuilleta rapidement. « Et à la page trois, il est indiqué qu'ils évaluent leurs fournisseurs sur la base du prix et de la durabilité. Avec une pondération égale. »

« C'est exactement ce que tu veux, Mira », dit Jonas. « La protection du climat. »

« Je veux qu'il y ait moins de CO_2 rejeté dans l'air », dit Mira. « Pas que maman passe ses dimanches à remplir des formulaires. »

« Et moi, je veux que mes employés aient du travail », dit Jonas. « Pas que la boulangerie de ma sœur soit submergée de paperasse. »

Anna remit la pile sous la corbeille à pain.

« Vous voyez », dit-elle. « Vous voulez tous les deux quelque chose de sensé. Et pour moi, ces deux choses reviennent à un travail qui n'améliore en rien la qualité d'une seule miche de pain. »

* * *

Plus tard, alors que Mira était déjà partie et que Jonas enfilait sa veste dans le couloir, il s'arrêta une nouvelle fois sur le seuil de la cuisine.

« Tu sais ce qui m'énerve vraiment chez Mira ? » dit-il à voix basse.

« C'est qu'elle a raison ? »

« C'est que je n'ai rien à lui répondre. » Il remonta la fermeture éclair de sa veste. « Je sais que cette croissance ne peut pas durer éternellement. Tout le monde à l'usine le sait. Mais je sais aussi ce qui se passe quand ça s'arrête. C'est comme faire du vélo. Si tu t'arrêtes, tu tombes. »

Anna acquiesça. La tablette de Mira était toujours posée sur le buffet. Le graphique brillait dans l'obscurité.

* * *

Deux graphiques, tous deux corrects

Mira et Jonas se disputent au sujet de deux graphiques. L'un montre les niveaux de dioxyde de carbone dans l'air ; l'autre, le carnet de commandes d'un équipementier automobile. Les deux graphiques sont authentiques, et tous deux illustrent un problème grave. Le plus délicat, c'est qu'ils sont liés : dans les conditions actuelles, si l'un baisse, l'autre baissera aussi.

Ce chapitre décrit trois limites auxquelles notre économie se heurte actuellement : la limite de l'atmosphère, la limite d'une répartition de la richesse de plus en plus inégale, et

une limite que l'on ne remarque que lorsqu'on dirige soi-même une entreprise – l'épuisement des petites et moyennes entreprises. Mais avant tout, il faut comprendre pourquoi Jonas a raison lorsqu'il affirme qu'on ne peut pas simplement mettre fin à la croissance.

Pourquoi l'économie doit-elle croître ?

La question de savoir s'il faut parler d'une véritable « contrainte de croissance » fait débat parmi les économistes. Ce qui est incontestable, en revanche, c'est ce qui se passe concrètement lorsque l'économie ne croît pas. Il y a essentiellement quatre raisons à cela.

La première est le progrès technologique lui-même. Année après année, nous pouvons produire la même quantité avec moins de main-d'œuvre. C'est en réalité une bonne nouvelle. Mais si l'économie ne croît pas, elle a besoin de moins de personnes. Quiconque perd son emploi perd ses revenus – car dans notre système, les moyens de subsistance sont presque toujours liés à un emploi rémunéré.

La deuxième raison concerne les emprunts. Les entreprises financent leurs machines, leurs bâtiments et leurs projets de développement à l'aide de prêts, qu'elles doivent rembourser avec des intérêts. À long terme, cela n'est possible que si leur chiffre d'affaires augmente. Un conseiller bancaire qui s'enquiert de l'augmentation du chiffre d'affaires ne le fait pas par malveillance.

La troisième raison tient aux attentes des investisseurs. Quiconque investit son argent dans des actions, des fonds ou des contrats d'assurance-vie – et cela inclut des millions d'épargnants ordinaires – s'attend à un rendement. Ce rendement doit bien provenir de quelque part.

La quatrième raison concerne les finances publiques. Les impôts, les retraites, l'assurance maladie et les allocations chômage dépendent des salaires et du chiffre d'affaires. Si l'économie se contracte, les recettes diminuent précisément au moment où davantage de personnes ont besoin d'aide.

C'est pourquoi notre économie ne réagit pas à la stagnation avec sérénité, mais comme s'il s'agissait d'une crise. Lorsque les gens achètent moins parce qu'ils veulent protéger l'environnement, c'est la bonne chose à faire d'un point de vue écologique – mais cela entraîne tout de même le recours au chômage partiel. Les gouvernements réagissent par des plans de relance économique, souvent financés à crédit. La comparaison de Jonas avec un vélo est tout à fait pertinente : si l'on s'arrête, on tombe.

La limite de l'atmosphère

Depuis 1958, une station située sur le volcan Mauna Loa, à Hawaï, mesure la teneur en dioxyde de carbone de l'air. Avant le début de l'industrialisation, elle s'élevait à environ 280 parties par million. Aujourd'hui, elle dépasse les 420 – un niveau jamais atteint dans l'histoire de l'humanité. Au cours des cinquante dernières années, il a augmenté en moyenne d'environ 2 parties par million par an. Au cours des cinq dernières années, le

rythme de cette augmentation s'est accéléré pour atteindre environ 2,7 (Laboratoire de surveillance mondiale de la NOAA, 2026).

Il est incontesté au sein de la communauté scientifique que l'activité humaine est la principale cause de ce réchauffement. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et l'Organisation météorologique mondiale le confirment depuis des décennies. L'année 2024 a été la première année civile au cours de laquelle la température moyenne mondiale a dépassé de plus de 1,5 degré les niveaux préindustriels.

La cause est bien connue : l'économie mondiale dépend encore du charbon, du pétrole et du gaz pour environ 80 % de son énergie (Kearney, 2025). Et le Fonds monétaire international prévoit une poursuite de la croissance de la production économique mondiale pour les années à venir (Fonds monétaire international, 2026).

Ne peut-on pas concilier croissance et protection du climat ? L'espoir d'y parvenir repose sur le « découplage », et cet espoir n'est pas infondé. L'Allemagne a presque divisé par deux ses émissions de gaz à effet de serre depuis 1990, alors que sa production économique a augmenté. Les panneaux solaires et les éoliennes sont devenus si bon marché que personne n'aurait pu le prédire il y a vingt ans. C'est une véritable réussite, qui est également due au marché.

Mais une évaluation honnête doit tenir compte de deux éléments. Une partie de la réduction observée en Europe est due à la délocalisation vers d'autres pays de productions à forte intensité énergétique – or, nous continuons d'acheter ces biens. Et à l'échelle mondiale, les émissions continuent d'augmenter. Le découplage est en cours, mais il progresse trop lentement. Chaque point de pourcentage de croissance doit d'abord être compensé par des gains d'efficacité pour qu'il en résulte une quelconque économie. C'est comme descendre un escalator qui monte.

Dès 1972, le Club de Rome avait mis en garde contre cette tendance dans son rapport « Les limites de la croissance » (Meadows, Meadows et Behrens, 1972). Plus de cinquante ans plus tard, la tendance fondamentale n'a guère changé.

À qui appartient la richesse ?

La deuxième limite est moins visible, mais non moins grave. Le Rapport sur les inégalités dans le monde montre depuis des années que la richesse est de plus en plus concentrée (Rapport sur les inégalités dans le monde, 2026). Les 10 % les plus riches de la population mondiale détiennent environ les trois quarts de la richesse mondiale. La moitié la plus pauvre de l'humanité en détient collectivement moins de 5 %.

Dans ce contexte, on pense facilement aux milliardaires. Pourtant, une grande partie de la classe moyenne des pays industrialisés fait déjà partie des 10 % les plus riches du monde : ingénieurs, médecins, maîtres artisans et enseignants propriétaires de leur logement. Quiconque lit ce livre en fait très probablement partie. Il ne s'agit donc pas de pointer du doigt les autres.

Il existe également des différences significatives au sein des régions. En Europe, les 10 % les plus riches perçoivent environ 37 % de l'ensemble des revenus, tandis que dans certaines régions du Moyen-Orient, ce chiffre dépasse 60 % (Sabautzki, 2025).

Dans une économie de marché, un certain degré d'inégalité est voulu. Les revenus plus élevés sont censés récompenser l'éducation, la réussite et la volonté de prendre des risques. Cependant, à mesure que la concentration s'accentue, un deuxième problème apparaît, qui aurait également préoccupé Adam Smith : l'économie est tirée par le pouvoir d'achat. Là où l'argent abonde, la production s'effectue – résidences secondaires, vacances de luxe, voitures de sport. Là où l'argent se fait rare, les besoins restent insatisfaits, même s'ils sont urgents. Quant aux grandes fortunes, elles doivent être investies et générer un rendement. Cela intensifie la pression en faveur d'une croissance toujours plus forte.

Le paradoxe de la bureaucratie

La troisième limite est visible sur le buffet de la cuisine d'Anna, sous la forme de quarante-six pages de papier.

Le pilier de l'économie européenne n'est pas constitué par les grandes entreprises, mais par les petites et moyennes entreprises. Elles représentent 99,8 % de l'ensemble des entreprises de l'Union européenne, emploient près des deux tiers de l'ensemble des salariés et génèrent plus de la moitié de la valeur ajoutée (Commission européenne, 2025). Ce sont précisément ces entreprises qui se plaignent le plus aujourd'hui. Dans les enquêtes, environ deux tiers d'entre elles citent la bureaucratie comme leur plus grand fardeau.

Cette bureaucratie n'est ni une coïncidence ni une forme de harcèlement. Il s'agit de la tentative de l'État de combler une lacune du marché. Le prix d'un produit ne donne aucune indication sur la quantité de CO_2 émise lors de sa fabrication ni sur le fait que des enfants aient été contraints de travailler à un maillon quelconque de la chaîne d'approvisionnement. Le législateur oblige donc les entreprises à fournir des preuves : par le biais de la loi sur les chaînes d'approvisionnement (Lieferkettengesetz, 2023), de l'obligation de rendre compte en matière de durabilité (UE, 2022) et de la taxonomie de l'UE (UE, 2020).

L'intention est louable. Cependant, ces règles ont été rédigées en pensant aux grandes entreprises. Celles-ci répercutent ces obligations sur leurs fournisseurs – qui sont pour la plupart des petites entreprises comme la boulangerie d'Anna. Ce qui était censé être un outil pour les grands acteurs devient ainsi le fardeau le plus lourd pour les petits (Bollen, 2025). L'UE a désormais commencé à assouplir certaines de ces obligations. Cela allège la charge qui pèse sur les entreprises – mais réduit également la protection que ces règles étaient censées offrir.

C'est le paradoxe de la bureaucratie : plus nous prenons au sérieux le climat et les droits de l'homme, plus la paperasserie s'alourdit. Et plus la paperasserie s'alourdit, plus les

appels à la suppression de ces règles se font pressants. Mira et Jonas souhaitent tous deux une solution raisonnable. Pour Anna, ces deux options se résument à un surcroît de travail qui n'améliore en rien la qualité de son pain.

Trois limites, un même schéma

À première vue, le changement climatique, les inégalités et la bureaucratie semblent n'avoir que peu de rapport les uns avec les autres. Pourtant, ils suivent le même schéma. Dans les trois cas, une économie dépendante de la croissance tente d'atteindre des objectifs difficilement conciliables avec cette même croissance. Et dans les trois cas, on remédie aux conséquences a posteriori : par le biais d'accords climatiques, de mesures de redistribution et d'obligations de déclaration.

Ces mesures correctives sont nécessaires, et elles ont permis d'obtenir des résultats considérables. Mais elles ne s'attaquent qu'aux symptômes. Tant que la force motrice – la pression de vendre toujours plus chaque année – restera la même, elles ne feront que courir après le retard avec des efforts toujours plus importants.

Cela soulève une question évidente : si tant de personnes reconnaissent le problème – climatologues, chefs d'entreprise, responsables politiques, citoyens lambda –, pourquoi personne n'agit-il pour y remédier ? La réponse est étonnamment simple, et elle n'a rien à voir avec la cupidité ou la stupidité. C'est le sujet du chapitre suivant.

Les points clés en bref

- Notre économie doit croître pour garantir la stabilité de l'emploi, des prêts, des retraites et des budgets nationaux. Celui qui s'arrête tombe.
- La concentration de CO_2 dans l'air augmente plus rapidement que jamais. Nous parvenons dans une certaine mesure à dissocier la croissance des émissions, mais le rythme est trop lent à l'échelle mondiale.
- La richesse est de plus en plus concentrée – et la production suit le pouvoir d'achat, et non les besoins les plus urgents.
- Les mesures prises par l'État pour résoudre ces problèmes sont, comble de l'ironie, celles qui frappent le plus durement les petites et moyennes entreprises. Ces trois contraintes suivent toutes le même schéma.

Retour au sommaire

4. Pourquoi nous sommes dans l'impasse

Les plaques de cuisson

Le commercial avait disposé les plaques de cuisson sur l'établi comme un bijoutier expose ses bagues. De l'acier noir, d'une épaisseur de trois millimètres, les bords repliés à la main. « Celles-ci vous survivront », dit-il. « Et à votre fille aussi. »

Anna passa son pouce sur le bord. Derrière elle, sur l'étagère, se trouvaient les plaques en aluminium, qui s'étaient déformées au bout de deux ans. Leur revêtement finissait par s'écailler en petits morceaux gris, et personne ne voulait savoir exactement où ils finissaient. Une nouvelle plaque en acier noir coûtait trois cent quarante euros ; une en aluminium, trente-huit.

« Je te tiendrai au courant », dit-elle.

* * *

Ce soir-là, elle s'assit dans le petit bureau situé derrière la boulangerie et fit quelques calculs. Depuis un an, Mira ne cessait de lui faire remarquer la quantité de plastique vendue au comptoir : les sacs à fenêtre transparente, le film alimentaire autour des petits pains, les gobelets pour le café à emporter. Si Anna achetait les plateaux et passait en même temps aux sacs en papier, le prix du kilo de pain augmenterait d'environ quarante centimes.

Quarante centimes. La plupart des clients ne le remarqueraient pas. Certains, si.

Par la fenêtre, elle regarda vers le coin d'en face, là où se trouvait la boucherie Brandl jusqu'à l'automne dernier. À présent, l'enseigne orange d'une chaîne de boulangeries y brillait. Les pâtons arrivaient surgelés d'une usine située à trois cents kilomètres de là et étaient cuits sur place. Un petit pain y coûtait vingt-neuf centimes. Chez Anna, il en coûtait cinquante-cinq.

* * *

Le lendemain matin, elle était assise en face de M. Kessler, de la caisse d'épargne. Il s'occupait d'elle depuis douze ans ; il restait encore quatre ans à courir sur le prêt contracté pour le four à sole.

« Madame Hofmann, je vais être franc avec vous », dit-il en tournant légèrement le paravent vers elle. « Vos chiffres sont solides. Mais ils stagnent depuis trois ans. Lorsque nous discuterons du refinancement au printemps, le service des crédits demandera d'où est censée provenir la croissance. »

« Je fais du pain », répondit Anna. « Les gens ne vont pas manger plus de pain simplement parce que j'aimerais qu'ils le fassent. »

« Une deuxième succursale, peut-être ? Un espace café ? La restauration d'entreprise ? » Il fit glisser une brochure sur la table dans sa direction. Il était bien intentionné ; elle le savait. Mais il avait aussi des objectifs à atteindre.

Elle pensa aux plaques de cuisson et n'en dit mot.

* * *

Sevgi la rejoignit ce soir-là dans la cour commune, où les deux boutiques déposaient leurs poubelles. Sevgi tenait la boulangerie de la chaîne située en face. Elle était justement en train de traîner deux sacs bleus bien remplis jusqu'à la poubelle.

« Tout ça, c'est d'aujourd'hui ? » demanda Anna.

« Tout ça, c'est d'aujourd'hui. » Sevgi s'essuya les mains sur son tablier. « Le siège veut que le comptoir ait l'air bien garni jusqu'à sept heures. Un comptoir bien garni fait mieux vendre, disent-ils. Et ils ont raison, bien sûr. »

« Et si tu en cuisais simplement moins à partir de six heures ? »

Sevgi rit, mais sans méchanceté. « Alors mon chiffre d'affaires serait inférieur à celui de Hanau. Hanau cuit à pleine capacité jusqu'à la fermeture. Et celui qui se retrouve en bas du classement ne sera pas directeur de succursale l'année prochaine. » Elle haussa les épaules. « Au fait, mon siège social a lui aussi un patron. Il appartient pour moitié à un fonds de pension canadien. Il doit verser leurs retraites aux enseignants à la retraite. »

Ils restèrent côte à côte en silence pendant un moment.

« Tu sais ce qui est drôle ? », dit Sevgi. « Aucun d'entre eux ne veut que je jette du pain. Et certainement pas les enseignants du Canada. »

* * *

Tard dans la soirée, Jonas appela, comme il le faisait presque tous les jeudis. Anna lui parla des plaques de cuisson, de M. Kessler et des sacs bleus de Sevgi.

« Tu peux acheter les plaques de cuisson », dit Jonas. « Tu pourrais aussi passer au papier. Tu seras alors la boulangère la plus respectueuse de la ville. » Il marqua une pause. « Pendant environ trois ans. »

« Merci pour tes encouragements. »

« Je ne veux pas te faire de mal, Anna. C'est exactement la même chose pour nous. On pourrait fabriquer des boîtes de vitesses qui durent trente ans. Nos ingénieurs sauraient comment s'y prendre. Mais le service des achats du constructeur automobile nous laisserait tomber parce que la concurrence est 12 % moins chère – et parce que la voiture finit de toute façon à la casse au bout de dix ans. Le premier à se retirer est hors course. »

« Et si tout le monde se retirait en même temps ? »

Jonas resta silencieux si longtemps qu'elle crut que la ligne était coupée.

« Si tout le monde le faisait en même temps, dit-il enfin, il n'y aurait aucun problème. En fait, ce serait même mieux pour tout le monde. Mais ça n'arrivera pas. C'est ça le problème. »

* * *

Anna éteignit la lumière dans la boulangerie. Dans l'obscurité, le prospectus présentant les plateaux en acier noir brillait encore sur la table.

Ce n'était pas la faute de Sevgi. Ce n'était pas la faute de M. Kessler, ni celle des professeurs au Canada, ni celle des clients qui devaient compter chaque quarante centimes. Ce n'était pas non plus sa faute. Chacun d'entre eux avait fait exactement ce qui semblait logique. Et ensemble, cela avait abouti à quelque chose qu'aucun d'entre eux ne souhaitait.

Elle rangea le prospectus dans le tiroir. Pas à la poubelle. Dans le tiroir.

* * *

Ce qu'Anna a vécu porte un nom

Personne dans l'histoire d'Anna n'a commis d'erreur. Le conseiller bancaire veille à la sécurité du prêt, la directrice d'agence à son évaluation de performance, la caisse de retraite aux retraites des enseignants, les clients à leur budget familial – et Anna à la survie de sa boulangerie. Tout le monde agit de manière rationnelle. Et pourtant, au final, le résultat est une situation que personne ne souhaite : du pain à la poubelle, du plastique sur le comptoir, des plaques de cuisson déformées au bout de deux ans.

La science a donné un nom à cette situation il y a plus de soixante-dix ans. On l'appelle le dilemme du prisonnier.

La théorie des jeux, une branche des mathématiques et de l'économie, examine comment les individus prennent des décisions lorsque le résultat dépend non seulement d'eux-mêmes, mais aussi du comportement des autres. Son expérience de pensée la plus connue se présente ainsi :

Deux suspects sont arrêtés à la suite d'un cambriolage et interrogés séparément. La police dispose de très peu de preuves. On propose à chacun le même marché : celui qui avoue et dénonce l'autre sera libéré, tandis que l'autre devra purger une peine de dix ans de prison. Si les deux gardent le silence, les preuves ne suffisent que pour une peine d'un an. S'ils avouent tous les deux, ils écoperont chacun de cinq ans.

Que font les deux suspects ? Pour chacun d'entre eux, il est logique d'avouer – quelle que soit la décision de l'autre. Si l'autre garde le silence, on est libéré. Si l'autre avoue, on écope tout de même de cinq ans au lieu de dix. Les deux avouent donc et purgent cinq ans. S'ils avaient tous deux gardé le silence, la peine n'aurait été que d'un an.

C'est là tout le nœud du dilemme : chacun prend une décision rationnelle pour lui-même, et collectivement, tous se retrouvent dans une situation pire qu'elle ne devrait l'être. Non

pas parce que les personnes concernées sont stupides ou malveillantes, mais parce que personne ne peut être sûr que les autres suivront le mouvement.

Un équilibre dont personne ne peut s'échapper seul

Le mathématicien John Nash, dont la vie a par la suite été mise en scène dans le film *Un homme d'exception*, a décrit en 1950 pourquoi de telles situations sont si remarquablement stables (Nash, 1950). Un « équilibre de Nash » est un état dans lequel personne n'a rien à gagner à être le seul à changer de comportement. Tant que tous les autres continuent comme avant, continuer est également le meilleur choix pour moi.

Il est important de noter qu'un équilibre n'est pas synonyme d'état favorable. Il peut être très stable et, en même temps, très coûteux. Les deux suspects se sont retrouvés dans un tel équilibre : cinq ans, alors qu'un an aurait suffi.

Et il existe généralement plus d'un équilibre. Si les deux avaient pu s'engager fermement à l'avance à garder le silence, et s'ils s'étaient mutuellement fait confiance, alors ce silence aurait lui aussi été stable. La différence entre un mauvais équilibre et un bon n'est donc pas liée au caractère des personnes impliquées. Elle réside dans leur capacité à coordonner leurs actions.

Le dilemme dans notre économie

Appliqué à notre économie, cela se présente ainsi :

Anna pourrait acheter des plaques de cuisson réutilisables, se passer de plastique et vendre du pain qui ne finisse pas à la poubelle. Si toutes les boulangeries faisaient de même, il n'y aurait aucun problème : aucune ne serait plus chère que les autres. Si elle agit seule, son pain devient plus cher, certains de ses clients iront voir ailleurs, et la banque lui posera des questions sur la croissance au printemps. Elle s'en tient donc aux anciennes méthodes. Non par indifférence, mais parce que faire cavalier seul mettrait en péril sa boulangerie.

Il en va de même pour la chaîne de boulangeries d'en face, pour l'usine de boîtes de vitesses de Jonas et pour presque toutes les entreprises. Quiconque est le seul à renoncer à la croissance, à adopter des méthodes de production plus durables ou à s'abstenir de toute publicité agressive perd des parts de marché au profit de ceux qui ne le font pas.

Cela vaut également pour les nations. Un pays qui serait le seul à instaurer une réglementation environnementale stricte ou une fiscalité élevée sur les entreprises risque de voir ces dernières délocaliser vers d'autres pays. C'est pourquoi les accords sur la protection du climat s'avèrent souvent moins contraignants que ce que la science juge nécessaire. Aucun chef de gouvernement ne souhaite être le premier à imposer un désavantage à son économie.

Et cela s'applique à chacun d'entre nous. Quiconque souhaite travailler moins d'heures pour consacrer plus de temps à sa famille ou au bénévolat perd du revenu et, souvent, la perspective d'une retraite décente. Quiconque achète moins pour protéger

l'environnement fait ce qu'il faut – mais, si beaucoup de gens agissent ainsi, ils contribuent à la baisse du chiffre d'affaires et donc à la précarité de l'emploi.

L'ensemble du système est ainsi enfermé dans un équilibre qui consomme énormément d'énergie et de matières premières. Cette énergie sert non seulement à satisfaire les besoins des gens, mais aussi, dans une large mesure, à alimenter la course elle-même : le développement parallèle de produits, la publicité, les emballages, les biens qui sont remplacés plus tôt que nécessaire. Chaque individu se contenterait volontiers de moins. Mais personne ne peut s'arrêter tout seul.

Les économistes connaissent depuis longtemps ce mécanisme, appelé entre autres la « tragédie des biens communs » (Hardin, 1968) : chaque éleveur qui met une vache de plus sur le pâturage commun en tire un petit avantage ; si tout le monde agit ainsi, le pâturage est rapidement détruit. Aujourd'hui, la Terre est notre pâturage commun.

La tragédie de l'entrepreneur

Au chapitre 2, nous avons vu qu'à l'époque d'Adam Smith, l'intérêt personnel du boulanger et le bien-être de ses clients allaient largement dans le même sens. Ceux qui faisaient du bon pain avaient des clients ; ceux qui faisaient du mauvais pain les perdaient.

Cet alignement est aujourd'hui devenu fragile dans de nombreux domaines. Ce n'est pas parce que les entrepreneurs sont devenus plus cupides que le boulanger d'Adam Smith. Quiconque s'entretient avec des dirigeants de petites et moyennes entreprises entend généralement autre chose : ils veulent fabriquer de bons produits, fidéliser leur personnel et assumer leurs responsabilités envers leur région. Beaucoup d'entre eux considèrent la pression de la croissance non pas comme une motivation, mais comme un fardeau.

La raison réside dans les règles du jeu. Aujourd'hui, une entreprise doit faire plus que simplement couvrir ses coûts et assurer la subsistance de ses employés. Elle doit rembourser ses emprunts, générer des rendements sur ses investissements et – plus elle est grande – répondre aux attentes de rentabilité. Par conséquent, une deuxième question s'immisce entre la question « Les gens en ont-ils besoin ? » et la décision de produire quelque chose : « Peut-on le vendre en réalisant un bénéfice ? »

La plupart du temps, les réponses à ces deux questions coïncident, et le marché réalise alors des prouesses remarquables. Mais il existe deux domaines où elles divergent :

Premièrement, il existe des produits dont on a un besoin urgent, mais qui ne sont pas viables financièrement. Un médicament contre une maladie tropicale peut sauver des milliers de vies. Comme les personnes touchées ont un faible pouvoir d'achat, il n'est souvent pas développé. Il en va de même pour de nombreux domaines des soins de santé, qui subissent une pression constante sur les coûts, même si leur valeur est incontestable.

Deuxièmement, il existe des produits qui se vendent bien mais qui contribuent peu à une vie de qualité : des vêtements qui s'usent après seulement quelques lavages, des appareils

électroniques irréparables, des jouets qui finissent à la poubelle après Noël. Ou encore des boîtes de vitesses qui sont usées au bout d'une dizaine d'années – non pas parce que les ingénieurs n'auraient pas pu faire mieux, mais parce qu'elles sont conçues pour la durée de vie d'une voiture qui doit de toute façon être remplacée. Une boîte de vitesses qui durerait trente ans priverait le constructeur de nouvelles commandes. Pour s'assurer que ses produits soient achetés, la publicité est nécessaire afin de susciter de nouveaux désirs.

Un entrepreneur qui défie cette logique – en produisant des biens durables, en concevant des produits réparables et en s'abstenant de toute publicité intrusive – agit dans le sens le plus noble du terme d'homme d'affaires intègre. Pourtant, il n'est pas récompensé pour cela ; au contraire, il se retrouve désavantagé sur le plan concurrentiel. Il ne s'agit pas d'une défaillance du marché au sens habituel du terme. Le marché fonctionne exactement comme il est censé le faire. Il récompense ce qui se vend, et non pas automatiquement ce dont on a besoin.

Pourquoi les bonnes intentions ne suffisent pas à elles seules

Si le problème réside dans les règles du jeu, les appels à la morale n'ont qu'une utilité limitée. On ne peut pas reprocher à Anna de ne pas mettre sa boulangerie en danger. On ne peut pas exiger de Sevgi qu'elle risque de perdre son emploi. Les modèles moraux sont précieux, mais ils ne font pas pencher la balance – souvent, ils en paient simplement le prix eux-mêmes.

Depuis des décennies, les décideurs politiques s'efforcent d'affiner les règles du jeu : par la tarification du CO_2, la législation sur les chaînes d'approvisionnement, les rapports de développement durable et les dispositifs de soutien. Ces instruments ont permis d'accomplir beaucoup de choses et méritent d'être salués. Mais ils se heurtent à deux limites. Ils ne s'appliquent généralement qu'à des pays ou des régions isolés, ce qui donne lieu à de nouvelles façons de les contourner. Et, comme nous l'avons vu au chapitre 3, ils créent une bureaucratie qui frappe le plus durement les petites entreprises.

Les propositions avancées par le mouvement post-croissance – réduction du temps de travail, économies circulaires régionales, nouvelle conception de la prospérité – constituent également un pas dans la bonne direction. Bon nombre d'entre elles seront abordées à nouveau dans cet ouvrage. L'obstacle auquel elles se heurtent est le même : quiconque les met en œuvre – qu'il s'agisse d'un individu, d'une seule entreprise ou d'un seul pays – en subit les inconvénients, tandis que les autres continuent comme avant.

Il est donc pratiquement impossible de sortir progressivement et par petites étapes du dilemme du prisonnier. Celui qui fera le premier pas trébuchera.

Comment résoudre un dilemme : ensemble et simultanément

La bonne nouvelle que nous apporte la théorie des jeux est la suivante : le dilemme du prisonnier n'est pas une loi de la nature. Il se résout dès que les parties concernées

parviennent à coordonner leurs actions et à avoir confiance dans le fait que chacun jouera son rôle. L'histoire démontre, dans un nombre étonnamment élevé de cas, que cela est possible.

Le 3 septembre 1967, à cinq heures du matin, toute la Suède est passée de la conduite à gauche à la conduite à droite. Il aurait été impossible de procéder progressivement – d'abord les camions, puis les bus, puis les voitures. Cela ne pouvait se faire que d'un seul coup. Les préparatifs de ce changement étaient en cours depuis des années, et tout s'est déroulé avec une facilité surprenante. Le nombre d'accidents a même diminué au cours des semaines qui ont suivi, car chacun conduisait avec une prudence accrue.

En 1987, les nations du monde se sont engagées, dans le cadre du Protocole de Montréal, à éliminer progressivement et collectivement les substances appauvrissant la couche d'ozone. Aucun pays n'aurait pu y parvenir seul sans nuire à sa propre industrie. Comme tous ont agi en même temps, cela n'a constitué un inconvénient pour aucun d'entre eux. Aujourd'hui, la couche d'ozone se reconstitue.

Le 1er janvier 2002, l'euro a été introduit simultanément sous forme de monnaie fiduciaire dans douze pays. Plus de trois cents millions de personnes ont changé de monnaie en l'espace de quelques jours. Cela n'a été possible que parce que cela s'est produit partout en même temps.

Ces exemples ont un point commun : un équilibre stable mais insatisfaisant n'a pas été abandonné sous la pression ou par persuasion morale, mais grâce à une décision commune et simultanée. Par la suite, le nouvel équilibre s'est révélé tout aussi stable que l'ancien. Aujourd'hui, plus aucun Suédois ne roule à gauche.

Les travaux d'Elinor Ostrom sur les biens communs, pour lesquels elle a reçu le prix Nobel d'économie en 2009, illustrent ce même principe à plus petite échelle : les individus sont parfaitement capables de s'affranchir de la « tragédie des biens communs » s'ils peuvent dialoguer, s'entendre sur des règles claires et se faire confiance (Ostrom, 1990).

La question qui reste en suspens

À la fin de son appel téléphonique, Anna pose la question cruciale : « Et si tout le monde se retirait en même temps ? » Jonas répond honnêtement : « Alors ce serait mieux pour tout le monde. » Mais cela n'arrivera pas.

Cet ouvrage prend son objection au sérieux – tout en se demandant si elle est toujours d'actualité. Jamais auparavant le monde n'avait été aussi étroitement interconnecté qu'aujourd'hui. Les chaînes d'approvisionnement, les transactions de paiement et la communication fonctionnent déjà à l'échelle mondiale en temps réel. La simultanéité, qui constituait autrefois un obstacle insurmontable, n'est plus aujourd'hui qu'une question de coordination.

Les chapitres suivants exposent précisément ce sur quoi il faudrait s'entendre, qui pourrait faire le premier pas, et pourquoi les petites et moyennes entreprises, en particulier, ont un rôle spécial à jouer à cet égard. Mais avant tout, nous devons clarifier une question bien plus fondamentale qu'il n'y paraît : à quoi sert réellement l'économie ?

Les points clés en bref

- Le problème de notre économie n'est pas la cupidité des individus, mais un dilemme du prisonnier : chacun agit de manière rationnelle, et collectivement, tous se retrouvent dans une situation que personne ne souhaite.
- Cette situation est stable car personne ne peut s'en retirer de son propre chef sans se nuire à lui-même. Cela vaut pour les entreprises, pour les États et pour chaque individu.
- Les appels à la morale et les règles nationales aident, mais ils atteignent leurs limites tant que tout le monde ne joue pas son rôle.
- Les dilemmes du prisonnier peuvent être résolus – grâce à une décision commune et simultanée. L'histoire en fournit des exemples réussis.

Retour au sommaire

Partie II – L’idée

5. À quoi sert réellement l'économie ?

Le calcul

Il était un peu plus de minuit. Le réveil allait sonner dans trois heures, mais Anna était toujours assise dans le bureau situé derrière la boulangerie, les prévisions de coûts pour l'année à venir devant elle. Le conseiller fiscal les voulait pour vendredi.

Un petit pain au sésame. Cinquante-cinq centimes.

Elle avait déjà vu ces chiffres une centaine de fois, mais aujourd'hui, elle les lisait comme s'ils étaient écrits dans une langue étrangère. Farine : neuf centimes. Graines de sésame, levure, sel : trois centimes. Électricité pour le four : cinq centimes. Salaires et cotisations sociales : vingt et un centimes. Loyer, assurance, intérêts sur le crédit pour le four : huit centimes. Impôts et taxes. Et à la fin, un petit excédent appelé « bénéfice ».

Elle prit un crayon et nota à côté de chaque ligne à quoi servait réellement cet argent.

À côté des salaires, elle écrivit : Svetlana, Tobias, Mme Kern et Mehmet. Le loyer de leurs appartements. La nourriture. L'appareil dentaire du fils de Tobias.

À côté de la farine, elle écrivit : « moulin ». Puis, après un moment de réflexion : « meunier, chauffeur de camion, agriculteur ». Leurs salaires aussi, leur loyer, leur nourriture.

À côté de « énergie », elle écrivit : « Services municipaux ». Les employés de la centrale électrique, les techniciens qui entretiennent le réseau.

À côté de « intérêts », elle écrivit : « Caisse d'épargne. M. Kessler. Et les épargnants dont la banque prête l'argent. Peut-être quelqu'un qui épargne pour sa retraite. »

À côté de « bénéfice », elle écrivit : « moi ». Puis elle barra le mot et précisa : « mon loyer. Mon assurance maladie. Une réserve au cas où le four tomberait en panne. Un peu pour ma retraite, car en tant qu'indépendante, je n'en aurais pas autrement. Les études de Mira. »

Elle se pencha en arrière et regarda la feuille de papier.

Il n'y avait pas une seule ligne qui ne se termine pas, en fin de compte, par une personne dont le gagne-pain en dépendait. Pas un seul centime ne s'évaporait dans les airs. Tout ce qu'un petit pain « coûtait », c'était le gagne-pain de quelqu'un.

* * *

Elle se rendit dans la cuisine pour se servir un verre d'eau. Dans le réfrigérateur se trouvaient les restes du gâteau aux pommes qu'elle avait préparé pour son anniversaire. Elle s'en coupa une part et la mangea debout.

Les pommes venaient du jardin de Walter. Personne ne les avait payées. L'arbre les avait simplement laissées pousser, grâce à la terre, à la pluie et au soleil. Walter les avait cueillies ; elle-même les avait épluchées. Personne n'avait payé pour cela non plus.

Elle avait acheté la farine et le beurre. Mais même là, se dit-elle, l'argent n'avait fait que circuler – vers l'agriculteur, vers la laiterie, vers les personnes qui y travaillaient. Au début de chaque chaîne, il y avait un champ, une vache, un arbre. Et ils n'avaient pas envoyé de facture.

La nature et le travail. C'était tout ce qu'il y avait dans ce gâteau.

Elle repensa à la remarque que Walter avait faite l'autre jour au moulin : « Est-ce que le marché sait quand c'est fini ? » Et pour la première fois, elle se posa une question qui ne lui avait jamais traversé l'esprit en vingt-cinq ans de métier de boulangère :

Si tout ce que coûte un petit pain ne sert qu'à garantir que ceux qui le fabriquent puissent gagner leur vie, combien coûterait un petit pain si leurs moyens de subsistance étaient déjà assurés ?

Elle posa l'assiette dans l'évier. Le calcul était toujours posé sur le bureau. Demain, elle le terminerait, comme chaque année. Mais elle mit de côté la feuille de papier couverte de notes au crayon. Elle voulait la garder.

* * *

La question qui sous-tend le calcul

Un soir, Anna fit quelque chose qui arrive rarement en gestion d'entreprise : elle n'analysa pas son calcul des coûts par catégorie de coûts, mais en fonction de ceux à qui l'argent revient en fin de compte. Le résultat était d'une simplicité étonnante. Chaque centime que coûte un petit pain revient aux personnes qui en tirent leur subsistance.

Avant de pouvoir comprendre ce qui en découle, il faut prendre un peu de recul et se poser une question si fondamentale que presque personne ne la pose dans la vie de tous les jours : à quoi sert réellement l'économie ?

La finalité de l'économie

Il existe une réponse à cette question sur laquelle les défenseurs du marché et les détracteurs de la croissance économique peuvent s'accorder. Adam Smith lui-même l'a fournie dans *La Richesse des nations* : la consommation est la seule finalité de toute production. En d'autres termes : une économie existe pour subvenir aux besoins des personnes.

Cela va bien au-delà de la simple survie. Une vie digne comprend la nourriture et le logement, l'habillement et la santé, mais aussi l'éducation, la mobilité, la culture et les soins en cas de besoin. Et comme la nature est le fondement de toute production, il y a encore une chose : l'approvisionnement doit être organisé de telle sorte qu'il reste possible demain – pour nos enfants et nos petits-enfants.

Même dans l'univers des manuels d'économie, le profit n'est pas une fin en soi. C'est une incitation, un moyen d'organiser l'approvisionnement aussi efficacement que possible. Les choses ne deviennent difficiles que lorsque ce moyen prend une vie propre – lorsque la production n'est plus déterminée par les besoins, mais doit au contraire inventer de nouveaux besoins pour pouvoir se poursuivre. Ce point a été abordé dans les chapitres 3 et 4.

Pour juger si une économie est bonne, il faut donc se poser deux questions : les gens sont-ils bien pourvus ? Et les fondements naturels de la vie sont-ils préservés ? Le produit intérieur brut ne répond à aucune de ces deux questions.

Deux ingrédients : la nature et le travail

Pour comprendre comment s'effectue réellement la satisfaction des besoins, un exemple tiré du quotidien est utile : une tarte aux pommes.

À première vue, il s'agit d'un produit impliquant de nombreux postes de coûts : les ingrédients, un four, l'électricité, le travail. Mais si l'on réduit ce produit à ce dont il est réellement composé, il ne reste exactement que deux éléments : la nature et le travail.

Les pommes, la farine et le beurre sont issus de matières premières naturelles : la terre, l'eau, les minéraux et la lumière du soleil. La plantation, la récolte, la mouture, la traite, le transport et la cuisson sont des activités humaines. Il n'y a pas de troisième ingrédient.

Le four ne fait pas non plus exception. Il est composé de métal, de verre et de plastique – autrement dit, de matières naturelles – et du travail des ingénieurs, des sidérurgistes et des monteurs qui l'ont construit. Même le savoir-faire nécessaire à la conception d'un four est le fruit condensé du travail de nombreuses générations. Et l'organisation, la planification et la prise de risques menées par les entrepreneurs constituent également du travail – souvent très exigeant, qui plus est.

Ainsi, l'ensemble de l'économie mondiale peut se résumer à une relation simple : les hommes façonnent la nature par leur travail. L'argent, les prix et les bilans n'ajoutent pas un seul atome au gâteau. Ils constituent le cadre dans lequel nous déterminons qui a droit à quelle part du gâteau.

Il ne s'agit pas ici de minimiser l'importance de l'argent et des prix. Comme l'a montré Hayek, ils accomplissent des prouesses en matière de coordination. Mais il est utile de les considérer pour ce qu'ils sont : un outil de la société, et non une propriété intrinsèque des choses.

Que sont réellement les coûts ?

Si un gâteau se compose uniquement de nature et de travail, d'où proviennent ses coûts ?

La nature n'émet pas de factures. Aucun pommier n'exige d'argent pour ses fruits, aucun soleil pour sa lumière, aucun gisement de minerai pour avoir vu le jour il y a des millions

d'années. Un prix n'apparaît que lorsque des personnes s'approprient une ressource et exigent de l'argent pour y avoir accès.

Le philosophe anglais John Locke a décrit ce phénomène au XVIIe siècle. Selon lui, la nature appartient à l'origine à tout le monde. Ce n'est qu'en y associant son travail – en cueillant la pomme ou en labourant le champ – qu'une personne en fait sa propriété (Locke, 2008). L'observation de Locke est juste : c'est le travail humain qui transforme les matériaux naturels en objets utiles.

Et qu'en est-il du travail ? Lui non plus ne coûte pas d'argent simplement parce que le travail en soi doit coûter quelque chose. Il coûte de l'argent parce que les personnes qui travaillent doivent en vivre. Les notes prises au crayon par Anna le montrent : derrière chaque poste de dépense se cachent les moyens de subsistance des gens – ceux des salariés, des agriculteurs, des installateurs, des épargnants et d'Anna elle-même.

Cela signifie que les coûts ne sont pas une constante naturelle comme la gravité. Ils sont le résultat d'un ordre social dans lequel chaque personne doit payer avec de l'argent pour avoir accès à la nourriture, au logement et aux biens de première nécessité – et doit donc exiger cet argent d'autrui.

Ce qui reste néanmoins

À ce stade, n'importe quelle économiste objecterait à juste titre : cela ne résout pas le problème de la rareté. Et elle aurait raison.

Ce dont il est question ici, ce n'est pas l'argent, mais l'effort : les heures de travail, les matériaux et l'énergie consacrés à quelque chose – et ce à quoi nous renonçons lorsque nous choisissons une chose plutôt qu'une autre. Les économistes appellent cela le « coût d'opportunité ». Une heure qu'Anna consacre au questionnaire destiné aux fournisseurs est une heure qu'elle ne peut pas passer à la boulangerie. Une tonne de fibre de carbone utilisée dans la carrosserie d'une voiture de sport n'est plus disponible pour les pales d'une éolienne. Une forêt déboisée ne séquestre plus de CO_2.

Cet effort ne disparaît pas lorsque les prix disparaissent. Les heures de travail restent limitées. Les matières premières restent limitées. La capacité de charge de la nature reste limitée. Et comme nous l'avons vu au chapitre 4 avec la « tragédie des biens communs », une ressource qui n'appartient à personne et ne coûte rien est facilement surexploitée.

Ce que ce livre remet donc en question, ce n'est pas la rareté en soi. Il ne remet en cause que sa forme monétaire – le fait qu'aujourd'hui, toute décision concernant des ressources rares soit déterminée par le revenu et le pouvoir d'achat. Comment reconnaître la rareté sans prix et la répartir équitablement est une question sérieuse. Nous y répondrons en détail dans les chapitres 7 et 9.

Le profit comme sécurité

Il reste donc le profit. N'est-ce pas, après tout, autre chose qu'un moyen de subsistance ?

Les notes d'Anna apportent là aussi une réponse honnête. Son bénéfice couvre son loyer, son assurance maladie, la réserve pour le four, sa retraite et les études de sa fille. Il en va de même pour la plupart des travailleurs indépendants et des entreprises familiales. Ce qui, vu de l'extérieur, ressemble à une recherche du profit est, au fond, le désir compréhensible de sécurité dans un monde incertain – pour soi-même, pour sa famille et pour l'entreprise, qui est censée exister encore demain. On pourrait qualifier le profit de forme d'assurance contre l'angoisse existentielle.

De plus, la concurrence elle-même coûte de l'argent. Les stands de salon, le maintien d'une image professionnelle, une boutique attrayante : ce ne sont pas des dépenses de luxe, mais des conditions indispensables pour survivre sur le marché. Même les superyachts et les jets privés, que les critiques aiment citer comme symboles du luxe des ultra-riches, servent souvent, en fin de compte, à entretenir des contacts, à préparer des affaires et à conserver des parts de marché.

Cependant, l'économie de marché ne prévoit aucune limite supérieure à la richesse. Tout ce qui dépasse le strict nécessaire pour subvenir à ses besoins est investi, dans le but de générer un rendement, puis réinvesti. Il en résulte une richesse qui n'a plus rien à voir avec la préparation de l'avenir. Il ne s'agit pas d'un échec moral de la part des riches. C'est une caractéristique du système, qui ne connaît aucun mécanisme de frein.

Une expérience de pensée

Cela nous amène à la question qu'Anna s'est posée dans la cuisine à minuit. Si tous les coûts se résument en fin de compte à subvenir à ses besoins – combien coûterait un petit pain si les moyens de subsistance de chacun étaient déjà assurés ?

La réponse découle de la logique de ce chapitre. La boulangère n'aurait pas besoin de réaliser un bénéfice, car sa subsistance et son avenir seraient assurés. Ses employés n'auraient pas besoin de salaire pour la même raison. Pas plus que le meunier, l'agriculteur ou les services municipaux. Le petit pain ne coûterait rien – non pas parce qu'il apparaîtrait comme par enchantement, mais parce que personne, dans toute la chaîne, n'aurait besoin de facturer davantage.

À première vue, cela ressemble à un tour de passe-passe, mais à petite échelle, cela fait depuis longtemps partie de la vie quotidienne. Wikipédia est rédigé par des centaines de milliers de bénévoles et est accessible gratuitement à tous. Les pompiers volontaires éteignent les incendies sans envoyer de facture. Et dans chaque famille, on sert chaque jour un repas pour lequel personne ne paie.

Bien sûr, cela ne fonctionne que si tout le monde s'y met en même temps. Une boulangerie isolée qui distribuerait gratuitement ses petits pains devrait tout de même payer la farine, l'électricité et le loyer, et ferait rapidement faillite. C'est précisément le dilemme du prisonnier évoqué au chapitre 4. La partie III explore à quoi pourrait ressembler une issue collective.

Mais avant cela, il vaut la peine d'examiner de plus près l'économie qui fonctionne déjà aujourd'hui sans prix – et qui est plus importante que la plupart des gens ne le pensent.

Les points clés en bref

- Le but de toute économie est de subvenir aux besoins des personnes en harmonie avec la nature. Sur ce point, Adam Smith et les détracteurs de la croissance économique sont d'accord.
- Tout ce qui est produit est constitué de nature et de travail humain – y compris le travail des ingénieurs et des entrepreneurs. L'argent n'ajoute pas un seul atome à l'ensemble.
- Derrière chaque poste de coût se cache le moyen de subsistance des personnes. Les coûts apparaissent parce que chacun doit exiger de l'argent pour gagner sa vie.
- La rareté et l'effort subsistent, même en l'absence de prix. Seule leur forme monétaire est remise en question. Si les moyens de subsistance de chacun étaient garantis, personne dans toute la chaîne n'aurait plus besoin d'exiger de l'argent – à condition que cela s'applique à tout le monde en même temps.

Retour au sommaire

6. La plus grande économie sans prix

Le calcul sur une serviette

Le dimanche à 13 heures, on déjeunait chez Anna. C'était ainsi depuis la naissance de Mira, et personne n'aurait osé remettre cela en question.

Aujourd'hui, il y avait des roulades de bœuf accompagnées de chou rouge et de boulettes. Walter était arrivé dès onze heures car le robinet de la cuisine fuyait depuis des semaines et il voulait « régler ça rapidement ». Il était maintenant à demi accroupi sous l'évier, et on entendait de temps à autre un juron provenant du placard. Mira mettait la table. Jonas fut le dernier à arriver, avec une bouteille de vin rouge et un saladier de dessert préparé par sa femme, qui était elle-même de garde à l'hôpital.

Une fois que tout le monde fut assis et les assiettes remplies, Jonas leva son verre.

« À la cuisinière », dit-il. « Et maintenant, honnêtement, Anna. Que te dois-je ? »

Tout le monde rit. Mais Mira, qui venait de poser sa tablette à côté de son assiette, prit la question au sérieux.

« Calculons-le », dit-elle. « Combien coûterait ce repas au restaurant ? »

Jonas était contrôleur de gestion. Il ne pouvait pas résister à un défi pareil. Il sortit un stylo de la poche de sa chemise et prit une serviette en papier.

« Cinq personnes, trois plats, une cuisine correcte. Disons cent cinquante euros. Plus le vin. »

« Et puis il y a le plombier », dit Mira en faisant un signe de tête vers l'évier. « Avec le supplément du dimanche. »

« Au moins quatre-vingts euros de frais de déplacement », dit Walter depuis sous l'évier.

« Les courses, mettre la table, faire la vaisselle », poursuivit Mira. « Et maman s'est occupée des enfants de Svetlana pendant deux heures hier parce qu'elle devait aller chez le médecin. »

« Et tante Sabine a préparé le dessert, alors qu'elle aurait vraiment dû dormir », ajouta Anna.

Jonas nota quelques chiffres et fit quelques calculs. Puis il retourna la serviette.

« Un bon trois cent cinquante euros », dit-il. « Pour un seul dimanche. »

« Et qui a payé tout ça ? », demanda Anna.

Il y eut un moment de silence à table.

« Personne », répondit Mira.

* * *

Jonas fixa la serviette pendant un moment.

« Tu sais ce qui me dérange là-dedans ? » dit-il enfin. « Ça n'est enregistré nulle part. Si on était tous allés au restaurant, l'Office fédéral des statistiques aurait comptabilisé une production économique de trois cent cinquante euros. Comme ça, ça compte pour zéro. Même si on est tout aussi rassasiés. Plus rassasiés, pour être honnête. »

« Et c'était meilleur », ajouta Walter, qui était entre-temps sorti de sous l'évier et s'essuyait les mains. Le robinet avait cessé de goutter.

Il s'assit et se servit une boulette.

« À notre moulin, dit-il, ma mère a tenu la comptabilité pendant quarante ans. Elle rédigeait les factures, téléphonait aux agriculteurs, triait les bons de livraison. En plus de ça, elle a élevé cinq enfants, s'occupait du jardin et prenait soin des grands-parents. Elle n'a jamais été payée. Les registres indiquaient toujours : "Propriétaire : Karl Hofmann." » Il sourit. « Mon père n'aurait pas tenu une semaine sans elle. Il le savait aussi. Mais il ne l'a jamais dit. »

Mira regarda son grand-père. Elle n'avait jamais entendu cette histoire auparavant.

« Donc, l'économie dont tout le monde parle », dit Anna lentement, « n'est que la moitié de l'économie. »

« Peut-être la plus petite moitié », dit Mira.

Jonas plia sa serviette et la glissa dans la poche de sa chemise.

« Qu'est-ce que tu fais avec ça ? », demanda Anna.

« Je la garde, répondit-il. Je la montrerai demain à notre directeur financier. »

* * *

Le calcul sur la serviette

Le calcul de Jonas sur la serviette en papier n'est pas exact, mais il met en lumière un point important. Un dimanche ordinaire, une famille ordinaire a fourni des services d'une valeur de plusieurs centaines d'euros : cuisine, réparations, garde d'enfants, vaisselle. Personne ne l'a payé, personne n'a établi de facture, et ce dimanche n'apparaît dans aucune statistique économique.

Dans le dernier chapitre, nous nous sommes demandé ce qui se passerait si, dans une économie, plus personne n'avait à demander d'argent. À première vue, la réponse ressemble à une expérience de pensée. Pourtant, il existe un domaine de notre vie où c'est exactement ce qui se passe depuis des millénaires – et son ampleur dépasse ce que la plupart des gens imaginent.

La deuxième moitié de l'économie

Lorsque nous parlons d'« économie », nous faisons presque toujours référence à la partie où l'argent change de mains : les entreprises, les emplois, le chiffre d'affaires, le produit intérieur brut. Mais une simple visite au supermarché ne suffit pas à remplir l'estomac de qui que ce soit. Il faut cuisiner les légumes, faire la lessive, réconforter l'enfant et s'occuper de la grand-mère. Les chercheurs appellent ce travail « reproduction sociale » ou « travail de soins » : tout ce qui est nécessaire pour que les gens vivent, restent en bonne santé et puissent retravailler le lendemain.

Ce travail n'est pas pris en compte dans le produit intérieur brut car il n'a pas de prix. Lorsqu'un chef prépare un repas dans un restaurant, la production économique augmente. Quand Anna cuisine le même repas pour sa famille, elle reste inchangée.

Pourtant, cette économie invisible est colossale. Les enquêtes sur l'emploi du temps menées par les Nations unies, l'OCDE et l'Office fédéral des statistiques montrent toutes que les personnes consacrent à peu près autant de temps, voire davantage, au travail non rémunéré qu'au travail rémunéré (Destatis, 2016 ; Rudolf, Reiche et Knobloch, 2023). À cela s'ajoute le bénévolat. En Allemagne, près de 29 millions de personnes font du bénévolat – dans des clubs sportifs, des banques alimentaires, des brigades de pompiers, des hospices et des initiatives en faveur des réfugiés.

Quelle serait la valeur de tout ce travail s'il devait être rémunéré ? Les estimations dépendent fortement de la manière dont les calculs sont effectués : faut-il ne prendre en compte que les soins et la garde d'enfants, ou inclure également les tâches ménagères et le bénévolat ? Faut-il se baser sur le salaire minimum ou sur le salaire d'un travailleur qualifié ? L'Organisation internationale du travail estime que le travail de soins non rémunéré à lui seul, évalué au salaire minimum, représente environ un dixième de la production économique mondiale (OIT, 2018). Si l'on inclut l'ensemble des tâches ménagères et qu'on les évalue comme du travail rémunéré, les estimations font état d'un chiffre de 40 % ou plus. Pour l'Allemagne, l'Office fédéral des statistiques a estimé la valeur du travail non rémunéré à environ un tiers de la valeur ajoutée totale (Destatis, 2016).

Quelle que soit la manière dont on l'envisage, il ne s'agit pas d'une petite niche privée en marge de la « véritable » économie. C'est son fondement même.

Qui subvient aux besoins de qui ?

Nous avons tous en tête une image familière : quelqu'un va travailler, gagne de l'argent et « subvient » ainsi aux besoins de sa famille. Cette image n'est pas fausse. Sans ce revenu, il n'y aurait pas de roulades sur la table d'Anna.

Mais elle est incomplète. L'argent ne fait que permettre aux roulades d'arriver jusqu'au réfrigérateur. C'est le travail qui commence ensuite qui met réellement la nourriture sur la table. Et inversement, personne ne pourrait aller travailler le matin si quelqu'un n'avait

pas cuisiné, fait la lessive, pris soin des enfants ou ne les avait pas élevés lorsqu'ils étaient petits. Le travail rémunéré et le travail non rémunéré sont les deux facettes d'un même ensemble. Aucun n'est subordonné à l'autre.

À l'échelle mondiale, environ les trois quarts de cette seconde partie sont assurés par des femmes (OIT, 2018). La mère de Walter, qui a tenu la comptabilité du moulin pendant quarante ans sans jamais figurer au registre du commerce, n'est pas un cas isolé. La théoricienne féministe Silvia Federici a montré que l'économie de marché traite ce travail à peu près comme elle traite la nature : comme une ressource qui est simplement là, sur laquelle on compte, mais qui n'apparaît dans aucun bilan (Federici, 2020). La sociologue australienne Anitra Nelson a étudié comment un système de soins – qui ne fonctionne aujourd'hui que dans la sphère privée, sans échange d'argent – pourrait être étendu à l'ensemble de la société (Nelson, 2022).

Comment fonctionne cette économie

Ce qui est remarquable dans l'économie des soins, ce n'est pas seulement son ampleur, mais aussi sa logique interne. Elle obéit à des règles différentes de celles du marché – et elle fonctionne étonnamment bien.

Elle produit ce qui est nécessaire. Quand Anna cuisine pour cinq personnes, elle ne cuisine pas pour dix simplement pour générer plus de revenus. Si la cuisine est propre, on ne la nettoie pas une nouvelle fois juste pour créer du travail. Il n'y a ni surproduction ni publicité destinée à créer de nouveaux besoins.

On répare plutôt que de jeter. Walter remplace le joint du robinet plutôt que d'acheter un nouveau robinet. Dans la famille, la durabilité va de soi, car personne ne tire profit de l'usure.

On répartit en fonction des besoins. Le plus jeune est servi en premier, la grand-mère malade reçoit plus d'attention, et celui qui a faim se sert une autre boulette. Il ne viendrait jamais à l'esprit de quiconque de priver grand-père de son repas simplement parce qu'il ne travaille plus.

Et elle fonctionne sans contrainte. Personne n'oblige Walter à réparer le robinet, ni Sabine à préparer un dessert après son service de nuit. Ils le font par affection, par sens des responsabilités et parfois simplement par habitude. Il en va de même pour le pompier volontaire qui se rend sur les lieux d'intervention la nuit, et pour le retraité qui trie les denrées alimentaires à la banque alimentaire.

Bien sûr, cette économie n'est pas non plus exempte de problèmes. Les tâches de soins peuvent être épuisantes, inégalement réparties et conduire à la dépendance. Les familles peuvent être très soudées et hiérarchisées. Il ne s'agit pas ici de romancer la situation. Mais le principe de base – un travail directement adapté aux besoins et effectué sans contrepartie financière – fonctionne au quotidien, dans des milliards de foyers à travers le monde.

L'être humain adaptable

L'économie s'est longtemps appuyée sur le modèle de l'« Homo economicus » : un individu qui recherche avant tout son propre intérêt et réagit aux incitations financières. Ce modèle s'avère utile pour aborder de nombreuses questions. L'économie comportementale a toutefois montré qu'en réalité, les gens agissent souvent de manière plus équitable, plus généreuse et plus coopérative que ne le suppose ce modèle (Fehr et Gächter, 2002). Richard Thaler a reçu le prix Nobel d'économie 2017 pour ces découvertes.

L'économie des soins révèle quelque chose d'encore plus étonnant : nous alternons tous quotidiennement entre deux rôles. Le matin, nous quittons la maison, entrons sur le marché et négocions, calculons et comparons les prix. Le soir, nous rentrons chez nous et cuisinons pour la famille sans établir de facture. En vacances, lors d'un barbecue entre amis ou lorsque nous aidons nos voisins après une tempête, il nous arrive parfois de passer des semaines sans pratiquement aucun calcul.

Les êtres humains ne sont donc, par nature, ni de purs maximisateurs d'utilité, ni de purs altruistes. Ils se comportent selon ce que leur dicte leur environnement. Sur le marché, ils calculent ; au sein de la famille, ils subviennent aux besoins des autres. Ce n'est pas une faiblesse, mais une capacité remarquable. Et cela soulève une question : si l'environnement change, le comportement change-t-il aussi ?

Pourquoi ce principe ne s'est-il jamais étendu au-delà de la famille ?

Si l'économie de la solidarité fonctionne si bien, pourquoi son principe n'a-t-il jamais été appliqué à l'économie dans son ensemble ?

La réponse a été apportée par Friedrich August von Hayek, que nous avons rencontré au chapitre 2. Dans une famille, chacun sait ce dont on a besoin. On voit que le lait est épuisé, que l'enfant a de la fièvre, que le robinet fuit. L'information est immédiatement disponible.

Dans une économie comptant des millions de personnes, les choses sont différentes. L'agriculteur ne sait pas combien de petits pains seront consommés demain à la boulangerie d'Anna. Le fabricant de fibres de carbone ne sait pas si, dans trois ans, ses fibres serviront à des carrosseries de voitures de sport ou à des pales d'éoliennes. Entre des personnes qui ne se rencontrent jamais, un intermédiaire était nécessaire pour leur indiquer ce dont on avait besoin et où. Pendant des siècles, cet intermédiaire a été le prix. C'est pourquoi le principe de l'entraide est resté confiné au petit cercle où les gens se connaissent.

Or, c'est précisément là qu'un changement fondamental s'est opéré au cours des dernières décennies. Comment les informations sur la demande peuvent désormais circuler sur de grandes distances même en l'absence de prix – et pourquoi cela ne signifie pas pour autant une économie planifiée – : tel est le sujet du chapitre suivant.

Les points clés en bref

- Parallèlement à l'économie rémunérée, il existe une seconde économie, non rémunérée : la cuisine, les soins, l'éducation des enfants, les réparations, le bénévolat. Elle est au moins aussi importante que le travail rémunéré, mais n'apparaît pas dans le produit intérieur brut.
- Le travail rémunéré et le travail non rémunéré constituent les deux facettes d'un même ensemble. Environ les trois quarts de cette part non rémunérée sont assurés par des femmes.
- L'économie des soins produit en fonction des besoins, répare plutôt que de jeter, et distribue sans prix – chaque jour, dans des milliards de foyers.
- Les individus alternent quotidiennement entre le calcul et la prise en charge. Jusqu'à présent, le principe de la prise en charge est resté confiné à un cercle restreint, car les informations sur les besoins ne pouvaient parcourir de longues distances que par le biais des prix.

Retour au sommaire

7. Des signaux de prix à la coordination directe

La nouvelle caisse

La nouvelle caisse était restée dans son carton pendant trois semaines jusqu'à ce que Jonas passe un samedi après-midi pour l'installer. Anna avait avoué qu'elle n'avait même pas ouvert le mode d'emploi.

« Ce n'est pas seulement une caisse », dit Jonas en faisant passer les câbles sous le comptoir. « C'est un système de gestion des stocks. Il sait ce que tu vends, ce que tu as en stock et quand tu commences à être à court. »

« Je le sais aussi. »

« Oui. Mais tu le sais à quatre heures du matin, quand tu regardes dans le sac de farine. Le système, lui, le sait trois jours à l'avance. » Il tapota l'écran. « Regarde ça. Je saisis : s'il reste moins de deux cents kilos de farine de blé type 550, une commande est automatiquement envoyée au moulin. Deux cents kilos, livraison après-demain. »

« Et le prix ? »

« C'est indiqué dans ton contrat d'approvisionnement. Tu le négocies avec le moulin une fois par an. Le reste de l'année, les machines se contentent de traiter les quantités. »

Anna s'assit sur le tabouret derrière le comptoir. « C'est pareil pour vous ? »

Jonas éclata de rire. « On fonctionne comme ça depuis vingt ans. Ça s'appelle le Kanban ; ce sont les Japonais de Toyota qui l'ont inventé. Si une caisse d'engrenages vient à manquer sur la chaîne de montage, un signal est envoyé au service de production. Ils fabriquent de nouveaux engrenages. Si le service de production est à court d'acier, un signal est envoyé à l'aciérie. Et l'aciérie peut voir dans notre système combien de boîtes de vitesses on prévoit de construire au cours des six prochains mois, et s'organise en conséquence. »

« Et qui décide de tout ça ? »

« En fait, personne. » Jonas haussa les épaules. « Le système fait une suggestion, un planificateur la vérifie, et c'est tout. En douze ans, je n'ai jamais vu personne modifier le prix d'un engrenage parce qu'une boîte était vide. »

Anna pensa aux graphiques des pages boursières du journal, qui fluctuaient sans cesse. « Je croyais que c'était le marché qui régulait tout ça par le biais des prix. »

« Le marché décide qui remporte le contrat », répondit Jonas. « Une fois par an. Les opérations quotidiennes sont régies par les volumes. » Il se leva et épousseta son pantalon. « Pour être honnête, vu de l'intérieur, une grande entreprise est une économie planifiée qui fonctionne plutôt bien. Mais ne le dis pas à mon conseil d'administration. »

* * *

Mira passa peu avant cinq heures pour prendre une miche de pain et examina le nouveau système d'un air méfiant.

« Où vont les données ? » demanda-t-elle.

« Dans le cloud », répondit Jonas. « Comme ça, Anna peut aussi consulter les chiffres sur son portable. »

« Le cloud de qui ? »

Jonas consulta le manuel. « Un fournisseur californien. »

« Et que font-ils de ces données ? De toutes les données de vente de toutes les boulangeries qui utilisent ce système ? »

Jonas tourna la page. Puis il lut à haute voix : « … afin d'améliorer nos services et de produire des analyses de marché anonymisées pour nos partenaires. »

« Donc ils les vendent », dit Mira. « Ils savent désormais mieux que n'importe quelle corporation de boulangers combien de petits pains sont consommés dans cette ville. Et ils peuvent vendre ces informations à la chaîne de boulangeries. »

Le silence régnait dans la boulangerie. Le message « Connexion établie » clignotait en vert sur l'écran.

« Cette technologie est géniale », dit enfin Anna. « La seule question, c'est : à qui appartient-elle ? »

* * *

Ce que sait la caisse

Le nouveau système de caisse d'Anna accomplit une tâche anodine qui revêt pourtant une grande importance pour ce livre : il garantit que la farine soit réapprovisionnée avant d'être épuisée. Il n'a pas besoin d'un prix pour cela. Il lui suffit d'une seule information : on a besoin de farine ici, en cette quantité, jusqu'à cette date.

À la fin du chapitre précédent, une question avait été posée. L'économie des soins au sein des familles fonctionne sans prix, car chacun peut voir ce dont on a besoin. Dans une grande économie nationale, cela s'est avéré impossible jusqu'à présent. C'est pourquoi le prix était nécessaire en tant qu'intermédiaire. La question est désormais la suivante : cela s'applique-t-il encore aujourd'hui ?

Pour y répondre honnêtement, nous devons d'abord prendre au sérieux l'objection la plus forte soulevée contre toute économie sans prix.

L'objection de Hayek

Au chapitre 2, nous avons fait la connaissance de Friedrich August von Hayek. Son argumentation peut être divisée en trois parties, qui méritent toutes trois une réponse.

Premièrement : la connaissance d'une économie est répartie entre des millions de personnes. Personne ne peut la rassembler dans son intégralité. Le prix synthétise cette connaissance en un chiffre unique et la transmet (Hayek, 1945).

Deuxièmement : le prix indique non seulement qu'un bien est nécessaire, mais aussi à quel point il est urgent et dans quelle mesure il est rare par rapport à d'autres biens. Il permet d'évaluer les compromis. La fibre de carbone, denrée rare, doit-elle servir aux carrosseries de voitures de sport ou aux pales d'éoliennes ? Le prix répond à de telles questions sans que quiconque ait à les poser. Dès 1920, le mentor de Hayek, Ludwig von Mises, avait fait valoir qu'une économie dépourvue de prix ne pouvait en aucun cas effectuer de telles comparaisons (Mises, 1920).

Troisièmement : la concurrence est un « processus de découverte » (Hayek, 1968). Ce n'est que par la concurrence qu'il devient évident quel produit, quel procédé ou quelle idée est le meilleur. Personne ne peut le savoir à l'avance, pas même un organisme gouvernemental.

Les économies planifiées du XXe siècle ont échoué précisément sur ces trois points. Leurs autorités de planification ne savaient pas ce dont on avait besoin ni où. Elles ne disposaient d'aucun critère utile pour évaluer les différentes options. Et elles ont réprimé toute déviation et toute expérimentation. Quiconque propose aujourd'hui une alternative au marché doit démontrer qu'il a tiré les leçons de cette expérience.

Ce qui a changé depuis 1945

Lorsque Hayek a rédigé son essai, il n'y avait pas d'ordinateurs dans les entreprises, pas de lecteurs de codes-barres aux caisses et pas d'Internet. L'information circulait par courrier, par téléphone et par télex. Dans ces conditions, le prix était en effet le signal le plus rapide et le plus précis dont disposait une société.

Aujourd'hui, la situation est différente. En 1974, un code-barres a été scanné pour la première fois à la caisse d'un supermarché de l'Ohio : il s'agissait d'un paquet de chewing-gum. Depuis lors, chaque détaillant sait en temps réel ce qu'il vend. Les systèmes de gestion des stocks réapprovisionnent automatiquement les rayons, les robots d'entrepôt communiquent les niveaux de stock, et les capteurs intégrés aux machines indiquent quand une pièce de rechange doit être remplacée. La méthode Kanban, mise au point par Toyota dans les années 1950 et décrite par Jonas dans cette scène, régit désormais le flux des matériaux dans presque toutes les usines du monde – en fonction des quantités, et non des prix.

Cela ne réfute pas la première partie de l'objection de Hayek, mais celle-ci a changé de nature. Aujourd'hui, les connaissances dispersées n'ont plus besoin d'être condensées en un seul chiffre pour parcourir de longues distances. Elles peuvent être transmises directement, avec une précision totale et en quelques secondes : non pas « la farine a renchéri », mais « cette boulangerie manquera de deux cents kilos de farine de blé type 550 après-demain ».

Des îles sans prix

Une idée qui pourrait surprendre les défenseurs du marché vient de l'un des leurs. En 1937, l'économiste britannique Ronald Coase s'est demandé pourquoi les entreprises existaient (Coase, 1937). Si le marché coordonne si bien les choses, pourquoi chaque étape du processus de production n'achète-t-elle pas simplement ce dont elle a besoin auprès de son voisin ? Sa réponse : parce que le processus de coordination par les prix entraîne lui-même des coûts – négociation, comparaison, rédaction de contrats. Au sein d'une entreprise, la coordination s'effectue donc directement plutôt que par le biais des prix. Coase a reçu le prix Nobel d'économie en 1991 pour cette idée.

Jonas l'a formulé de manière un peu plus décontractée dans la scène : une grande entreprise est, vue de l'intérieur, une économie planifiée qui fonctionne plutôt bien. Les multinationales comptant des centaines de milliers d'employés et dont les chaînes d'approvisionnement s'étendent sur tous les continents coordonnent leurs processus internes en termes de volumes, de délais et de capacités. Le prix n'y joue généralement qu'un rôle marginal – dans les achats et les ventes externes.

Cela illustre deux choses. La coordination directe à grande échelle n'est pas une utopie, mais une réalité quotidienne. Et elle fonctionne particulièrement bien lorsqu'elle est organisée de manière décentralisée et que les personnes sur le terrain disposent d'une marge de manœuvre pour prendre des décisions.

Ce que le prix permet également d'accomplir

Il reste alors la deuxième partie, la plus difficile, de l'objection de Hayek : l'équilibre. Une commande de deux cents kilos de farine indique ce dont on a besoin. Mais que se passe-t-il s'il n'y a pas assez de farine pour tout le monde ? Qui l'obtient en premier ?

Le marché répond à cette question par le biais de la disposition à payer. Celui qui offre le plus obtient la priorité. C'est efficace, mais pas toujours judicieux. Si un composant électronique rare est nécessaire simultanément à un fabricant d'appareils de dialyse et à un fabricant de consoles de jeux, il revient à celui qui réalise les marges bénéficiaires les plus élevées – et non à celui dont les clients mourraient s'il venait à manquer.

Dans une économie sans prix, ce compromis doit être fait en toute conscience. Cela peut sembler contraignant, mais dans de nombreux domaines, cela fait depuis longtemps partie de la vie quotidienne. Les organes donnés ne sont pas vendus aux enchères, mais attribués en fonction de l'urgence et de critères médicaux. Aux urgences, une crise cardiaque a la priorité sur une entorse à la cheville. En cas de pénurie d'eau, l'eau potable et les hôpitaux ont la priorité sur l'arrosage de la pelouse.

À l'échelle d'une économie nationale, cela signifierait que le signal unique du « prix » serait remplacé par plusieurs signaux qui sont déjà mesurés aujourd'hui. Quelle quantité d'énergie, de matières premières et de main-d'œuvre est nécessaire à la fabrication d'un produit ? Quelle quantité de CO_2 est produite ? Quelle est l'ampleur des réserves, et à

quelle vitesse se reconstituent-elles ? À cela s'ajoutent des règles de priorité établies démocratiquement par la société : les produits de première nécessité priment sur les produits de luxe, les biens durables sur les biens éphémères. Et surtout, le jugement des acteurs locaux – le meunier qui se rend compte que son blé ne suffira pas pour tout le monde et qui consulte les agriculteurs.

Tout ne se passera pas toujours sans heurts. Il y aura des erreurs, des retards et des conflits. Mais les prix sont eux aussi faillibles – dans les bulles spéculatives, dans les cycles de la production porcine, dans les loyers que plus personne ne peut se permettre. La question n'est pas de savoir si un système est parfait, mais s'il est mieux adapté aux défis de notre époque.

Et qu'en est-il du troisième argument de Hayek – la concurrence comme processus de découverte ? La découverte ne passe pas uniquement par la concurrence. Wikipédia, Linux et la science ouverte montrent que la collaboration est également un processus de découverte – souvent même plus rapide, car les bonnes idées n'ont pas besoin d'être gardées secrètes. Nous y reviendrons au chapitre 12.

Pas de marché, mais pas d'autorité centrale non plus

À ce stade, il convient de dissiper un malentendu. Ce qui est décrit ici n'est pas une économie planifiée. Il n'y a pas de bureau de planification, pas de plan quinquennal et aucune autorité qui dicte le nombre de petits pains qu'Anna doit cuire.

La différence réside dans l'approche. L'économie planifiée fonctionnait de manière descendante : une agence déterminait ce qui devait être produit, et les entreprises devaient s'y conformer. La coordination directe fonctionne de manière ascendante : les personnes, les ménages, les collectivités locales et les entreprises font part de leurs besoins, et la production s'adapte en conséquence. Les décisions sont prises là où se trouve l'expertise – à la boulangerie, au moulin, à la ferme.

Soit dit en passant, il y avait déjà eu une première tentative dans ce sens. Entre 1971 et 1973, le cybernéticien britannique Stafford Beer a développé au Chili le projet « Cybersyn », qui reliait les entreprises à un centre de coordination via des téléscripteurs. Ce projet a échoué en raison des limites de la technologie de l'époque et a pris fin avec le coup d'État militaire de 1973. Ce qui était à peine possible avec des téléscripteurs à l'époque peut désormais être réalisé avec n'importe quel smartphone.

Le rôle de l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle peut jouer un rôle important dans un tel réseau. Elle est capable de reconnaître des tendances parmi des millions de rapports de demande, de prévoir les goulots d'étranglement avant qu'ils ne surviennent et de proposer des itinéraires présentant la plus faible consommation d'énergie et de matières premières. Aujourd'hui, elle est principalement utilisée pour optimiser la publicité, ajuster les prix de manière

dynamique et capter l'attention. La technologie en elle-même est neutre. Ce qui importe, c'est l'usage qui en est fait.

La hiérarchie est ici essentielle : l'IA fait des suggestions, les humains prennent les décisions. C'est un outil de coordination, et non un substitut au bon sens et à la responsabilité démocratique.

Qui contrôle les algorithmes ?

La question posée par Mira dans cette scène est pertinente, et c'est peut-être la plus importante de ce chapitre. Quiconque contrôle les données et les algorithmes détient le pouvoir. Aujourd'hui encore, une poignée d'entreprises de plateformes en savent plus sur nos comportements d'achat que n'importe quel gouvernement. Une économie coordonnée directement par les données ne devrait pas placer ce pouvoir entre les mains d'une minorité.

Cela nécessite des garde-fous. Cinq d'entre eux sont particulièrement importants :

Premièrement, l'élimination de la recherche du profit. Ceux qui ne peuvent pas tirer profit des données ont moins de raisons d'en faire un usage abusif. Les recherches en sciences comportementales montrent que les incitations financières ont souvent tendance à freiner plutôt qu'à encourager les comportements coopératifs (Frey et Jegen, 2001).

Deuxièmement, la transparence. Les programmes qui coordonnent l'offre doivent être librement accessibles et leurs décisions doivent être traçables. La recherche sur l'« IA explicable » fait de grands progrès dans ce domaine (Samek, Montavon, Vedaldi, Hansen et Müller, 2019). Les modèles d'IA ouverts démontrent déjà aujourd'hui que les systèmes hautement performants n'ont pas besoin d'être secrets.

Troisièmement, la décentralisation. Au lieu d'un ordinateur central, nous avons besoin de nombreux nœuds régionaux qui travaillent ensemble. Un réseau composé de nombreuses parties indépendantes est bien plus difficile à détourner qu'un hub central unique.

Quatrièmement, le contrôle démocratique et la rotation des mandats. Ce ne sont pas les programmeurs qui déterminent les règles selon lesquelles les systèmes prennent leurs décisions, mais la société. Ceux qui gèrent les systèmes le font à titre temporaire. Elinor Ostrom a montré que les ressources communes sont gérées avec succès lorsqu'il existe des règles claires, une participation et un contrôle efficace (Ostrom, 1990).

Cinquièmement, une rareté moins artificielle. La corruption surgit avant tout là où des ressources rares sont distribuées. Lorsque l'approvisionnement est assuré, il y a moins d'incitation à manipuler le processus de distribution.

Aucune de ces mesures de protection n'est une solution infaillible. Un risque résiduel subsiste, et la vigilance reste de mise. Mais cela vaut également pour le système actuel,

dans lequel le pouvoir sur les données est déjà réparti de manière très inégale. Comme le dit Anna : « La technologie est brillante. La question est : à qui appartient-elle ? »

Les points clés en bref

- L'objection de Hayek à une économie sans prix comporte trois volets : la dispersion des connaissances, les compromis face à la rareté et la concurrence en tant que processus de découverte. Ces trois aspects doivent être pris au sérieux.
- Aujourd'hui, les connaissances peuvent être partagées sans prix. Les systèmes de gestion des stocks, le Kanban et les mécanismes de contrôle interne des grandes entreprises fonctionnent déjà sur la base des quantités plutôt que des prix.
- Les décisions face à la rareté doivent être prises en toute conscience, sans prix – en fonction de l'urgence, de paramètres physiques et de priorités déterminées démocratiquement. C'est un défi, mais cela fait déjà partie du quotidien dans de nombreux secteurs.
- La coordination directe n'est pas une économie planifiée : elle fonctionne de bas en haut. L'IA peut y contribuer, mais cela nécessite de l'ouverture, de la décentralisation et un contrôle démocratique.

Retour au sommaire

Partie III – La transition

8. La sortie collective

Le sous-verre

Comme chaque année, la réunion d'automne de la Chambre des métiers se tint dans la grande salle du Kolpinghaus. Cent quatre-vingts chaises, un pupitre et des sandwichs emballés. Anna vit tout de suite qu'ils provenaient d'une grande boulangerie.

Le thème de la soirée était « Réduire la bureaucratie dans les métiers spécialisés – où en sommes-nous ? ». Le président de la Chambre, un maître couvreur sympathique, rendit compte des discussions avec le ministère, des simplifications apportées aux exigences en matière de documentation et d'une nouvelle plateforme en ligne pour les demandes de subventions. Il y eut des applaudissements polis.

Puis vint le tour de la parole. Un maître électricien se plaignit des rapports d'essai. Une coiffeuse se plaignit de l'obligation de fournir des justificatifs. Un menuisier se plaignit de ne pas avoir réussi à trouver d'apprenti depuis un an. Le président acquiesça, prit des notes et promit de prendre tout cela en compte.

Anna n'avait pas l'intention de prendre la parole. Mais lorsque le président demanda s'il y avait d'autres commentaires, elle se leva avant de pouvoir changer d'avis.

« Anna Hofmann, de la boulangerie Hofmann », dit-elle. « J'ai une question qui pourrait paraître un peu inhabituelle. »

Le président lui adressa un sourire encourageant.

« Chaque année, nous discutons de la manière d'alléger un peu la charge. Un formulaire en moins par-ci, un examen en moins par-là. Et pourtant, chaque année, il y en a encore plus. Je me demande si nous ne nous posons pas la mauvaise question. » Elle prit une inspiration. « Et si nous arrêtions tous d'émettre des factures en même temps ? Toutes les entreprises. Partout. Le même jour. »

Il y eut un moment de silence. Puis quelqu'un au troisième rang éclata de rire, et le rire se propagea, bon enfant, un peu gêné. Le président rit avec eux.

« Madame Hofmann, cela signifierait en effet la fin de la bureaucratie », dit-il. « Et probablement la fin de la Chambre aussi. »

De nouveaux rires. Anna se rassit et sentit ses joues rougir.

Mais alors, un vieil homme se leva au dernier rang. Anna ne le reconnut pas avant qu'il ne prenne la parole. C'était M. Brandl, dont la boucherie se trouvait en face de sa boulangerie jusqu'à l'automne dernier.

« Je fabrique des saucisses depuis quarante ans », dit-il. « De bonnes saucisses. J'ai fermé boutique parce que je ne pouvais plus assumer les frais de réfrigération et parce que le supermarché discount vend ses saucisses à moitié prix. » Il balaya la salle du regard. « Si quelqu'un m'avait dit à l'époque : "Demain, plus personne ne rédigera de

factures – ni vous, ni vos fournisseurs, ni votre propriétaire" – je n'aurais pas hésité une seconde. »

Cette fois, personne ne rit.

* * *

Après la réunion, quelques personnes traînaient encore sur le parking, comme d'habitude. Le menuisier. La coiffeuse. M. Brandl. Et une jeune femme qu'Anna ne connaissait pas et qui s'était présentée sous le nom de Lea. Elle dirigeait une petite entreprise informatique de six personnes qui développait des logiciels pour les entreprises artisanales, et était venue en tant qu'invitée.

« Le problème, ce n'est pas que ça ne marcherait pas », dit le menuisier. « Le problème, c'est : qui va se lancer ? Si je vends mes tables tout seul, je ferai faillite dans trois mois. »

« Personne ne veut être le premier », dit Lea. « C'est là toute la difficulté. »

Tout le monde la regarda.

« Avez-vous déjà entendu parler du financement participatif ? Tout le monde s'engage à donner de l'argent. Mais l'argent n'est versé que lorsque suffisamment de personnes se sont engagées. Sinon, il ne se passe rien, et personne n'y perd. » Elle haussa les épaules. « On pourrait faire la même chose. Chaque entreprise dirait : "Je suis partante – mais seulement si tout le monde l'est aussi." Ainsi, personne n'est le premier. Tout le monde s'engage en même temps. »

M. Brandl sortit de la poche de sa veste un sous-verre – qu'il avait manifestement rapporté de la table de ses habitués – et un stylo à bille.

« Eh bien, dans ce cas », dit-il en y inscrivant son nom. En dessous, entre parenthèses : « à condition que tout le monde le fasse ».

Il tendit le sous-verre à Anna.

* * *

La question qui fait rire tout le monde

La question posée par Anna lors de la réunion de la Chambre semble absurde au premier abord, et les rires qui fusent dans la salle sont compréhensibles. Pourtant, c'est la conséquence logique de tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Au chapitre 4, nous avons compris que notre économie est prise au piège d'un dilemme du prisonnier dont personne ne peut s'échapper seul. Au chapitre 5, nous avons vu que derrière tous les coûts se cachent les moyens de subsistance des gens. Au chapitre 6, nous avons constaté qu'une économie sans prix fonctionne quotidiennement à petite échelle. Et au chapitre 7, nous avons vu qu'aujourd'hui, l'information sur la demande parvient à circuler même en l'absence de prix.

Ce qui manque, c'est le passage de la prise de conscience à la mise en œuvre. C'est ce dont traite ce chapitre.

La boucle qui se referme

Le chapitre 5 s'est conclu par une expérience de pensée : si les moyens de subsistance de chacun étaient assurés, plus personne n'aurait besoin de demander de l'argent. Le problème est que cette condition dépend elle-même des prix. C'est un cercle vicieux, que l'on peut retracer à travers les petits pains d'Anna.

L'agriculteur vend son blé parce qu'il a besoin d'argent pour nourrir sa famille. Le meunier vend sa farine parce qu'il doit payer le blé et subvenir à ses besoins. Anna vend ses petits pains parce qu'elle doit payer la farine, l'électricité et les salaires. Et ses clients – y compris l'agriculteur et le meunier – doivent travailler pour pouvoir payer les petits pains.

Maintenant, inversons le cycle :

Si tous les produits de première nécessité étaient disponibles gratuitement, le moyen de subsistance de l'agriculteur serait assuré. Il n'aurait plus besoin de vendre son blé et pourrait simplement le donner.

Si le blé était disponible gratuitement et que le meunier était lui aussi pris en charge, il n'aurait plus aucun coût à supporter. Il pourrait distribuer sa farine gratuitement.

Si la farine était gratuite, tout comme l'électricité et le loyer, et si les besoins du personnel d'Anna étaient couverts, Anna pourrait distribuer gratuitement ses petits pains.

Et comme les petits pains et tous les autres biens seraient gratuits, les moyens de subsistance de chacun seraient assurés – y compris ceux de l'agriculteur. La boucle est bouclée. Ce qui ressort au final est exactement ce dont on a besoin au départ.

Ce n'est pas un sophisme, mais une condition : le cycle ne fonctionne que s'il est bouclé en chaque point simultanément.

Pourquoi cela ne fonctionne-t-il que simultanément ?

Le menuisier du parking a raison. S'il distribuait ses tables de son propre chef, il devrait tout de même payer le bois, le loyer de l'atelier et les salaires. Il ferait faillite en moins de trois mois. Si un seul secteur ou une seule région franchissait ce pas, il se passerait la même chose, mais plus lentement : les produits afflueraient là où ils pourraient encore être vendus, et les entreprises devraient toujours payer les matières premières et les intrants intermédiaires provenant de l'extérieur.

C'est le dilemme du prisonnier du chapitre 4 dans sa forme la plus pure. Une suppression progressive est pratiquement impossible. Celui qui saute le premier tombe.

Cependant, au chapitre 4, nous avons également vu comment de tels dilemmes se résolvent : par une décision commune et simultanée. La Suède n'est pas passée à la

conduite à droite rue par rue, mais à cinq heures du matin, en une seule journée. Après cela, le nouvel équilibre s'est avéré aussi stable que l'ancien. Il en va de même ici. Si le cercle est bouclé en tous points simultanément, personne n'aura de raison de revenir à l'ancien ordre. Qui demanderait à nouveau de l'argent pour ses petits pains s'il obtenait lui-même tout ce dont il a besoin – et si personne n'avait plus d'argent pour payer ?

Qui pourrait faire le premier pas ?

Les conceptions antérieures d'une transformation fondamentale de l'économie s'appuyaient sur la classe ouvrière, sur la révolution ou sur la nationalisation des entreprises par l'État. Aucune de ces voies n'a été empruntée dans les pays développés au cours des cent dernières années, et aucune n'est proposée ici. Il ne s'agit ni d'expropriation, ni de renversement.

La proposition avancée dans cet ouvrage part d'un point différent : la liberté d'entreprise. Personne ne peut contraindre un entrepreneur à rechercher le profit le plus élevé possible. Beaucoup préféreraient distribuer leurs produits en fonction des besoins – ils ne le font tout simplement pas aujourd'hui car, sinon, ils seraient incapables de payer leurs propres factures. Si tout le monde y renonçait en même temps, cette raison cesserait de s'appliquer. Cependant, pour qu'un tel renoncement collectif soit légalement possible, un cadre politique est nécessaire – nous y reviendrons au chapitre 10.

Les petites et moyennes entreprises pourraient jouer un rôle particulier à cet égard. Elles fournissent aux gens des biens de première nécessité : du pain, des réparations, des soins, des services de construction, des logiciels. Leurs propriétaires sont libres de prendre des décisions sans avoir à rendre de comptes à des actionnaires. Comme nous l'avons vu au chapitre 3, elles subissent une pression croissante de la part de la bureaucratie et de la concurrence. Et beaucoup d'entre elles ne se considèrent pas comme des investisseurs, mais comme des personnes qui veulent faire du bon travail et assumer leurs responsabilités envers leur personnel et leur région.

Pour elles, franchir cette étape ensemble ne serait pas un sacrifice. Au moment même où elles renonceraient à des revenus, toutes les dépenses cesseraient également : plus de salaires, plus de loyer, plus de coûts de matières premières, plus d'impôts, plus d'intérêts ni de remboursements de prêts. Plus de crainte d'insolvabilité, plus de rachat par un concurrent, plus de réunions bancaires sur l'augmentation du chiffre d'affaires. Il ne resterait alors que la véritable mission entrepreneuriale : fabriquer de bons produits et subvenir aux besoins des gens. M. Brandl l'a formulé en ces termes : il n'aurait pas hésité une seconde.

À cela s'ajoute le fait que les petites et moyennes entreprises sont bien organisées. Les chambres des métiers, les corporations, les associations et les coopératives regroupent des millions d'entreprises. Ce sont les instances naturelles au sein desquelles un tel débat pourrait avoir lieu et une décision commune être préparée.

Et qu'en est-il de tous les autres ?

Bien sûr, le secteur des PME ne suffit pas à lui seul. Pour que la boucle soit bouclée, chaque maillon de la chaîne doit jouer son rôle : les propriétaires de matières premières, les bailleurs, les fournisseurs d'énergie, les grandes entreprises et les banques.

Le même raisonnement s'applique à tout le monde. Un propriétaire perçoit un loyer parce qu'il en vit ou parce que cela lui assure sa retraite. Si ses moyens de subsistance sont garantis par d'autres moyens, le loyer perd sa raison d'être. Un propriétaire de matières premières vend son minerai parce qu'il en vit. Si ses moyens de subsistance sont déjà assurés, il peut le mettre à la disposition du grand public. Les salariés des grandes entreprises, leurs dirigeants et les millions de petits investisseurs qui détiennent ces entreprises sont également des personnes dont les moyens de subsistance seraient alors assurés.

Dans le cas des très grandes fortunes, la question est plus complexe. Quiconque possède aujourd'hui plus qu'il ne pourrait en consommer en plusieurs vies perdrait, avec la fin des prix, un statut auquel il est habitué. Il ne faut pas prétendre que cela serait facile pour tout le monde. Mais là encore, le même principe s'applique : ce que cette richesse est en réalité censée apporter – la sécurité, l'accès à tout ce dont on a besoin, l'absence de soucis – serait garanti pour tous, y compris ceux qui étaient auparavant riches. Et comme nous l'avons vu au chapitre 4, même les gagnants du système actuel sont souvent prisonniers de ses contraintes.

Néanmoins, certains resteront sceptiques. C'est le cas pour tout changement majeur. Ce qui importe, ce n'est pas que chaque individu soit d'accord, mais que les chaînes d'approvisionnement dans leur ensemble y adhèrent.

Personne n'est obligé d'être le premier

Reste alors la question : qui fera le premier pas ? La réponse que Lea donne sur le parking s'inspire de la théorie des jeux et a fait ses preuves dans la pratique.

Les économistes appellent cela un « contrat d'assurance » (Bagnoli et Lipman, 1989). Chaque participant prend l'engagement ferme de participer – mais cet engagement ne s'applique que si un nombre minimum spécifié d'autres participants s'engagent également. Si le seuil n'est pas atteint, il ne se passe rien et personne n'y perd. S'il est atteint, tout le monde agit simultanément. Les plateformes de financement participatif, grâce auxquelles des milliers de projets sont financés chaque année, reposent sur ce principe.

L'avantage est crucial : personne n'a à être le premier. Personne ne supporte le risque de faire cavalier seul. Le dilemme du prisonnier perd de son effroi, car la question « Et si les autres ne suivaient pas ? » trouve une réponse avant que quiconque n'agisse.

Pour une sortie collective, cela signifierait que les entreprises, les propriétaires de matières premières, les bailleurs et tous les autres acteurs prennent un engagement

conditionnel – y compris les gouvernements, qui doivent établir le cadre juridique pour la date de transition. Ces engagements sont comptabilisés publiquement. Ce n'est que lorsque ces engagements couvriront l'ensemble des chaînes d'approvisionnement mondiales qu'une date de transition sera fixée. Ce jour peut être préparé pendant que les engagements sont recueillis – comme en Suède en 1967, avec un large débat public, des plans pour les premières semaines et des accords clairs sur les secteurs d'approvisionnement qui ne doivent en aucun cas connaître de défaillance. La date de transition elle-même ne devrait en revanche être annoncée que peu de temps avant ; la section suivante explique pourquoi.

Cela ne peut se faire en quelques mois. C'est un processus qui peut prendre des années. Mais le monde interconnecté d'aujourd'hui rend cela possible. Ce qui aurait échoué par le passé en raison de l'impossibilité pure et simple d'atteindre des millions d'entreprises à travers les continents n'est plus qu'une question de plateformes, de traductions et de confiance.

Une perspective réjouissante

Un tel changement ne peut réussir que s'il est porté non seulement par les entreprises, mais aussi par les nombreuses personnes qui y travaillent et y font leurs achats chaque jour. Beaucoup d'entre elles vivent aujourd'hui l'avenir comme une menace. Les loyers augmentent, les retraites sont incertaines, les étés deviennent plus chauds. Certains se replient, certains ont abandonné, d'autres votent par colère pour des partis qui promettent le repli et des solutions simples.

Une atmosphère semblable régnait dans les années précédant 1989. Dans les pays du bloc de l'Est, les rayons se vidaient et les usines vieillissaient. En même temps, chaque soir, les gens voyaient les images de l'Ouest : des vitrines pleines, des vacances à la mer, le Deutsche Mark. Beaucoup avaient depuis longtemps dit adieu intérieurement à l'ancien système. Ils ne le disaient simplement pas à voix haute – jusqu'à ce qu'ils voient que leurs voisins pensaient la même chose. Alors tout est allé très vite (Kuran, 1991).

Ce qui manque aujourd'hui, c'est une telle image. L'économie d'approvisionnement direct pourrait l'offrir. Qu'est-ce qui rendrait les gens plus heureux : un samedi après-midi au centre commercial, ou la perspective de ne plus jamais avoir à payer de loyer ? Ce dont on a besoin pour une bonne vie – la nourriture, un logement, le médecin, les soins pour ses parents –, on le reçoit en cadeau. Et pas seulement ici : aussi la famille à Lagos, la paysanne en Bolivie, l'ouvrier d'usine au Bangladesh.

Ce n'est pas la promesse d'une « vie meilleure » avec toujours plus de choses. C'est une promesse plus modeste et plus honnête : que plus personne n'ait à craindre de perdre ses moyens de subsistance. Nous ne devrions pas répéter l'erreur de 1989. À l'époque, on avait promis des « paysages florissants » en peu de temps, et la déception se fait encore sentir aujourd'hui. Au début, il y aura des à-coups. Mais les fondations seraient posées.

Une telle image aide aussi les entreprises. Si beaucoup de gens se réjouissent de ce jour, il devient plus facile de prendre l'engagement conditionnel. Et comme rien ne doit être construit de neuf, les choses peuvent aller vite dès que suffisamment d'acteurs se sont engagés. Une courte annonce suffit alors – si courte que personne ne commence à retenir des marchandises ou à suspendre des paiements. La réforme monétaire allemande de 1948 montre à quoi cela peut ressembler : quelques jours seulement séparaient l'annonce du changement. Le lundi suivant, les vitrines étaient soudain pleines – de marchandises que les commerçants avaient retenues parce qu'ils s'attendaient à la réforme.

Ce qui changera – et ce qui ne changera pas

Le jour même du changement, rien ne change dans l'économie réelle. Les usines sont toujours en activité, les trains circulent, les camions sillonnent les routes, les champs sont labourés. Le lendemain matin, les gens se rendent au travail comme d'habitude.

Cela est possible car l'économie moderne repose de toute façon sur des prestations anticipées. Le travail est effectué, les matériaux sont livrés et les services sont fournis bien avant que les factures ne soient réglées ou que les salaires ne soient versés. Les relations d'approvisionnement existantes restent en place. Le moulin qui approvisionne Anna continue de fournir de la farine, simplement sans facture.

Ce qui change, c'est la structure sociale. La comptabilité ne disparaît pas, mais elle passe de la comptabilité analytique à la gestion des quantités, des matériaux et des heures de travail – exactement comme le fait déjà aujourd'hui le système Kanban de Jonas. Et à partir de ce jour-là, l'accès à tout ce dont on a besoin pour mener une vie digne n'est plus lié à l'argent.

Le chapitre suivant décrit à quoi pourrait ressembler ce premier jour et ce qui se passe dans les semaines qui suivent.

Questions en suspens

Un projet de cette nature soulève des questions qu'il ne faut pas éluder ici. Qu'advient-il des contrats, des dettes et des titres de propriété ? Quel rôle jouent les États et les gouvernements ? Qu'en est-il des pays dont les gouvernements refusent de coopérer ? Que se passerait-il si des secteurs clés étaient réticents à participer ?

Les chapitres 10, 11 et 13 répondent à certaines de ces questions. D'autres ne deviendront claires qu'au fur et à mesure que le processus se déroulera. Cela aussi fait partie de l'honnêteté : personne ne peut planifier une transformation de cette ampleur dans les moindres détails. Mais cela a été le cas pour toutes les grandes transformations de l'histoire – et ce n'est pas une raison pour ne pas se poser la question.

Les points clés en bref

- Les agriculteurs, les meuniers, les boulangers et les clients forment un cercle : chacun a besoin d'argent, car il doit payer ses propres dépenses. Une fois que les moyens de subsistance de chacun sont assurés, le cercle se referme dans l'autre sens.
- Ce cycle ne fonctionne que s'il est bouclé partout en même temps. Faire cavalier seul mène à la faillite.
- Les petites et moyennes entreprises pourraient donner l'impulsion nécessaire – en s'appuyant sur la liberté d'entreprise, sans expropriation et sans bouleversement. Pour les entreprises, toutes les dépenses disparaissent en même temps que leurs recettes.
- Grâce à des engagements conditionnels, personne n'a à être le premier : l'action ne sera engagée que lorsque suffisamment de personnes se seront jointes au mouvement – mais alors, tout le monde devra agir en même temps.
- Une image honnête – subsistance, logement et santé pour tous, sans loyer et sans peur existentielle – peut rallier beaucoup de gens au changement. La date de transition elle-même devrait être annoncée à court terme.

Retour au sommaire

9. Le premier jour

Trois heures du matin

À trois heures du matin, le réveil sonna comme d'habitude. Anna resta éveillée un instant, à écouter le silence. Dehors, une seule voiture passa. Rien d'autre. Rien ne laissait présager que cette journée serait différente.

À la boulangerie, elle alluma la lumière, mit le four en marche et sortit le levain du réfrigérateur. Svetlana arriva à trois heures et demie, comme toujours, les cheveux encore mouillés et une thermos de thé à la main.

« Alors ? » demanda Anna.

« Comment ça, "alors" ? » Svetlana noua son tablier. « Les petits pains ne se cuisent pas tout seuls. Même sans argent. »

Elles travaillèrent en silence, comme chaque matin. Peser la pâte, la façonner, la disposer sur les plaques, puis enfourner. L'odeur emplissait la pièce. Vers cinq heures, Anna ouvrit le tiroir du bureau pour chercher un stylo et tomba sur la brochure concernant les plaques de cuisson en acier noir. Elle la regarda un moment. Puis elle s'assit devant l'ordinateur et saisit la commande dans le système d'approvisionnement : vingt plaques de cuisson, en acier noir, d'une épaisseur de trois millimètres. La réponse arriva au bout d'une minute : Commande acceptée. Livraison estimée dans six semaines. Priorité : normale.

Elle rit doucement. Six semaines. Cela faisait deux ans qu'elle attendait.

* * *

À six heures, elle déverrouilla la porte de la boutique. La caisse était éteinte. À sa place se trouvait une petite affiche que Mira avait rédigée la veille au soir : « Prenez ce dont vous avez besoin. Dites-nous ce qui manque. »

Le premier client fut M. Albers, âgé de quatre-vingt-sept ans, qui achetait deux petits pains de seigle tous les matins depuis trente ans. Il prit ses deux petits pains, hésita, puis posa une pièce de deux euros sur le comptoir.

« Vous n'avez plus besoin de faire ça, monsieur Albers. »

« Je sais, répondit-il. Mais je ne sais pas quoi faire d'autre de mes mains. »

Il laissa la pièce là, puis la reprit, rit de lui-même et partit.

Vers huit heures, la boutique commença à s'animer. La plupart des gens prenaient ce qu'ils prenaient d'habitude. Certains en prenaient davantage – quatre ou cinq miches à la fois – avec un air penaud. Un homme remplit tout un sac de courses. Anna ne dit rien. À dix heures et demie, il n'y avait plus de pain de seigle.

Peu après, Sevgi traversa la rue. Elle avait l'air fatiguée.

« Mon siège social n'a rien livré aujourd'hui », dit-elle. « L'usine de Magdebourg ne sait pas encore où envoyer ses pâtons. Le comptoir est vide, et pourtant les gens font toujours la queue ici. »

Anna jeta un coup d'œil vers sa boulangerie, puis regarda sa montre.

« Je peux faire une autre fournée de pain blanc cet après-midi », dit-elle. « Si tu la distribues depuis ta boutique. »

Sevgi la regarda comme si elle avait proposé quelque chose d'indécent. Puis elle éclata de rire.

« Hier encore, nous aurions été concurrentes. »

« Hier », répéta Anna.

* * *

On commençait à manquer de farine. Anna envoya un message au moulin de Seitz et reçut un appel en retour. Ce n'était pas M. Seitz au téléphone, mais Walter.

« Je suis là depuis sept heures », dit-il. « Seitz a trois fois plus de demandes que d'habitude aujourd'hui et seulement deux personnes pour s'en occuper. J'ai donc pensé que je pourrais donner un coup de main. » Une machine vrombissait en arrière-plan. « Tu auras tes deux cents kilos dès demain matin. Il faudra qu'on s'organise avec les agriculteurs pour le seigle. La récolte est suffisante, mais tous les camions sont sur la route aujourd'hui. »

« Papa, tu as quatre-vingt-six ans. »

« Exactement », répondit Walter. « Ça fait trente ans que j'attends que quelqu'un ait à nouveau besoin de farine par ici. »

Cet après-midi-là, Jonas envoya un message : « L'usine fonctionne normalement. Les tapis roulants tournent, tout le monde est là. C'est juste qu'il y a douze personnes assises dans la salle de contrôle qui ne savent pas quoi faire. Moi non plus, d'ailleurs. »

* * *

À sept heures du soir, Anna ferma la boutique. Elle resta un moment debout devant la caisse éteinte. Depuis vingt-cinq ans, elle comptait l'argent tous les soirs, triait les tickets de caisse et imprimait le bilan de fin de journée.

Aujourd'hui, il n'y avait rien à compter.

Elle s'assit devant l'ordinateur et tapa : « Demain, pain de seigle, plus trente pour cent. Pain blanc, plus vingt pour cent ; à récupérer par Sevgi. » Puis elle éteignit la lumière et monta à l'étage. Elle était fatiguée, comme toujours après une longue journée. Mais c'était une fatigue différente. Pour la première fois depuis des années, elle ne resta pas éveillée à faire des calculs.

* * *

Une journée ordinaire qui change tout

Pour Anna, le premier jour après la sortie collective commence comme n'importe quel autre : à trois heures, à la boulangerie. Et ce n'est pas un procédé narratif, mais le cœur même de l'affaire. Ce jour-là, le monde matériel ne change pas. Ce qui change, c'est la façon dont les gens se traitent les uns les autres.

Cependant, la scène montre également que cette journée ne se déroule pas sans heurts. Le pain vient à manquer, les livraisons sont au point mort, une usine ne sait pas où livrer, et au service de contrôle, douze personnes sont assises sans rien à faire. Ce chapitre décrit ce qui pourrait se passer le premier jour et au cours des premières semaines – avec à la fois les réussites et les difficultés.

Que se passe-t-il le premier jour ?

Le changement est particulièrement visible là où les gens avaient l'habitude de payer. Dans les supermarchés, les caisses sont éteintes et les barrières ouvertes. Il n'y a plus d'étiquettes de prix, plus de promotions, plus de panneaux « Dernière chance ». Les bus et les trains circulent sans ticket. Les loyers ne sont plus prélevés.

Tout le reste continue comme d'habitude. Les gens vont travailler parce que le travail doit être fait et parce qu'ils y sont habitués. Les usines produisent des biens, les camions roulent, les hôpitaux soignent les patients. Comme décrit au chapitre 8, l'économie moderne repose sur l'approvisionnement anticipé et les relations d'approvisionnement existantes. La minoterie approvisionne la boulangerie parce qu'elle l'a toujours fait – simplement sans facture.

Ce qui est nouveau, c'est une tâche supplémentaire : la demande doit désormais être communiquée explicitement. Jusqu'à présent, le prix régulait discrètement bien des choses. Désormais, les entreprises doivent se dire entre elles ce dont elles ont besoin, ce qui vient à manquer et ce qui peut attendre. Les systèmes de gestion des stocks évoqués au chapitre 7 prennent en charge une grande partie de cette tâche. Le reste est géré par des appels téléphoniques, des accords et le bon sens.

La crainte de la thésaurisation

La crainte la plus courante est la suivante : si tout est gratuit, les gens vont vider les rayons. Cette crainte est justifiée, du moins pendant les premiers jours. Même à la boulangerie d'Anna, certaines personnes prennent plus que d'habitude. Un homme remplit un sac entier.

Nous savons par expérience comment ce genre de situation évolue. En mars 2020, au début de la pandémie de coronavirus, le papier toilette, les pâtes et la farine ont été épuisés dans de nombreux pays en l'espace de quelques jours. Cependant, au bout de quelques semaines, les habitudes d'achat sont revenues à la normale dès que les gens ont

compris que les approvisionnements étaient assurés de manière fiable (Statista, 2020). Il n'y a eu ni pillage ni troubles à l'ordre public.

Les gens font des réserves par crainte qu'il ne reste plus rien le lendemain. Cette crainte s'estompe lorsque les rayons sont réapprovisionnés chaque matin. Quiconque sait qu'il pourra à nouveau acheter du pain demain n'a aucune raison d'en prendre cinq miches aujourd'hui – d'autant plus que le pain rassit au bout de trois jours. On retrouve le même principe avec les forfaits illimités : si vous pouvez téléphoner de manière illimitée, vous ne passez pas toute la journée au téléphone. La transparence joue ici un rôle essentiel. Lorsque les niveaux de stock sont visibles et que les pénuries sont abordées ouvertement, la confiance s'installe plus rapidement.

Quand il n'y en a pas assez pour tout le monde

Il y aura néanmoins des pénuries, et pas seulement au début. Au chapitre 7, nous avons posé la question la plus difficile : qui obtient quelque chose en premier lorsqu'il n'y en a pas assez pour tout le monde ?

Prenons un exemple. Un composant électronique est en pénurie à l'échelle mondiale. Au même moment, deux entreprises signalent un besoin urgent de ce composant : un fabricant d'appareils de dialyse et un fabricant de consoles de jeux. Sur le marché, le composant revient à celui qui paie le plus cher – généralement celui qui dispose des marges bénéficiaires les plus élevées.

En l'absence de prix, le fabricant de composants doit prendre lui-même la décision. Il n'est plus obligé de vendre au plus offrant pour payer ses propres factures. La connectivité numérique lui indique qui a besoin de quoi et dans quel but : un hôpital par-ci, une usine de jouets par-là. La plupart des gens prendraient la même décision dans cette situation. Le composant est attribué aux appareils de dialyse. Le fabricant de consoles ne reçoit pas simplement un refus ; le réseau cherche plutôt une pièce de rechange ou une capacité disponible à une date ultérieure.

Ce genre de mise en balance ne nous est pas étranger. Dans chaque famille, c'est l'enfant malade qui reçoit l'attention en premier, avant que nous nous installions devant la nouvelle console de jeux. Mais nous ne devons pas prétendre que cela se passe automatiquement. Toutes les décisions ne seront pas aussi tranchées que celle entre la dialyse et une console de jeux. Il y aura des cas limites, des divergences d'opinion et des erreurs. C'est pourquoi nous avons besoin des règles de priorité et des procédures démocratiques évoquées au chapitre 7. L'intelligence artificielle indique où les ressources sont nécessaires. C'est aux personnes de décider.

Une journée dans le réseau d'approvisionnement

Pour illustrer ce à quoi cela pourrait ressembler au quotidien, examinons quelques étapes d'une journée type.

À la station de traitement des eaux, l'ingénieur d'exploitation constate le matin qu'il faut commander à nouveau du désinfectant. Il signale ce besoin à l'usine chimique. Un technicien signale une pompe qui fonctionne de manière irrégulière. Une commande pour une nouvelle pompe est envoyée au fabricant de pompes, avec lequel il existe une relation d'approvisionnement de longue date.

L'usine chimique a reçu plusieurs commandes importantes en même temps. Si tout était expédié immédiatement, les niveaux de stock passeraient en dessous de la réserve de sécurité. Autrefois, le prix aurait été le facteur décisif. Désormais, l'équipe décide elle-même : l'eau potable est prioritaire. Les livraisons moins urgentes sont reportées d'un jour ou deux, et les entreprises concernées reçoivent une brève notification. Parallèlement, la production est accélérée.

À l'usine de pompes, la demande du service des eaux n'est pas la seule. L'ingénieure et son équipe établissent des priorités en fonction de l'urgence : les infrastructures passent en premier. Un type particulier de joint est en rupture de stock ; une nouvelle commande a été passée, mais la réponse du fournisseur se fait toujours attendre. Cela entraîne un léger retard.

Le moulin reçoit plus de demandes que d'habitude. Certaines boulangeries commandent davantage, par mesure de précaution. Le meunier se rend compte qu'il n'a pas assez de céréales pour tout le monde en même temps ; il s'adresse donc à plusieurs agriculteurs plutôt qu'à un seul.

L'agriculteur reçoit plusieurs demandes de renseignements à la fois. Autrefois, il aurait vendu au plus offrant. Désormais, il répartit sa récolte de manière à ce que le plus grand nombre possible de moulins puissent fonctionner. Une partie de sa décision relève toujours de son jugement – mais c'est précisément cette responsabilité qui fait désormais partie de son rôle.

Lors de la tournée des ordures, les poubelles sont aussi pleines que d'habitude le premier jour. Les habitudes ne changent pas du jour au lendemain. Mais le chauffeur sait que son travail va évoluer, car les solutions visant à réduire les déchets ne sont plus freinées par des contraintes budgétaires.

Et au théâtre municipal, lorsqu'il planifie une nouvelle production, le directeur artistique ne se demande pas, pour la première fois, si elle sera rentable, mais si elle a quelque chose à dire.

Le soir venu, nous faisons le point : la vie quotidienne fonctionne, même si ce n'est pas tout à fait sans heurts. Il y a davantage de coordination, quelques incertitudes et des retards mineurs. Mais le système d'approvisionnement ne s'effondre pas. Il change de forme – passant d'un contrôle silencieux par les prix à une coopération consciente et directe.

De l'échange au don

Au-delà des aspects pratiques, cette journée présente une autre facette, plus difficile à quantifier.

Depuis des millénaires, les gens vivent des moments où l'échange est suspendu pendant un certain temps : fêtes, mariages, repas partagés. Le sociologue Émile Durkheim a décrit comment ces expériences partagées créent un sentiment d'appartenance qui favorise la confiance et donne du sens (Durkheim, 1912). L'anthropologue Marcel Mauss a démontré que les dons – contrairement aux achats – forgent des relations durables entre les personnes (Mauss, 1990). Des études plus récentes confirment que le partage améliore considérablement le bien-être (Yudkin et Prosser, 2022).

Dès le premier jour suivant la transition, ce principe du don sortira de la sphère privée pour s'inscrire dans la réalité quotidienne de l'économie. Cela ne suscitera pas l'enthousiasme partout. Certains se montreront méfiants, d'autres se sentiront dépassés, et d'autres encore – comme M. Albers – ne sauront pas quoi faire de leurs mains. Pourtant, beaucoup ressentiront quelque chose de difficile à décrire : un soulagement. L'inquiétude de savoir s'il y aura assez d'argent pour tenir jusqu'à la fin du mois, si le loyer pourra être payé ou si l'entreprise survivra à l'année à venir s'est évanouie.

Et autre chose est en train de changer. La chaîne d'approvisionnement devient une chaîne du don. Quiconque reçoit une miche de pain la reçoit du boulanger, qui a reçu la farine du meunier, qui a reçu le blé de l'agriculteur, à qui la terre, la pluie et le soleil l'ont donné. Cette chaîne est devenue visible. Nous ne remercions plus un vendeur pour sa monnaie, mais plutôt les personnes qui ont travaillé, et en fin de compte la terre elle-même. Cela crée une relation différente avec la nature : elle n'est plus une marchandise, mais un fondement commun de la vie que nous entretenons parce que nous en dépendons tous.

Ce que les premières semaines vont révéler

Au cours des semaines qui suivront la transition, bien des choses trouveront un nouveau rythme. La ruée vers les achats s'apaisera. Les entreprises apprendront à communiquer leurs besoins avec plus de précision. Les chaînes d'approvisionnement, qui étaient auparavant dictées par les prix, seront réorganisées. Certains postes disparaîtront – dans les services de contrôle de gestion, aux caisses et dans les agences de recouvrement – et les personnes qui les occupaient chercheront de nouvelles fonctions. Le chapitre 11 explique comment y parvenir.

Il y aura des problèmes que personne ne peut prévoir aujourd'hui. Mais la leçon fondamentale du premier jour demeure : le système d'approvisionnement ne s'effondre pas lorsque les prix disparaissent. Il devient plus humain – et plus exigeant que certains ne l'espèrent, mais plus serein que beaucoup ne le craignent.

Tout le monde ne sera pas convaincu par cette approche tant qu'il ne l'aura pas vue à l'œuvre. Leurs objections méritent une réponse sérieuse. Celle-ci est présentée dans le chapitre suivant.

Les points clés en bref

- Le premier jour, rien ne change dans l'économie réelle. La nouveauté réside dans le fait que la demande doit être délibérément déclarée et coordonnée.
- Des achats de panique sont probables au début, mais ils s'atténueront dès que l'approvisionnement deviendra fiable – comme cela s'est produit après le printemps 2020.
- En cas de pénurie, les décisions sont prises en fonction de l'urgence plutôt que de la disposition à payer. Ce n'est pas toujours facile, mais c'est un principe familier : les choses les plus importantes passent en premier.
- La chaîne d'approvisionnement devient une chaîne de partage. L'approvisionnement n'est pas fluide, mais il ne s'interrompt pas.

Retour au sommaire

10. Arguments contre – prendre les objections au sérieux

Vingt raisons

Trois semaines après le changement, Jonas rangeait son bureau lorsqu'il tomba sur la liste.

Il l'avait rédigée le soir même de la réunion de la chambre, quand Anna lui avait parlé au téléphone de M. Brandl et du sous-verre. À ce moment-là, il était tellement en colère qu'il n'arrivait pas à dormir. Il s'était donc assis et avait noté pourquoi cela ne marcherait jamais. Vingt raisons, numérotées dans l'ordre, écrites de sa main serrée de comptable. Au-dessus, en majuscules, on pouvait lire : POURQUOI CELA NE MARCHERA JAMAIS.

Il s'assit et lut la liste.

1. Plus personne ne va travailler.

Il regarda par la fenêtre le parking de l'usine. Il était plein, comme toujours. Le taux de présence s'élevait à 96 %, à peu près le même qu'avant. Rainer, de l'atelier de trempe, lui avait dit dès la première semaine : « Qu'est-ce que je suis censé faire à la maison ? Ma femme travaille aussi, après tout. » Jonas barra cette ligne.

2. Les supermarchés sont dévalisés.

C'était vrai la première semaine. Pâtes, café, papier toilette… exactement comme en mars 2020. La deuxième semaine, la situation s'était calmée. À présent, tout était presque revenu à la normale. Il traça une ligne dessus, puis ajouta un petit point d'interrogation après. Il y avait encore des vides sur les rayons de café.

3. Tout le monde veut cinq voitures.

Chez le concessionnaire automobile de la rue principale, les voitures neuves étaient toujours exposées sur le parvis. Quelques personnes avaient acheté des voitures qu'elles n'auraient jamais pu s'offrir auparavant. Personne n'en avait cinq. En revanche, il y avait une liste d'attente de quatre mois pour les vélos cargo. Rayé.

4. C'est illégal.

Il ne put s'empêcher de sourire. Le Bundestag avait passé six mois à débattre de la loi transitoire. Finalement, une large majorité s'était prononcée en sa faveur. Rayé.

5. Qui va faire le sale boulot alors ?

Il s'arrêta là. Le service de collecte des déchets avait rencontré des problèmes dès la deuxième semaine, car deux chauffeurs avaient pris leur retraite, alors que sans le changement, ils auraient encore travaillé deux ans. Depuis, une liste avait été mise en place pour que les gens puissent s'inscrire afin de donner un coup de main un matin par mois. Jonas s'était inscrit. Personne ne savait si cela suffirait à long terme. Il mit un point d'interrogation à côté.

Il parcourut à nouveau la liste. Pour certains points, il les barra d'un trait ; pour d'autres, il mit un point d'interrogation ; et pour trois d'entre eux, il écrivit « à voir ». À la fin, il fit le compte : onze traits, six points d'interrogation, trois « à voir ».

* * *

Ce soir-là, il montra la liste à Mira. Elle était assise dans la cuisine d'Anna et la lut deux fois.

« Onze sur vingt », dit-elle. « Pas mal pour un prophète de l'apocalypse. »

« Six points d'interrogation », dit Jonas. « Et je ne suis vraiment pas sûr pour le sale boulot. »

Mira resta silencieuse un instant. Puis elle sortit son portable et fit défiler l'écran.

« Moi aussi, j'avais une liste », dit-elle. « Pas sur les raisons pour lesquelles ça ne marchera pas. Mais sur tout ce qui ira mieux. » Elle lut à haute voix : « Les émissions baisseront immédiatement. Personne n'aura plus à acheter ce dont il n'a pas besoin. Tout le monde ne travaillera que vingt heures par semaine. »

« Et alors ? »

« Les émissions baissent. Mais pas tout de suite. Les centrales électriques fonctionnent toujours, après tout. Les gens continuent de se procurer des choses dont ils n'ont pas besoin, mais en moindre quantité. Et la plupart des gens travaillent autant qu'avant, parce que tout doit être réorganisé. » Elle rangea son portable. « Moi aussi, j'ai des points d'interrogation. »

Anna posa deux bols de soupe sur la table.

« Vous aviez donc tous les deux raison », dit-elle. « Mais pas tout à fait autant que vous le pensiez. »

Jonas plia le bout de papier et le glissa dans la poche de sa chemise, à côté de la serviette du déjeuner de dimanche, qui s'y trouvait toujours.

* * *

Deux listes

Jonas a noté pourquoi tout cela ne pourrait jamais fonctionner. Mira a noté tout ce qui allait s'améliorer. Dans la scène, les deux listes ont été marquées d'un point d'interrogation. Ce n'est pas une coïncidence. Tout changement majeur déçoit un peu à la fois les craintes et les espoirs.

Quiconque a lu jusqu'ici aura ses propres objections. C'est une bonne chose. Une proposition qui ne résiste pas aux objections ne mérite pas la confiance. C'est pourquoi les objections les plus importantes de ce chapitre ne doivent pas être minimisées, mais d'abord présentées sous leur forme la plus forte, puis traitées. Lorsqu'une réponse reste incomplète, cela sera précisé.

Une remarque préliminaire s'impose. De nombreuses objections reposent sur une hypothèse compréhensible : celle selon laquelle les gens se comporteront dans un nouveau système exactement comme ils le faisaient dans l'ancien. Cette hypothèse n'est pas absurde – c'est la meilleure prévision dont nous disposons. Mais elle n'est pas toujours correcte. Comme nous l'avons vu au chapitre 6, une même personne se comporte différemment sur le marché et à table en famille.

« Personne ne travaille sans être rémunéré »

L'objection dans sa forme la plus radicale : bien sûr, les gens travaillent aussi pour le plaisir et par sens des responsabilités. Mais tous les emplois ne sont pas agréables. Qui accepterait volontairement de faire le service de nuit aux urgences, de travailler en équipe dans un haut fourneau ou de conduire un camion de ramassage des ordures sous la pluie ? Et même si la plupart des gens continuent à travailler : qu'en est-il de ceux qui ne le font pas, mais qui reçoivent tout de même tout ? Cela ne risque-t-il pas de décourager les autres ?

La réponse commence par ce que nous savons. Les recherches sur la motivation montrent que les gens apprécient particulièrement de travailler lorsqu'ils agissent de manière autonome, mettent à profit leurs compétences et se sentent en lien avec les autres (Ryan et Deci, 2000). L'économie des soins évoquée au chapitre 6 et les près de 29 millions de bénévoles en Allemagne montrent qu'une quantité énorme de travail est effectuée sans rémunération. Et pour la plupart des gens, le travail est plus qu'un simple revenu : il structure la journée, apporte des collègues, de la reconnaissance et le sentiment d'être utile.

Il existe également des premières expériences de revenu sans obligation de travailler. En Finlande, en 2017 et 2018, deux mille chômeurs ont perçu un revenu de base inconditionnel pendant deux ans. Au cours de cette période, ils ont travaillé non pas moins que le groupe témoin, mais légèrement plus, et se sont sentis nettement mieux (Kela, 2020). En Allemagne, dans le cadre du « projet pilote sur le revenu de base », 122 personnes ont perçu 1 200 euros par mois pendant trois ans. Leurs heures de travail n'ont pas diminué (Projet pilote sur le revenu de base, 2025). Pour être juste, il convient de noter que ces essais étaient de petite envergure et limités dans le temps, et que les participants savaient qu'ils prendraient fin. Ils ne permettent pas de déterminer comment réagirait l'ensemble de la société. Mais elles contredisent l'idée selon laquelle les gens cesseraient de travailler dès qu'ils en auraient la possibilité.

Il reste alors la question des emplois pénibles et des profiteurs. Il existe trois solutions au problème du travail pénible : l'automatisation, qui n'est souvent pas mise en œuvre aujourd'hui car la main-d'œuvre bon marché est plus rentable ; une rotation équitable des tâches, afin que personne ne passe toute sa vie dans un camion-poubelle ; et une réduction globale du nombre de ces emplois, car les produits durables génèrent moins de déchets. Le chapitre 13 explore cette question plus en détail. Et il y aura des profiteurs,

tout comme il y en a aujourd'hui. Mais comme la quantité de travail nécessaire diminuera considérablement dans l'ensemble – Keynes considérait déjà en 1930 qu'une semaine de travail de quinze heures était envisageable (Keynes, 1930) –, une société peut y faire face. Cette question n'est pas entièrement résolue. Jonas a eu raison d'y ajouter un point d'interrogation.

« Sans prix, les rayons seront vidés et la nature pillée »

L'objection : le prix limite la consommation. S'il est supprimé, chacun prendra plus que ce dont il a besoin. Et avec des ressources qui appartiennent à tout le monde, il y a un risque de « tragédie des biens communs » évoquée au chapitre 4 : chacun prend un peu plus, jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien.

Pour les biens de consommation courante, nous avons apporté la réponse au chapitre 9. Il existe un point de saturation naturel. La troisième miche de pain n'a pas meilleur goût que la deuxième, et un cinquième manteau d'hiver ne vous tient pas plus chaud. Les économistes appellent cela l'utilité marginale décroissante. Les systèmes forfaitaires en sont la preuve quotidienne. La thésaurisation découle de la crainte de la pénurie, et cette crainte s'estompe lorsque l'approvisionnement est fiable. Il existe même des preuves solides suggérant que la consommation diminue lorsque la publicité et les offres spéciales ne poussent plus constamment les gens à acheter.

En ce qui concerne la nature, l'objection est plus sérieuse. Les stocks de poissons, les forêts, les sols et le climat sont des biens communs qui peuvent être surexploités. Pourtant, il convient ici d'examiner honnêtement la situation actuelle : jusqu'à présent, le prix n'a pas non plus empêché la surexploitation. Les mers sont surexploitées, même si le poisson a un prix. Le climat se réchauffe, même si le pétrole a un prix. La raison en est que le prix ne reflète généralement pas du tout les dommages causés à la nature.

En l'absence de prix, des limites écologiques doivent être fixées de manière consciente : quelle quantité de bois une forêt peut-elle produire chaque année, quelle quantité de poissons peut-on pêcher et quelle quantité de CO_2 peut encore être émise ? Elinor Ostrom a démontré, à l'aide de centaines d'exemples, que les communautés peuvent respecter avec succès de telles limites si elles disposent de règles claires et veillent ensemble à leur respect (Ostrom, 1990). À cela s'ajoute la différence la plus importante : sans la contrainte de croissance, la pression visant à prélever chaque année davantage de ressources dans la nature disparaît.

« Tout le monde veut cinq voitures – et une maison au bord du lac »

L'objection : si tout est gratuit, tout le monde veut ce qu'il y a de mieux. Tout le monde veut une grosse voiture, une maison dans un quartier prisé et des vacances lointaines.

En ce qui concerne les voitures, la réponse est simple. Aujourd'hui, une voiture n'est pas seulement un moyen de transport, mais aussi un symbole de statut social et un investissement. Sans prix, elle ne conserve que son utilité pratique. Cinq voitures

signifieraient alors avant tout cinq places de parking, cinq changements de pneus et cinq rendez-vous d'entretien. Qui s'imposerait une telle corvée ?

Quant à la maison au bord du lac, la réponse est plus complexe, et cela aussi mérite d'être dit. Il existe des biens qui sont intrinsèquement rares : les terrains au bord d'un lac, les appartements dans des immeubles anciens du centre-ville, les places au premier rang. Les économistes les appellent des « biens de position ». Ils resteront rares même sans prix. Pour ceux-ci, une société a besoin de règles : fondées sur les besoins, par exemple pour les familles avec enfants ou les personnes en situation de handicap ; selon un système de rotation, par exemple pour les résidences secondaires ; ou, si nécessaire, par tirage au sort. Ce n'est pas parfait. Mais aujourd'hui, ces biens sont répartis en fonction de la richesse – et beaucoup de gens ne trouvent pas cela juste non plus. Le chapitre 12 revient sur ce point.

« Cela mènera au chaos »

L'objection : une économie moderne est un système extrêmement complexe. Supprimer les prix reviendrait à lui retirer son système nerveux. Il en résulterait des goulots d'étranglement, des blocages et des effondrements.

L'histoire montre que les systèmes d'approvisionnement des sociétés modernes sont remarquablement robustes. Au printemps 2020, des secteurs entiers de l'économie ont été mis à l'arrêt dans le monde entier. L'électricité, l'eau, l'alimentation et les hôpitaux ont continué à fonctionner. Lors de la crise financière de 2008, les grandes banques ont vacillé au bord de l'effondrement, mais les champs continuaient d'être labourés et les trains continuaient de circuler. Après 1989, des systèmes économiques entiers en Europe centrale et orientale ont été restructurés en l'espace de quelques mois, sans que les services de base ne s'effondrent.

Il ne faut toutefois pas minimiser ces exemples. Pour beaucoup, ces bouleversements ont été douloureux. En Allemagne de l'Est, des millions de personnes ont perdu leur emploi après 1990, et de nombreuses régions ne s'en sont toujours pas remises à ce jour. La différence cruciale par rapport à la transition décrite ici réside ailleurs : à l'époque, les gens perdaient leurs revenus – et avec eux leur sécurité – en même temps que leur emploi. Dans le cadre d'une transition vers un système de prise en charge directe, les moyens de subsistance sont garantis dès le premier jour – même pour ceux dont le travail change ou disparaît.

Et là encore, la question n'est pas seulement de savoir quels risques comporte le changement, mais aussi quels risques comporte le fait de continuer comme avant. La crise climatique, les inégalités croissantes et les tensions grandissantes entre les États ne constituent pas un état de fait stable.

« C'est juridiquement impossible »

Cette objection est valable, et la situation est plus complexe qu'il n'y paraît à première vue. En vertu de la législation actuelle, un retrait collectif ne serait même pas autorisé pour de nombreuses entreprises.

Si toutes les entreprises d'un secteur s'accordaient pour céder gratuitement leurs produits, cela pourrait constituer une violation du droit de la concurrence. Les gérants et les membres du conseil d'administration des sociétés à responsabilité limitée sont tenus de préserver le patrimoine de leur entreprise. Quiconque cède gratuitement des biens s'expose à des poursuites pour abus de confiance. Une entreprise qui ne perçoit plus aucun revenu mais qui a encore des emprunts en cours serait en situation d'insolvabilité et devrait se déclarer en faillite. Et l'administration fiscale exige le paiement de la TVA sur les biens cédés gratuitement – dans une monnaie que l'entreprise ne perçoit plus.

L'objection est donc valable : la transition nécessite un cadre juridique. Elle ne peut pas se faire uniquement par le biais de décisions privées, mais doit être légitimée politiquement – par l'adoption, par les parlements, d'une loi de transition abrogeant les anciennes obligations à compter de la date du changement. Ce processus n'a rien d'inhabituel. La réforme monétaire de 1948 et l'introduction de l'euro reposaient elles aussi sur des lois qui convertissaient d'un seul coup l'ancienne monnaie et tous les contrats. Dans le processus d'engagements conditionnels décrit au chapitre 8, les gouvernements font donc partie de ceux qui doivent s'engager.

Après la transition, bon nombre de ces lois perdront toute raison d'être. Là où il n'y a plus besoin d'accumuler de la richesse, il n'y a pas d'abus de confiance. Là où les prix ne sont plus exigés, il n'y a pas de cartels de prix. Ils sont remplacés par des règles qui protègent autre chose : l'environnement, la santé, la répartition équitable et la sécurité au travail.

« Cela mènera au contrôle et à la dictature »

L'objection : quiconque coordonne l'offre à l'aide de données et d'algorithmes crée un instrument de contrôle total. L'expérience des économies planifiées montre où cela mène.

Cette objection mérite d'être prise très au sérieux, c'est pourquoi le chapitre 7 lui consacre une place considérable. En bref : la coordination directe n'est pas une planification descendante, mais une coordination ascendante. Elle nécessite des programmes ouverts et transparents ; de nombreux nœuds décentralisés plutôt qu'un unique centre névralgique ; un contrôle démocratique avec une rotation des responsabilités ; et la suppression des incitations financières à l'abus de pouvoir. Un risque résiduel subsiste. Mais il n'est pas plus grand qu'aujourd'hui, alors qu'une poignée de conglomérats de plateformes ont déjà accès à d'énormes quantités de données.

« À l'échelle mondiale et de manière simultanée – personne ne peut y parvenir »

L'objection : même si tout le reste est parfait, l'idée que tous les pays du monde puissent s'accorder sur une date commune de transition est irréaliste. Après tout, les nations ne parviennent même pas à s'entendre sur des objectifs climatiques.

C'est probablement l'objection la plus forte de toutes, et il n'y a pas de réponse définitive. Mais certains éléments indiquent que ce n'est pas impossible. Dans le cadre du Protocole de Montréal de 1987, tous les pays du monde ont accepté d'éliminer progressivement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone – à ce jour, il s'agit du seul accord des Nations unies à avoir été ratifié par tous les pays. L'engagement conditionnel énoncé au chapitre 8 réduit le risque pour chacune des parties concernées. Et contrairement à l'action climatique, la sortie collective n'exige de sacrifice de la part de personne : quiconque renonce à des recettes est en même temps libéré de toutes les dépenses.

Néanmoins, ce processus sera long. Il connaîtra des revers. Et il est possible qu'il échoue. La question est de savoir si c'est une raison pour ne pas essayer.

« La transition sera injuste »

L'objection : même si tout finit par s'arranger, pendant la période de transition, certains devront supporter un fardeau plus lourd que d'autres. Ceux qui travaillent dans les soins, l'agriculture ou l'approvisionnement énergétique devront continuer à travailler, tandis que d'autres perdront leur emploi actuel et devront d'abord se réorienter.

Cette objection est valable. Il y aura des déséquilibres au début. Tous les emplois ne peuvent pas être automatisés ou redistribués immédiatement. Certaines personnes devront temporairement en faire plus que d'autres, même si tout le monde est traité sur un pied d'égalité. La connectivité numérique peut aider à mettre en évidence et à équilibrer ces charges, mais cela prend du temps.

Il est important de discuter ouvertement de ces questions à l'avance et de ne pas les passer sous silence. Les personnes qui savent qu'une charge est temporaire et qu'elle est partagée collectivement la supportent plus facilement. Et là encore, la comparaison tient la route : aujourd'hui, ce sont précisément ces mêmes professions – les soignants, les ouvriers agricoles, les éboueurs – qui supportent en permanence les charges les plus lourdes, pour un salaire modeste et avec peu de reconnaissance.

« C'est tout simplement utopique »

La dernière objection n'est pas vraiment un argument, mais un sentiment. C'est pourtant un sentiment puissant. Nous avons grandi dans un monde où l'argent, les prix et le travail salarié sont aussi évidents que la météo. Un monde sans eux est difficile à imaginer.

Pourtant, une grande partie de ce que nous tenons aujourd'hui pour acquis était autrefois considérée comme utopique : l'abolition du servage, le suffrage universel, l'assurance maladie obligatoire, la réunification allemande. Le théoricien de la culture Mark Fisher a

observé que notre époque a plus de facilité à imaginer la fin du monde qu'un ordre économique différent (Fisher, 2013). C'est précisément pour cela qu'il vaut la peine de faire appel à notre imagination.

Et peut-être est-ce l'inverse. Peut-être que la plus grande utopie est de supposer que, face à la crise climatique, aux inégalités croissantes et à l'instabilité grandissante, tout peut simplement continuer comme avant.

Ce qui reste en suspens

Il n'est pas possible aujourd'hui de répondre de manière définitive à toutes les objections. Il reste surtout à voir comment un processus mondial pourrait être mis en marche, comment les tâches désagréables seront réparties équitablement à long terme, et comment une société se prononcera sur les biens de position rares. Cet ouvrage peut offrir des pistes de réflexion sur ces questions, mais il ne peut apporter de certitudes.

Ce n'est pas une lacune de la proposition, mais une question d'honnêteté. Aucune grande transformation historique n'a jamais été planifiée dans les moindres détails. Quiconque exige que chaque question trouve une réponse à l'avance exige quelque chose que même le système actuel n'a jamais pu satisfaire.

Les points clés en bref

- Les objections les plus vives portent sur la volonté de travailler, la surexploitation de la nature, les biens de prestige rares, la mise en œuvre juridique et, surtout, la synchronisation mondiale.
- De nombreuses objections peuvent être facilement levées : les gens travaillent même sans la contrainte de l'argent, la consommation a des limites naturelles et l'offre de biens matériels est plus résiliente que le système monétaire.
- D'autres objections sont fondées et nécessitent des solutions : la transition a besoin d'un cadre juridique et du consentement des États-nations. Les limites écologiques et la rareté des biens exigent des règles mûrement réfléchies.
- Certaines questions restent sans réponse. Ce n'est pas une raison pour ne pas les poser – d'autant plus que continuer comme avant comporte également des risques considérables.

Retour au sommaire

Partie IV – La vie après

11. Travail, argent et sécurité

Un mercredi

Six mois après le changement, Anna ne se rendit pas à la boulangerie un mercredi. Pour la première fois en vingt-cinq ans, elle avait un jour de congé en milieu de semaine, et elle ne savait pas trop quoi en faire. Elle descendit donc à sept heures quand même, juste pour jeter un coup d'œil.

Dans la boulangerie se trouvaient deux personnes qui n'y travaillaient pas six mois plus tôt.

L'une d'elles était Jule, dix-neuf ans, qui avait voulu devenir pâtissière après avoir quitté l'école. Ses parents lui avaient déconseillé de le faire à l'époque : il fallait se lever trop tôt, ça ne rapportait pas assez d'argent, ça n'offrait aucun avenir. Elle avait commencé des études de gestion d'entreprise et avait abandonné au bout de deux semestres. Trois semaines après le changement, elle s'était présentée à la boulangerie et avait demandé si elle pouvait y faire son apprentissage. À présent, elle se tenait devant le plan de travail, en train de dresser des rosettes de crème sur un gâteau avec une telle concentration qu'on aurait dit que sa vie en dépendait.

L'autre était M. Kessler.

Il portait un tablier blanc par-dessus une chemise à carreaux et pétrissait de la pâte de seigle. Lorsqu'il aperçut Anna, il rougit légèrement.

« Bonjour, madame Hofmann. J'espère que cela ne vous dérange pas. »

« Monsieur Kessler, cela fait trois mois que vous pétrissez ma pâte tous les mardis et mercredis. Je pense qu'on peut se tutoyer maintenant. Anna. »

« Thomas », dit-il en souriant. « Tu sais, je voulais être boulanger quand j'étais petit. Mon père disait qu'on avait un emploi sûr à la caisse d'épargne. Il avait raison, bien sûr. Pendant trente-trois ans. » Il enfonça son poing dans la pâte. « Je fais ça ici deux jours par semaine. Les trois autres, je suis au bureau de coordination, dans l'ancienne mairie. Là-bas, ils ont besoin de gens qui savent gérer les chiffres et les relations humaines. En ce moment, on affecte des artisans à la rénovation des écoles du quartier. »

« Et ça te suffit ? »

« Je n'ai jamais été aussi heureux. »

* * *

Plus tard, Anna s'assit dans son bureau avec un café et ouvrit le courrier qui s'était accumulé au cours des dernières semaines. Elle recevait désormais très peu de lettres. L'une d'elles provenait de la caisse d'épargne : un relevé de compte final accompagné d'une lettre indiquant que, conformément à la loi transitoire, le prêt pour son four à sole

ne serait pas reconduit. La dette restante serait archivée en tant que valeur comptable historique. Aucune autre démarche n'était requise.

Elle emporta la lettre à la boulangerie et la brandit.

« Thomas, tu as vu ça ? »

Kessler y jeta un coup d'œil et éclata de rire. « C'est moi qui ai signé ce contrat de prêt. Il y a six ans, à mon bureau. Je me souviens à quel point tu étais inquiète. »

« J'y pensais tous les soirs. »

« Moi aussi, dit Kessler. Le tien et deux cents autres. Tu savais que je me réveillais à quatre heures presque toutes les nuits ? Pas à cause de la pâte. À cause des créances irrécouvrables. » Il s'essuya les mains sur son tablier. « Maintenant, je me réveille à quatre heures parce que j'ai envie d'être ici. »

* * *

Svetlana appela dans l'après-midi. Elle ne travaillait désormais que quatre jours par semaine, car sa mère avait besoin d'aide suite à un AVC. Autrefois, elle n'aurait pas pu se le permettre, et sa mère aurait fini dans une maison de retraite, ce qu'elle ne voulait pas.

« Je voulais juste te dire que j'arriverai plus tard demain », dit-elle. « La kinésithérapeute vient à sept heures. Elle vient désormais trois fois par semaine au lieu d'une fois par mois. »

« Pas de problème », répondit Anna. « Jule assurera le service du matin. »

Elle raccrocha et jeta un œil au tableau de service accroché au mur. Il était plus chargé qu'avant, avec plus de noms et moins d'heures par personne. Plus personne ne travaillait soixante heures par semaine. Pas même elle.

Elle avait toujours pensé qu'une fois qu'elle aurait un jour de congé, elle pourrait enfin faire la grasse matinée. Au lieu de cela, elle était à la boulangerie dès sept heures. Non pas parce qu'elle y était obligée, mais parce qu'elle voulait voir comment les choses se passaient.

* * *

Six mois plus tard

Six mois après la transition, beaucoup de choses ont changé à la boulangerie d'Anna, sans que cela semble particulièrement spectaculaire vu de l'extérieur. Il y a plus de monde qui y travaille, et tout le monde fait moins d'heures. Une jeune femme apprend le métier dont elle a toujours rêvé. Un ancien conseiller bancaire pétrit de la pâte et coordonne les artisans pour la rénovation de l'école. Une employée s'occupe de sa mère sans craindre pour son gagne-pain. Et un prêt qui avait privé Anna de sommeil pendant des années n'est plus désormais qu'une simple ligne dans les archives.

Ce chapitre explore ce qu'il advient du travail, de l'argent et de la sécurité sociale lorsque les moyens de subsistance ne sont plus liés à un revenu.

On a besoin de moins de travail

Une grande partie du travail actuel ne sert pas directement à subvenir aux besoins des gens, mais plutôt à faire fonctionner le marché lui-même. Émettre des factures, vérifier les paiements, envoyer des rappels. Tendre la caisse. Calculer, percevoir et contrôler les impôts. Régler les sinistres. Concevoir des publicités et des emballages qui se démarquent dans les rayons. Développer en parallèle des produits qui diffèrent à peine, car chaque fabricant a besoin de son propre modèle.

Toutes ces tâches sont accomplies par des personnes compétentes et très dévouées. Elles sont nécessaires dans le système actuel. Mais elles ne le sont que parce que chaque transaction doit s'effectuer en argent. Si l'argent venait à disparaître, une grande partie de ce travail disparaîtrait également – non pas parce qu'il était mal fait, mais parce que sa raison d'être cesserait d'exister. L'anthropologue David Graeber a montré que de nombreux travailleurs doutent eux-mêmes du sens de leur travail (Graeber, 2019).

À cela s'ajoute la suppression de la pression liée à la croissance. Si l'on autorise la fabrication de produits durables et réparables, moins d'articles devront être remplacés. Si personne n'est contraint d'acheter quoi que ce soit, on produira moins de biens dont personne n'a réellement besoin.

Dès 1930, John Maynard Keynes avait prédit que, grâce au progrès technologique, ses petits-enfants n'auraient besoin de travailler qu'une quinzaine d'heures par semaine (Keynes, 1930). Depuis, la productivité a augmenté plus fortement que Keynes ne l'avait prévu. Le fait que nous ne travaillions toujours pas quinze heures par semaine n'est pas dû à la technologie, mais au fait que le progrès a été canalisé vers une production accrue plutôt que vers davantage de temps libre.

Répartir le travail restant

Le principal défi à l'issue de la transition n'est donc plus de créer des emplois, mais de répartir le travail restant de manière raisonnable et équitable.

Les outils pour y parvenir existent déjà. Les plateformes numériques qui mettent actuellement en relation des chauffeurs, des artisans ou des aides-soignants avec des missions pourraient mettre en évidence les besoins d'aide et les compétences disponibles. Des centres de coordination régionaux – comme celui de l'ancienne mairie où travaille Thomas Kessler – pourraient organiser des projets à plus grande échelle, tels que la rénovation d'écoles ou le développement des énergies renouvelables.

Cela crée une nouvelle forme de liberté. Aujourd'hui, les personnes qui choisissent une carrière le font généralement en fonction de la sécurité et du revenu. Jule aurait suivi des études de gestion d'entreprise ; Kessler serait resté à la banque. Une fois leur subsistance

assurée, les individus pourront choisir leur travail en fonction de leurs aspirations et de leurs capacités, combiner différents rôles et changer de carrière au cours de leur vie.

Les horaires de travail deviendront également plus flexibles. Svetlana pourra travailler moins d'heures tant que sa mère aura besoin de soins, puis retravailler davantage par la suite. Personne n'aura à travailler soixante heures par semaine simplement pour joindre les deux bouts, et personne n'aura à occuper un emploi à temps plein tout en élevant ses enfants.

Enfin, la mobilité deviendra une question de choix. Aujourd'hui, des millions de personnes quittent leur foyer parce que les emplois et les revenus sont concentrés ailleurs. Beaucoup vivent loin de leur famille. Lorsque le logement ne dépendra plus du loyer ni du salaire, chacun pourra vivre où il le souhaite et se rendre, le temps voulu, là où l'on a besoin de son aide.

Que deviendra l'argent ?

À compter du jour de la transition, l'argent cesse de servir de moyen de paiement. Bien que les comptes, les soldes et les contrats de crédit continuent d'exister dans les bases de données des banques, ils ne sont plus nécessaires pour subvenir aux besoins des gens.

Qu'advient-il des dettes ? Un prêt est, par essence, une créance sur des paiements futurs. Il présuppose que le débiteur dispose d'un revenu et que le créancier a besoin d'argent. Aucune de ces deux conditions n'est plus remplie. Le débiteur ne dispose plus de revenus pour payer – et n'en a pas besoin. La banque n'a plus à payer de salaires, de loyers ou de fournisseurs. Les relances, les saisies et les procédures d'insolvabilité tombent à l'eau, car un paiement ne profiterait plus au créancier. La loi de transition mentionnée au chapitre 10 réglementerait également cela de manière formelle. Les créances sont archivées en tant que valeurs comptables historiques, comme dans le cas du prêt pour le four d'Anna.

Une comparaison peut aider à comprendre : à la suite de la réforme monétaire de 1948, les anciens soldes en Reichsmark ne valaient plus qu'une fraction de leur valeur initiale. Les chiffres figuraient toujours dans les livrets d'épargne, mais ils se référaient à un système qui n'existait plus.

À ce stade, une préoccupation légitime doit être soulevée. Quiconque a épargné pendant des décennies – pour sa retraite, pour ses enfants, pour une maison – pourrait se sentir privé des fruits du travail de toute une vie. Le voisin qui n'a jamais épargné se trouve désormais exactement dans la même situation. C'est un sentiment grave, qui mérite le respect.

La réponse à cette question est la suivante : à quoi servaient ces économies ? À assurer la sécurité financière pendant la vieillesse, à offrir une bonne éducation aux enfants, à avoir un toit au-dessus de la tête, à bénéficier d'une aide en cas de maladie. Tout cela est désormais garanti – non pas sous la forme de restes d'économies susceptibles d'être érodés par l'inflation, les crises boursières ou un besoin de soins à long terme, mais de

manière permanente et inconditionnelle. L'objectif de l'épargne a été atteint, mais par un autre chemin. Et ceux qui ont épargné pour laisser quelque chose à leurs enfants leur laissent désormais quelque chose de mieux : un monde dans lequel ils n'ont plus à s'inquiéter pour leur subsistance.

D'un autre côté, il y a ceux qui sont endettés. Environ 5,7 millions de personnes en Allemagne sont considérées comme surendettées (Creditreform, 2025), souvent en raison d'une maladie, du chômage ou d'une séparation. Pour elles, cette transition met fin à ce qui a souvent été des années de difficultés.

Qu'adviendra-t-il des personnes travaillant dans le secteur financier ?

Des centaines de milliers de personnes travaillent actuellement dans les banques, les compagnies d'assurance, les administrations fiscales et les cabinets d'expertise comptable. Leurs emplois, tels qu'ils existent aujourd'hui, vont disparaître. Mais leurs compétences resteront recherchées.

On aura besoin de personnes douées pour travailler avec les chiffres, les bases de données et les processus complexes afin de coordonner la demande et la production. Les informaticiens qui programment actuellement les systèmes de négociation pour les places boursières pourraient développer des systèmes destinés à la logistique et à l'allocation des ressources. Les personnes capables de conseiller les autres, comme Thomas Kessler, seront des médiateurs indispensables partout où il faudra répartir des tâches et résoudre des conflits. Et certains, comme Kessler, feront enfin ce qu'ils ont toujours voulu faire.

Les bâtiments, eux aussi, resteront. Les tours bancaires, les sièges d'assurances et les centres des impôts pourront être transformés en appartements, écoles, ateliers ou lieux culturels. Il existe déjà un modèle : l'ancienne Bourse de Commerce de Paris est aujourd'hui un musée d'art contemporain.

L'État-providence a rempli sa mission

Dans les années 1880, l'Empire allemand sous Otto von Bismarck a instauré l'assurance maladie, l'assurance accidents et l'assurance retraite. L'assurance chômage a été ajoutée en 1927. Ces institutions comptent parmi les grandes réalisations de l'histoire européenne. Elles ont empêché des millions de personnes de sombrer dans la pauvreté, ont rendu possible l'économie sociale de marché et ont été reprises en modèle dans le monde entier.

Leur principe était d'amortir les risques liés au travail salarié : maladie, accidents, vieillesse et perte d'emploi. Ceux qui ne pouvaient plus travailler ne devaient pas être laissés à leur sort. À cette fin, un vaste système de cotisations, de droits, d'évaluations et de décisions a été mis en place.

Depuis la transition, cet objectif a été atteint de plein fouet. Chacun est pris en charge, du premier au dernier jour de sa vie, qu'il soit actif, malade ou âgé. Il n'est pas nécessaire de

supprimer les régimes d'assurance : ils ont rempli leur mission. Ce qui est supprimé, c'est la charge administrative : les demandes, les pièces justificatives, les lettres de notification et l'inquiétude de savoir si la demande sera acceptée. Les personnes qui travaillent actuellement dans les services sociaux peuvent mettre leur expérience au service de ce qui compte le plus : conseiller et accompagner celles et ceux qui ont besoin d'aide.

Cela a des conséquences qui vont bien au-delà de la sphère administrative. Dans de nombreux pays à travers le monde, les gens ont des enfants en partie pour que ceux-ci puissent s'occuper d'eux lorsqu'ils seront âgés. Si cette raison disparaît, la décision d'avoir des enfants devient plus libre. Les universités, les théâtres et les musées n'auront plus besoin de solliciter des financements publics ou des sponsors. L'éducation et la culture deviendront des biens publics, accessibles à tous.

Un travail qui appartient à nouveau au peuple

En fin de compte, la question se pose de savoir ce que le travail signifie pour les individus lorsqu'il ne sert plus de moyen de subsistance.

Les recherches sur la motivation indiquent clairement la voie à suivre. Les gens préfèrent travailler lorsqu'ils peuvent prendre leurs propres décisions, mettre à profit leurs compétences et se sentir en lien avec les autres (Ryan et Deci, 2000). Les incitations financières peuvent même affaiblir cette motivation intrinsèque (Frey et Jegen, 2001). Quiconque a déjà été témoin du dévouement avec lequel Jule réalise ses rosettes à la crème comprendra ce que cela signifie.

Il ne faut pas pour autant idéaliser cette situation. Tous les emplois ne se transforment pas en passion. Beaucoup de gens continueront d'aller travailler par sens du devoir, par habitude et pour leurs collègues. Il n'y a rien de mal à cela. Même aujourd'hui, nous ne quittons pas la maison le matin parce que nous pensons à l'argent, mais parce que cela fait partie de notre routine quotidienne et parce que nous savons que d'autres comptent sur nous.

Ce qui change, c'est le contexte. La peur s'estompe : la peur d'être licencié, de la prochaine augmentation de loyer, de l'avis de retraite. Il est bien établi que cette peur rend les gens malades. Dans le cadre de l'expérience finlandaise sur le revenu de base, les participants ont fait état d'un stress moindre et d'une plus grande confiance en l'avenir (Kela, 2020).

La sécurité a toujours été la véritable promesse du travail, de l'argent et de l'État-providence. Après la transition, elle n'est plus le résultat de ces éléments, mais leur condition préalable.

Les points clés en bref

- Une grande partie du travail actuel est consacrée au traitement des paiements et à la concurrence. Cela disparaîtra. Le travail restant pourra être réparti entre davantage

de personnes travaillant moins d'heures – en fonction de leurs préférences plutôt que de leurs revenus.

- Les dettes et les avoirs perdent leur fonction. Ceux qui ont épargné perdront leurs avoirs, mais pas l'objectif : la sécurité pour les personnes âgées et pour la famille est garantie pour tous.
- Les personnes travaillant dans le secteur financier mettront leurs compétences au service de la coordination de la prise en charge. Les banques et les administrations deviendront des logements, des écoles et des lieux culturels.
- L'État-providence a rempli son rôle historique. La sécurité n'est plus le résultat du travail, mais sa condition préalable.

Retour au sommaire

12. Entreprises, propriété et pouvoir

Le bras préhenseur

Le bras préhenseur rata sa cible pour la troisième fois. Au lieu du verre d'eau posé sur la table de chevet, il saisit les lunettes qui se trouvaient à côté et les poussa par-dessus le bord.

« Arrête », dit Jonas. Le bras s'immobilisa en plein mouvement.

Sabine ramassa les lunettes et se rassit sur le bord du lit d'essai. Elle travaillait comme infirmière dans un service de gériatrie depuis vingt ans et venait deux fois par semaine dans l'ancien hangar aux boîtes de vitesses après son service pour expliquer à l'équipe ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas dans une véritable chambre d'hôpital.

« Le problème, ce n'est pas le bras », dit-elle. « Le problème, c'est qu'il y a toujours trop de choses sur une vraie table de chevet. Un verre, des mouchoirs, une photo de votre petit-fils, trois piluliers. Votre robot considère qu'une table de chevet est bien rangée. »

Jonas acquiesça et tapa une note sur sa tablette. À côté de lui était assis Kenji, un ingénieur à la retraite originaire d'Osaka qui travaillait sur le projet par visioconférence depuis deux mois, car après avoir passé trente ans à construire des robots industriels, il ne savait plus quoi faire de son temps. Sur le grand écran, l'assistant IA proposait déjà trois variantes pour améliorer la reconnaissance des objets.

« La deuxième est bien », dit Kenji. « Mais la pince doit être plus souple. Sinon, elle va écraser la photo. »

* * *

Un an plus tôt, une chaîne de production de boîtes de vitesses se trouvait encore ici. Lorsque la demande de voitures neuves s'était effondrée après le changement, le personnel avait passé trois semaines à discuter de ce qu'il fallait faire des machines, des ingénieurs et des douze contrôleurs de gestion qui ne savaient plus quoi faire. C'était Sabine qui avait déclaré pendant le dîner : « Il y a une pénurie de personnel partout dans le secteur des soins. Vous construisez des machines capables de saisir avec précision, n'est-ce pas ? »

Jonas dirigeait désormais le projet. Il n'avait jamais géré auparavant quoi que ce soit qui ne se mesure pas à l'aide de tableaux Excel. Au début, par habitude, il tenait des tableaux Excel tous les soirs. Désormais, il n'en tenait plus qu'un seul : quelles maisons de retraite avaient pris contact, et ce dont elles avaient le plus urgemment besoin.

Le propriétaire de l'usine, un homme issu de la troisième génération de la famille fondatrice, passait de temps en temps. Il avait conservé l'entreprise, mais n'avait plus à rendre de comptes à aucun actionnaire. « Mon grand-père fabriquait des pompes pour les mines », avait-il un jour confié à Jonas. « Mon père fabriquait des boîtes de vitesses.

J'ai toujours voulu construire quelque chose qui aide directement les gens. Je pensais que je n'avais pas les moyens de le faire. »

* * *

Ce soir-là, l'équipe publia les nouveaux plans de conception de la pince dans la base de données ouverte, comme elle le faisait chaque semaine. Autrefois, le service des brevets n'aurait jamais autorisé une telle chose. Le service des brevets n'existait plus. Deux de ses avocats travaillaient désormais au service de conseil juridique du bureau de coordination, tandis qu'un troisième faisait partie de l'équipe et s'occupait des normes de sécurité.

Le lendemain matin, Jonas trouva un message en provenance de Hanoï. Une équipe de l'université avait reproduit la pince et l'avait modifiée de manière à ce qu'elle puisse être fabriquée à partir de pièces réalisables sur n'importe quelle imprimante 3D. Leur proposition était meilleure que la sienne.

Jonas transféra le message à Kenji. La réponse arriva une minute plus tard : « Génial. On va suivre cette piste. »

Sur le parking, il tomba sur Bernd, de l'équipe de montage, qui était allé chercher une Porsche chez le concessionnaire de la rue principale au cours du premier mois qui avait suivi le changement. Aujourd'hui, il était revenu dans son vieux break.

« Et la Porsche ? » demanda Jonas.

Bernd haussa les épaules. « Je l'ai rendue. Ça n'a plus aucun intérêt quand plus personne ne se retourne pour te regarder. »

* * *

Des boîtes de vitesses aux robots de soins

L'usine de Jonas a fait ce que les entreprises ont fait maintes et maintes fois au cours de l'histoire : elle s'est réinventée. Une usine de boîtes de vitesses est devenue un centre de développement de robots d'aide à la personne. Ce qui est nouveau, c'est la manière dont cela se produit. Non pas parce que le marché l'exige, mais parce que les professionnels du secteur des soins ont besoin d'aide. Non pas derrière un voile de brevets, mais ouvertement, avec un retraité à Osaka et une équipe à Hanoï. Et non pas au détriment de la famille propriétaire, mais en partenariat avec elle.

Ce chapitre explore ce qu'il advient de la propriété, de l'esprit d'entreprise, du statut social et du progrès lorsque le marché ne dicte plus le rythme.

Qu'adviendra-t-il de la propriété ?

La propriété est un concept si ancien qu'elle nous apparaît comme une loi de la nature. Pourtant, pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, la terre, l'eau et les forêts étaient utilisées en commun. Ce n'est qu'avec l'avènement de la sédentarité que la

propriété exclusive de la terre a fait son apparition, et ce n'est qu'au XVIIe siècle que John Locke en a fourni une justification philosophique (Locke, 2008).

La propriété d'une entreprise comporte aujourd'hui deux aspects. Le premier est le droit de la façonner : décider de ce qui est produit, de la manière dont le travail est effectué et de la direction dans laquelle l'entreprise évolue. Le second est le droit aux revenus : aux bénéfices, aux dividendes et au produit de la vente de l'entreprise.

À l'issue de la transition, le deuxième aspect perd de son importance, car les rendements financiers ne sont plus nécessaires. Le premier aspect, en revanche, demeure. Personne n'est dépossédé. Le propriétaire de l'usine de Jonas continue de diriger son entreprise. Il n'a tout simplement plus à rendre de comptes aux actionnaires en matière de rendements et peut enfin la diriger comme il l'a toujours souhaité.

Trois formes de propriété se dessinent pour l'avenir, qui peuvent coexister.

La propriété active : les propriétaires et fondateurs actuels continuent de diriger leur entreprise, mais désormais libérés de la pression des marchés financiers. Ce sera le cas dans de nombreuses entreprises familiales.

La propriété-gestion : l'entreprise appartient, en quelque sorte, à elle-même. Elle n'est ni vendue ni léguée comme une marchandise, mais est gérée par ceux qui en assument la responsabilité et possèdent l'expertise nécessaire. Aujourd'hui, cela signifie avant tout que les bénéfices restent au sein de l'entreprise et que personne ne peut la vendre au plus offrant. Ce concept n'a pas été inventé par cet ouvrage. Bosch et Zeiss sont en grande partie détenues par des fondations depuis des décennies. Et en Allemagne, des centaines d'entreprises, y compris des PME de renom, réclament depuis des années une forme juridique spécifique pour ce type d'entreprises : la « Gesellschaft mit gebundenem Vermögen » (Anger, Brors et Greive, 2024). La pratique des affaires elle-même milite donc pour que la raison d'être d'une entreprise prime sur les rendements financiers. Après la transition, lorsqu'il n'y aura plus ni bénéfices ni prix de vente, l'essence de cette idée subsistera : les ateliers, les machines et le savoir-faire de la main-d'œuvre resteront en permanence au service de la raison d'être de l'entreprise et ne seront ni démantelés ni détournés.

Propriété commune : certains sites de production deviennent des nœuds d'un réseau ouvert, à l'instar de Wikipédia ou des grands projets open source. Ils sont soutenus conjointement par les travailleurs et les personnes qui en dépendent.

Dans cette optique, les biens communs ne naissent pas d'une nationalisation, mais là où le droit d'exclure autrui perd son sens pratique.

Cela s'applique également au logement. Son propre appartement reste son propre appartement. Personne n'est obligé de partager des espaces qu'il ne souhaite pas partager. Au contraire : dès lors que le logement ne sera plus un objet de spéculation, personne ne sera contraint de quitter son logement en raison d'une augmentation de

loyer ou d'un préavis de résiliation pour usage personnel du propriétaire. La vie privée s'en trouve renforcée, et non affaiblie.

Viennent ensuite les biens rares mentionnés au chapitre 10 : la maison au bord du lac, l'appartement dans un immeuble ancien situé dans un quartier prisé. Pour ceux-ci, il faut des règles établies démocratiquement au niveau local – en fonction des besoins, selon un système de rotation ou, si nécessaire, par tirage au sort. Quiconque vit actuellement dans une telle maison ne sera pas expulsé. Mais lorsqu'elle se libérera, ce ne sera plus la richesse qui déterminera qui y emménagera.

Le nouveau rôle des entrepreneurs

Que reste-t-il du rôle de l'entrepreneur ? Presque tout ce qui le définit.

Les connaissances en matière de production, d'organisation, de logistique et de technologie sont plus indispensables que jamais. Seul l'objectif change. Au lieu de conquérir des parts de marché et de réduire les coûts, le but est de fabriquer des produits de qualité, durables et réparables, tout en utilisant le moins de matériaux et d'énergie possible.

Le leadership évolue lui aussi. Il ne repose plus sur les primes et la menace de licenciement, mais sur la compétence, la confiance et la capacité à inspirer les gens pour qu'ils œuvrent à un objectif commun. Ceux qui ont de bonnes idées, qui savent résoudre les conflits et qui gardent à l'esprit l'intérêt général continueront d'exercer une influence et d'être reconnus. Le rôle des entrepreneurs se rapproche ainsi de celui incarné par l'honorable marchand du chapitre 2.

Bon nombre des dépenses qui font aujourd'hui partie de la vie d'un entrepreneur perdent leur raison d'être. Les réceptions, les voitures de fonction coûteuses, les stands de salons professionnels et les dîners d'affaires servent désormais souvent moins à procurer un plaisir personnel qu'à décrocher des contrats. Ceux qui n'ont plus besoin de remporter des contrats n'en ont plus besoin. Et la relation entre la direction et le personnel perd son antagonisme d'autrefois : plus personne n'a besoin de maintenir les salaires à un niveau bas, et plus personne n'a besoin de se battre pour obtenir des salaires plus élevés.

Le luxe, le statut social et le champagne

Bernd a rendu sa Porsche. « Ça n'a plus aucun intérêt quand plus personne ne se retourne pour te regarder. »

L'économiste Thorstein Veblen a décrit ce phénomène dès 1899 (Veblen, 1899). De nombreux produits de luxe ne sont pas achetés parce qu'ils sont particulièrement utiles, mais parce qu'ils sont chers. Leur prix montre à tout le monde que l'on a les moyens de se les offrir. Pour certains produits, la demande augmente même lorsque le prix augmente. Une Rolex n'est pas avant tout une meilleure montre, mais une preuve visible de richesse.

Si l'on supprime le prix, ce signal perd de son pouvoir. Une voiture de sport devient alors simplement une voiture ; une montre de luxe, simplement une montre. Aujourd'hui, ceux

qui s'arrêtent devant le présentoir de champagne le font souvent précisément parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir ces bouteilles. Sans étiquettes de prix, la plupart des gens passeraient probablement leur chemin – pour se diriger vers le vin mousseux qui leur plaît davantage de toute façon. Les quelques bouteilles de champagne seraient alors réservées aux véritables connaisseurs.

Cela ne signifie pas que plus personne n'apprécie les belles choses. Il y aura toujours des gens passionnés par un savoir-faire artisanal exceptionnel, des vins hors du commun ou une architecture audacieuse. La différence, c'est que ces choses ne servent plus de signe de supériorité sociale. Et la publicité, dont le rôle est aujourd'hui souvent de susciter de nouveaux désirs, perd également sa raison d'être.

Le pouvoir sans l'argent

Le pouvoir prend-il fin avec l'argent ? Non. Mais une certaine forme de pouvoir perd son fondement : le pouvoir qui découle de l'argent et du contrôle de l'accès à ce dont les gens ont besoin pour vivre.

C'est dans le lobbying que cela apparaît le plus clairement. Dans l'économie actuelle, il ne s'agit pas d'une défaillance morale de la part des individus, mais d'une stratégie parfaitement compréhensible : quiconque a beaucoup d'argent à gagner ou à perdre à la suite de décisions politiques tentera de les influencer. Après la transition, cette motivation n'existera plus. Personne n'aura de raison financière de retenir un brevet, de défendre un monopole ou d'édulcorer les réglementations environnementales.

De nouvelles formes de pouvoir émergeront, principalement par le contrôle de l'information et des infrastructures numériques. Le chapitre 7 a décrit comment s'en protéger. La meilleure protection reste une population vigilante et informée, consciente qu'elle peut façonner collectivement son propre destin.

Le progrès sans la pression du marché

L'une des objections les plus fortes à une économie sans marché est que, sans concurrence, il ne peut y avoir d'innovation. Hayek décrivait la concurrence comme un « processus de découverte », comme nous l'avons vu au chapitre 7.

Pour être honnête, la concurrence a en effet donné lieu à des innovations considérables. Le smartphone, la voiture électrique et les vaccins à ARNm n'auraient probablement pas vu le jour aussi rapidement sans des entreprises prêtes à prendre des risques et à en tirer profit. Mais il y a un revers à la médaille. Les vaccins à ARNm reposent sur des décennies de recherche fondamentale financée par des fonds publics, pour laquelle Katalin Karikó et Drew Weissman ont reçu le prix Nobel de médecine en 2023. Et le marché laisse des lacunes là où la recherche n'est pas rentable. Depuis 2017, seuls douze nouveaux antibiotiques ont été autorisés, dont dix appartiennent à des classes de substances actives déjà connues – alors même que, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, les germes résistants ont directement causé 1,27 million de décès dans le monde

rien qu'en 2019. De nombreuses entreprises pharmaceutiques se retirent du développement car les nouveaux antibiotiques – qui sont censés être utilisés avec la plus grande parcimonie possible – sont difficiles à commercialiser (DZIF, 2024).

D'autres exemples montrent que la recherche peut aboutir même en l'absence de concurrence. Le système d'exploitation Linux, sur lequel repose aujourd'hui une grande partie d'Internet, est développé de manière collaborative par des milliers de bénévoles et d'entreprises. Wikipédia est plus volumineuse que n'importe quelle encyclopédie jamais commercialisée. Depuis des siècles, la science prospère grâce au principe selon lequel les découvertes sont publiées et reprises par d'autres pour être développées.

Les recherches sur la motivation le confirment. La curiosité, le sens du devoir et le désir de bien faire conduisent, à long terme, à des résultats meilleurs et plus créatifs que la pression financière (Ryan et Deci, 2000). Lorsque la pression visant à garantir que chaque idée soit commercialisée disparaît, les possibilités s'élargissent, et non l'inverse : des idées qui avaient été mises de côté parce qu'elles n'étaient pas rentables peuvent alors voir le jour. Et les connaissances qui étaient auparavant enfermées derrière des brevets deviennent accessibles à tous – à l'image des plans de conception du bras préhenseur, qui ont été améliorés du jour au lendemain à Hanoï.

Les humains et l'IA en tant que partenaires

Une autre évolution apporte un éclairage nouveau sur la question du progrès : aujourd'hui, celui-ci résulte de plus en plus de la collaboration entre les humains et l'intelligence artificielle.

L'exemple le plus frappant vient de la biologie. Pendant des décennies, l'une des tâches les plus difficiles en science a été de déterminer la structure spatiale des protéines – les éléments constitutifs de toute forme de vie. Il fallait souvent des années à une équipe de recherche pour analyser une seule protéine. Le système d'IA AlphaFold a prédit les structures de plus de 200 millions de protéines (Jumper et al., 2021). Ces résultats sont mis gratuitement à la disposition des chercheurs du monde entier et accélèrent le développement de médicaments et de vaccins. En 2024, ces travaux ont été récompensés par le prix Nobel de chimie.

Avant même cela, on avait déjà pris conscience à quel point l'association de l'intuition humaine et de la puissance de calcul pouvait être fructueuse. En 2011, les joueurs du jeu en ligne « Foldit » ont déterminé la structure d'une enzyme en trois semaines – ce que les scientifiques n'avaient pas réussi à faire depuis plus d'une décennie (Khatib et al., 2011). Beaucoup d'entre eux n'avaient aucune formation scientifique. Ils ont apporté ce qui manquait aux ordinateurs : une perception spatiale et le goût pour la résolution d'énigmes.

Pour une économie affranchie des pressions du marché, cette évolution est significative pour deux raisons.

Tout d'abord, l'IA réduit les obstacles à l'invention. Autrefois, quiconque souhaitait mettre au point une nouvelle machine avait besoin d'une équipe importante, de laboratoires coûteux et, dans la plupart des cas, d'investisseurs attendant un retour sur investissement. Aujourd'hui, une petite équipe disposant d'un assistant IA peut réaliser des simulations sur des conceptions, comparer différentes variantes et identifier des erreurs – des tâches qui prenaient autrefois des mois. Ce qui importe alors, ce n'est plus de savoir s'il est possible de trouver des investisseurs, mais s'il est possible de trouver des personnes qui considèrent une idée comme valable et souhaitent y travailler.

Deuxièmement, l'IA multiplie l'impact du partage. Lorsque les connaissances sont librement accessibles, une IA peut les rassembler des quatre coins du monde, identifier des liens et formuler des suggestions auxquelles une seule équipe n'aurait jamais pensé. Le bras préhenseur de l'atelier de Jonas est le fruit de l'expérience d'un aide-soignant, des connaissances d'un ingénieur d'Osaka, de la créativité d'une équipe de Hanoï et des suggestions d'un assistant IA. Aucun d'entre eux n'aurait pu le construire aussi bien tout seul.

Là encore, l'honnêteté est essentielle. Le développement actuel de l'IA est largement porté par des entreprises privées et des investissements colossaux. AlphaFold a été développé par une filiale de l'un des plus grands conglomérats technologiques mondiaux. Les défenseurs du marché le souligneront à juste titre. Mais cet exemple même montre que c'est là où les résultats ont été partagés que le bénéfice le plus grand a été tiré. La technologie en elle-même est neutre. Qu'elle serve la concurrence ou la collaboration dépend de la manière dont nous l'utilisons. Pour qu'elle serve la collaboration, nous avons besoin de modèles ouverts, de données ouvertes et du contrôle démocratique évoqué au chapitre 7.

Le progrès ne serait alors plus le résultat d'une course où l'un gagne et les autres perdent. Ce serait l'aboutissement commun des hommes et des machines, dont chacun profiterait.

Les points clés en bref

- La propriété perd sa fonction de génération de profits, mais pas sa fonction d'orientation. Personne n'est dépossédé. À côté de la propriété active, il existe la propriété-gestion – comme chez Bosch et Zeiss – et la propriété commune.
- Les entrepreneurs restent indispensables. Leurs connaissances servent désormais à créer des produits de qualité et durables plutôt qu'à conquérir des parts de marché. Le leadership repose sur la compétence et la confiance.
- Le luxe perd sa fonction de symbole de statut social. L'argent disparaissant, le lobbying perd également sa force motrice.
- Le progrès peut être réalisé même sans la pression du marché – grâce à une collaboration ouverte et, de plus en plus, grâce au partenariat entre les humains et l'IA. Pour que cela profite à tous, des modèles ouverts et des données ouvertes sont nécessaires.

Retour au sommaire

13. Soins, infrastructures et État

L'engin

Au printemps, Walter avait glissé sur les marches menant au moulin. Il s'était fracturé le col du fémur ; l'opération s'était bien déroulée, mais depuis, il ne pouvait plus sortir de chez lui sans son déambulateur. Il détestait ce déambulateur. Il l'appelait « l'engin ».

Un jeudi matin, il était assis dans son fauteuil près de la fenêtre lorsque Marta, de l'équipe de soins, sonna à la porte. Elle l'aida à se laver, changea le pansement sur sa cicatrice, vérifia ses médicaments et fit avec lui les exercices prescrits par le kinésithérapeute. Puis elle s'assit avec lui et prit un café.

« Avant, je n'avais que douze minutes pour toi », lui dit-elle. « Toilette, médicaments, au revoir. Je faisais un aller-retour à toute vitesse, et j'avais déjà le prochain patient sur ma tablette dans la voiture. Ta fille ne m'aurait probablement jamais rencontrée. »

« Et maintenant ? »

« Maintenant, j'ai tout le temps qu'il faut. » Elle sourit. « Aujourd'hui, ça semble prendre le temps de boire un café. »

Walter lui parla du moulin, de son grand-père et du boulanger Huber. Marta l'écoutait. Elle avait déjà entendu cette histoire deux fois. Elle ne le dit pas.

* * *

Vers midi, Anna arriva avec de la soupe. Depuis qu'elle avait réduit son temps de travail à quatre jours par semaine à la boulangerie, elle venait tous les jeudis et dimanches. Peu après son arrivée, quelqu'un monta les escaliers en claquant des talons : c'était Mira, vêtue d'un gilet orange haute visibilité, les cheveux cachés sous une casquette.

« Mais qu'est-ce que tu as donc sur toi ? » demanda Walter.

« Le ramassage des ordures », répondit fièrement Mira. « Un matin par mois. Je suis montée à l'arrière du camion. À six heures du matin. »

« Et alors ? »

« Ça pue. C'est dur. Il fait froid. » Elle retira son gilet. « Et M. Yılmaz, qui fait ça depuis vingt-deux ans, m'a dit que pour la première fois de sa vie, il n'avait pas honte de dire ce qu'il faisait dans la vie. Parce que maintenant, tout le monde s'y est essayé. Même le maire. »

Walter rit si fort qu'il dut tousser.

* * *

Dans l'après-midi, Jonas et Sabine apportèrent un grand carton.

« Version sept », dit Jonas en installant un mince bras préhenseur à côté du fauteuil de Walter. « Il nous faut quelqu'un pour le tester en conditions réelles. »

« Je ne suis pas un cobaye », protesta Walter.

« Tu es le patient le plus têtu que nous connaissions », rétorqua Sabine. « C'est justement pour ça. »

Walter marmonna. Mais lorsque les autres furent dans la cuisine, il regarda la table de chevet, où ses lunettes reposaient parmi les piluliers, un mouchoir et la photo encadrée de sa femme. Il dit doucement : « Lunettes. »

Le bras émit un vrombissement, écarta délicatement le mouchoir, contourna la photo et lui apporta ses lunettes.

Walter les mit sur son nez et regarda le bras pendant un moment.

« D'accord », dit-il. « Mais l'engin, on ne le jette pas pour autant. »

* * *

Ce soir-là, une fois que tout le monde fut parti, Anna resta encore un moment à ses côtés.

« Tu sais ce qu'il y a de mieux ? » demanda Walter. « Ce n'est pas le robot. Ce n'est pas la soupe. » Il regarda par la fenêtre, vers la rue, où des hommes et des femmes du bureau de coordination remplaçaient les vieilles canalisations d'eau depuis une semaine. Pendant des décennies, on leur avait dit qu'il n'y avait pas d'argent pour ça. « Ce qu'il y a de mieux, c'est que plus personne ne regarde l'heure. »

* * *

Quand on aura à nouveau le temps

La remarque de Walter à la fin de la journée résume ce qui pourrait changer dans le secteur des soins : plus personne ne regarde l'heure. Marta a le temps de prendre un café, Anna celui de manger sa soupe, Mira celui de faire son service sur le camion-poubelle. Et dehors, on remplace les canalisations d'eau – ces canalisations pour lesquelles, pendant des décennies, « il n'y avait pas d'argent ».

Ce chapitre traite des tâches qui assurent la cohésion d'une société : les soins, les travaux pénibles, les infrastructures, le droit et la sécurité. Et il s'interroge sur le rôle que joue l'État lorsqu'il n'a plus à gérer l'argent.

Les soins : les fondements se dessinent

En Allemagne, près de 5,7 millions de personnes avaient besoin de soins fin 2023. Environ 86 % d'entre elles étaient prises en charge à domicile, plus de la moitié d'entre elles étant prises en charge exclusivement par des proches (Destatis, 2024). À cela s'ajoutent les maisons de retraite, les services ambulatoires et les hôpitaux, où travaillent

des centaines de milliers de soignants – et pourtant, la pénurie de personnel est généralisée.

Presque aucun autre secteur n'illustre aussi clairement les limites du système économique actuel. Les soins à la personne ne peuvent pas être accélérés à volonté. Quiconque lave une personne âgée, l'écoute et la rassure ne peut pas le faire deux fois plus vite sans que quelque chose n'y perde. Pourtant, les soins sont facturés à la minute. Les services ambulatoires ne disposent souvent que de quelques minutes par consultation, tandis que les hôpitaux sont financés depuis 2004 par des forfaits par cas, qui récompensent une durée de séjour aussi courte que possible (Winker, 2015). De nombreux soignants ne quittent pas leur métier parce qu'ils ne l'aiment pas, mais parce que, dans ces conditions, ils ne peuvent pas prodiguer les soins qu'ils jugent appropriés.

Après la transition, cette pression disparaîtra. Les soins ne seront plus facturés à la minute, mais en fonction des besoins de chaque personne. Marta disposera de tout le temps nécessaire. Les hôpitaux n'auront plus à s'autofinancer. La décision de fermer ou non un service dépendra de sa nécessité, et non de sa rentabilité.

Les familles bénéficieront également d'une plus grande marge de manœuvre. Si les heures de travail socialement nécessaires diminuent, comme décrit au chapitre 11, les proches auront plus de temps à consacrer aux soins. Anna pourra rendre visite à son père deux fois par semaine, et Svetlana pourra s'occuper de sa mère. La frontière entre les soins professionnels et familiaux deviendra plus perméable : les professionnels se chargeront des tâches nécessitant des connaissances spécialisées, tandis que les familles, les voisins et les bénévoles compléteront les soins qui requièrent une attention personnelle.

Et la technologie peut y contribuer. Un bras préhenseur qui va chercher une paire de lunettes, un lève-personne qui facilite le transfert d'une personne hors du lit, des capteurs qui alertent en cas de chute : ces aides allègent la charge des aidants sans se substituer à l'interaction humaine. Dans une économie qui ne donne plus la priorité au profit, elles sont développées là où elles sont nécessaires, comme dans l'usine de Jonas.

Il ne faut pas idéaliser la situation. Les soins restent exigeants, tant sur le plan physique qu'émotionnel. Nous continuerons d'avoir besoin de professionnels bien formés, et toutes les familles ne sont pas en mesure ou disposées à s'occuper elles-mêmes de leurs proches. Mais les soins ne sont plus considérés comme un facteur de coût, mais pour ce qu'ils sont : le fondement sur lequel repose tout le reste. Et comme ils sont aujourd'hui principalement assurés par des femmes, de manière non rémunérée ou mal rémunérée, cette reconnaissance constitue également un pas majeur vers l'égalité.

Qui fait le sale boulot ?

Jonas a posé cette question, accompagnée d'un point d'interrogation, au chapitre 10, et elle mérite une réponse détaillée. Aujourd'hui, une grande partie du travail pénible, salissant et dangereux est effectuée par des personnes qui n'ont pas d'autre choix : dans

le secteur des bas salaires, souvent sans grande reconnaissance, fréquemment par des immigrés. Si la contrainte d'exercer un travail salarié disparaît, cette forme de répartition disparaîtra elle aussi. Que se passera-t-il alors ?

La réponse comporte trois volets.

Premièrement, ce type de travail sera moins répandu. Si les produits sont durables et réparables, on génère moins de déchets. Si l'on transporte moins, il y a moins de travail d'entrepôt. Une grande partie du travail désagréable est liée au volume de ce qui est produit et jeté.

Deuxièmement, davantage de machines. De nombreux emplois pourraient déjà être automatisés aujourd'hui. Cela ne se produit souvent pas parce que la main-d'œuvre bon marché revient moins cher à court terme qu'une machine coûteuse, et parce que les salariés craignent, à juste titre, de perdre leur emploi. Ces deux raisons cessent de s'appliquer. L'automatisation n'est plus redoutée, mais accueillie favorablement.

Troisièmement, le partage des responsabilités. Ce qui ne peut être évité ou automatisé est réparti entre plusieurs personnes. Mira monte à bord du camion-poubelle une fois par mois, tout comme le maire. Pour M. Yılmaz, qui exerce ce métier depuis vingt-deux ans, cela signifie non seulement une charge de travail allégée, mais aussi une reconnaissance. Nous connaissons bien ce genre de systèmes de rotation grâce au bénévolat, à la colocation et aux coopératives. Reste à voir s'ils sont viables à long terme et à grande échelle. Là où ils présentent des lacunes, les communautés devront trouver de nouvelles solutions – telles que des quarts de travail plus courts ou des formes particulières de reconnaissance pour ceux qui assument ces tâches.

Des infrastructures adaptées aux besoins

Des canalisations d'eau sont en train d'être remplacées sous la fenêtre de Walter. Cela non plus n'est pas une coïncidence dans le récit. Rien que dans les collectivités locales allemandes, un retard d'investissement d'environ 231 milliards d'euros s'est accumulé au fil des ans (KfW, 2026) : écoles délabrées, ponts à réparer, canalisations vétustes, manque de pistes cyclables. La raison était presque toujours la même : il n'y a pas d'argent pour cela.

Après la transition, la question prend une autre forme : les matériaux, les engins et la main-d'œuvre nécessaires pour effectuer les travaux sont-ils disponibles ? Dans la plupart des cas, la réponse est oui. Le béton est livré parce qu'on en a besoin. Les ouvriers du bâtiment sont à l'œuvre parce qu'ils rénovent l'école de leurs propres enfants. Et le bureau de coordination régional – comme celui de l'ancienne mairie où travaille Thomas Kessler – décide des priorités.

De nombreuses décisions concernant les infrastructures peuvent être prises au niveau local. Les autorités locales savent généralement mieux que les administrations centrales éloignées si elles ont besoin d'un centre médical, d'une nouvelle ligne de bus ou de la

rénovation d'une école. Les projets de plus grande envergure, tels que les réseaux électriques, les lignes ferroviaires ou les hôpitaux dotés de services spécialisés, nécessitent une coordination suprarégionale. Les outils numériques présentés au chapitre 7 peuvent aider à acheminer les matériaux, les experts et les engins là où ils sont nécessaires, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une autorité centrale de planification. Cela nécessite des personnes capables d'organiser de tels projets et de rallier d'autres à la cause. Leur pouvoir ne reposera alors plus sur l'argent, mais sur la compétence et la confiance.

En revanche, certains des grands projets actuels perdront de leur importance. Une grande partie du transport de marchandises s'explique par le fait que les biens sont fabriqués là où cela coûte le moins cher. Si les coûts ne jouent plus aucun rôle, une grande partie de la production pourra à nouveau avoir lieu dans la région où cela s'avère judicieux d'un point de vue écologique et technique.

L'État : de trésorier à coordinateur

Que deviendra l'État ? Une part importante de son travail actuel tourne autour de l'argent : percevoir les impôts, calculer et verser les prestations sociales, distribuer les subventions, établir les budgets et gérer la dette. Ces tâches cesseront d'être nécessaires.

D'autres tâches subsisteront et gagneront en importance. L'État restera l'instance au sein de laquelle une société décide démocratiquement de ses affaires communes. Il protège les droits fondamentaux, garantit la justice et la sécurité, fixe des limites environnementales et entretient les infrastructures communes. Quiconque craint aujourd'hui qu'une économie sans marché nécessite un État tout-puissant peut être rassuré : c'est tout le contraire. L'État n'ayant plus besoin de redistribuer la richesse, il n'aura plus besoin d'exercer autant de contrôle.

De nombreux organismes administratifs qui orientent actuellement les flux financiers pourraient devenir des centres de coordination chargés d'évaluer les besoins, de corriger les déséquilibres et d'organiser des projets. Une grande partie de ces missions sera transférée aux collectivités locales et aux régions, là où les citoyens connaissent le mieux leur réalité locale. L'État de droit, cependant, demeure, avec des tribunaux indépendants, des élections démocratiques et la protection des minorités. C'est un acquis qu'aucun système économique ne peut remplacer.

Droit et sécurité

Une grande partie de la criminalité actuelle est liée à l'argent et aux biens. Selon les statistiques policières, les vols et les fraudes représentaient ensemble environ 45 % de l'ensemble des infractions enregistrées en 2025 (Office fédéral de la police criminelle, 2026). À cela s'ajoutent l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et une grande partie de la criminalité organisée. Bon nombre de ces infractions perdront leur raison d'être après la transition. Si les gens peuvent obtenir tout ce dont ils ont besoin, ils n'ont pas besoin de voler. Là où il n'y a pas d'argent, personne ne peut être victime de fraude.

D'autres conflits subsisteront. La jalousie, les différends, les crises de santé mentale, la violence et les abus de pouvoir font partie de la vie en société et ne disparaîtront pas. Une société a toujours besoin d'être protégée contre la violence, et à cette fin, elle continuera à avoir besoin de la police et des tribunaux à l'avenir.

Ce qui peut changer, c'est la nature de la réponse apportée. Le droit allemand reconnaît déjà la médiation entre victime et délinquant, dans le cadre de laquelle les délinquants et les victimes collaborent pour trouver une solution. En Nouvelle-Zélande, un tel processus constitue l'approche standard de la justice pénale des mineurs depuis 1989. La prévention, la médiation, la thérapie et la réparation peuvent se voir accorder davantage d'importance si moins d'infractions sont commises par désespoir. L'objectif reste le même : protéger les personnes et lutter contre l'injustice.

Foyer, frontières et migration

Les gens se sentent attachés à leur région, à leur langue et à leur histoire. Rien ne change à cet égard, et il n'y a aucune raison de vouloir changer cela. Le foyer reste le foyer.

Ce qui change, c'est l'importance économique des frontières. Aujourd'hui, elles protègent également les marchés, les emplois et les systèmes sociaux. Après la transition, elles perdent cette fonction car il n'y a plus de marchés ni de salaires à protéger.

Cela a des conséquences sur les migrations. De nos jours, beaucoup de personnes ne quittent pas leur pays d'origine de leur plein gré, mais à cause de la pauvreté, du manque de perspectives, de la guerre ou de la destruction de l'environnement. Une fois l'approvisionnement mondial assuré, les raisons économiques, au moins, perdront de leur poids. Les migrations continueront d'exister – motivées par la curiosité, l'amour, la soif d'aventure ou le désir de vivre ailleurs pendant un certain temps et d'apporter son aide. Mais elles seront moins souvent dictées par la nécessité. Nous ne devons pas ignorer le fait que des tensions entre les cultures peuvent encore surgir. Cependant, les tensions qui ne sont plus exacerbées par la concurrence pour l'emploi et le logement sont plus faciles à résoudre.

Guerre et paix

Lorsque Dwight D. Eisenhower quitta ses fonctions de président des États-Unis en 1961, il mit en garde, dans son discours d'adieu, contre l'influence croissante du « complexe militaro-industriel ». Il savait de quoi il parlait : il avait été commandant suprême des forces alliées en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Sa crainte était qu'une puissante industrie de l'armement ne développe un intérêt particulier pour le réarmement.

Une fois la transition achevée, il n'y aura plus d'argent à gagner avec les armes. Il n'y aura plus de marchés à conquérir, plus de sources de matières premières qu'il faille contrôler pour les vendre, plus de routes commerciales à maîtriser. En conséquence, bon nombre des moteurs économiques des conflits perdront leur fondement. Les fabricants d'armes, à

l'instar de l'usine de boîtes de vitesses de Jonas, pourront mettre leur expertise au service d'autres activités.

Pour être honnête, cependant, toutes les guerres n'ont pas des causes économiques. Les guerres sont également menées par soif de pouvoir, pour des raisons idéologiques, nationalistes ou par zèle religieux. Un monde sans marché ne garantit pas la paix, et lui aussi a besoin d'être protégé contre la violence. C'est précisément pour cette raison que la transition ne peut réussir que si tous les États s'y engagent véritablement ensemble.

Il reste l'espoir fondé qu'un monde dans lequel personne ne peut plus s'enrichir grâce à la guerre et où les besoins de chacun sont satisfaits sera un monde plus pacifique.

Les points clés en bref

- Les soins ne sont plus facturés à la minute, mais en fonction des besoins. Le personnel qualifié, les familles et la technologie se complètent mutuellement. Les soins sont reconnus comme le fondement de la société.
- Les tâches pénibles sont réduites, de plus en plus automatisées et réparties entre un grand nombre de personnes. Reste à voir si cela suffira à long terme.
- Les infrastructures sont construites dès que les matériaux et la main-d'œuvre sont disponibles – et non plus uniquement lorsque les fonds sont réunis. L'État passe du rôle de trésorier à celui de coordinateur ; l'État de droit est maintenu.
- De nombreuses infractions pénales et causes économiques de guerre perdent leur fondement. La protection contre la violence reste nécessaire.

Retour au sommaire

Partie V – Le monde

14. La réciprocité plutôt que la disparité

Les arbres enfouis sous terre

Mira s'était imaginé le reboisement autrement. Elle avait envisagé des jeunes plants, de longues rangées d'arbres, des bidons d'eau et les photos qu'elle enverrait à Anna. Au lieu de cela, le troisième jour dans le Ferlo, dans le nord du Sénégal, elle était agenouillée dans la terre rouge, utilisant un sécateur pour tailler un buisson qui ressemblait à des broussailles.

« Pas comme ça », dit Aminata en lui prenant le sécateur des mains. « Tu laisses les trois pousses les plus vigoureuses. Tu coupes les autres. Tu vois ? » Elle désigna le sol. « Ce n'est pas un buisson. C'est un arbre qui essaie de redevenir un arbre depuis vingt ans. Les racines sont toujours là. Chaque année, les chèvres viennent le dévorer. Il suffit juste de l'aider. »

Aminata était agronome et avait fait ses études à Dakar et à Montpellier. Elle coordonnait les travaux dans onze villages situés le long de la Grande Muraille Verte, une ceinture d'arbres et d'arbustes destinée, un jour, à s'étendre d'un bout à l'autre de l'Afrique, de l'Atlantique à la mer Rouge. Mira faisait partie des vingt volontaires venus d'Europe pour un séjour de trois mois.

« Je croyais qu'on plantait des arbres », dit Mira.

« C'est ce que nous faisons aussi. Mais les jeunes arbres ont besoin d'eau, et l'eau est rare ici. La plupart des arbres nouvellement plantés meurent dès leur première année. » Aminata coupa une fine pousse. « Les agriculteurs du Niger l'ont découvert dès les années 80. Les arbres sont déjà là. Sous terre. Il suffit de les laisser pousser. »

* * *

Le soir, ils s'assirent devant la maison de l'oncle d'Aminata pour boire du thé, qu'il réinfusa trois fois, le rendant à chaque fois plus sucré. La pompe à énergie solaire, arrivée deux mois plus tôt d'une usine en Espagne, ronronnait doucement près du puits. Un garçon du village montra à Mira sur son téléphone portable la carte prise par le drone cet après-midi-là : chaque arbre protégé était marqué d'un point vert.

« Qui t'a appris ça ? » demanda Mira.

« Un Hollandais. Par vidéo. » Il sourit. « Mais je suis plus rapide que lui. »

L'oncle d'Aminata posa une question en wolof. Aminata traduisit. « Il veut savoir pourquoi tu es ici. S'il n'y a pas de travail en Allemagne. »

Mira réfléchit un instant. « Dis-lui que ça fait trois ans que j'écris des dissertations sur la façon de sauver le monde. Je voulais voir par moi-même comment ça se passe vraiment. »

L'oncle entendit la traduction, rit et dit quelque chose qu'Aminata ne voulut pas traduire dans un premier temps.

« Il dit, finit-elle par dire, que les Européens viennent ici depuis cent cinquante ans pour nous expliquer comment faire les choses. Tu es la première à apporter un sécateur. »

* * *

Plus tard, Mira téléphona chez elle. La connexion par satellite était étonnamment bonne. Anna était assise dans la cuisine, Walter à ses côtés avec son déambulateur.

Mira leur parla des arbres souterrains, de la pompe à énergie solaire et du thé.

« Et qu'est-ce qu'ils apprennent de toi ? », demanda Walter.

Mira réfléchit un instant. « Comment analyser les cartes prises par les drones. Et je leur ai montré comment réparer la pompe quand le filtre se bouche. J'avais vu ça dans une vidéo. » Elle marqua une pause. « Mais en fait, c'est moi qui apprends le plus d'eux. Ici, personne ne demande combien ça coûte. Tout le monde demande à qui ça sert. Ils savaient déjà faire ça avant. »

Walter acquiesça lentement. « Mon grand-père savait faire ça aussi », dit-il. « C'est juste qu'on a oublié. »

Devant la maison d'Aminata, quelqu'un se mit à jouer du tambour. Mira tendit son portable par la fenêtre pour que son grand-père puisse l'entendre.

* * *

Ce que Mira a appris au Ferlo

Mira s'est rendue au Sénégal pour planter des arbres. Elle a appris que les arbres étaient déjà là. La méthode qu'Aminata lui montre s'appelle en anglais « Farmer Managed Natural Regeneration », ce qui signifie en gros : le reboisement naturel par les agriculteurs eux-mêmes. Elle a été mise au point dans les années 1980 au Niger, conjointement par des agriculteurs locaux et le chercheur agricole australien Tony Rinaudo. Depuis lors, des millions d'hectares ont retrouvé leur verdure rien qu'au Niger – non pas grâce à des plants coûteux, mais grâce au savoir-faire, à la patience et à une paire de sécateurs.

Ce chapitre explore la manière dont les relations entre les régions riches et les régions plus pauvres du monde évoluent lorsque l'argent et le pouvoir d'achat ne déterminent plus la destination des ressources. Et il montre que ce n'est pas seulement le Sud qui peut apprendre du Nord, mais aussi l'inverse.

Le monde avant la transition

Pour être honnête, il faut d'abord reconnaître un fait. Au cours des dernières décennies, l'économie de marché mondiale a sorti des centaines de millions de personnes de

l'extrême pauvreté, notamment en Chine, en Inde, au Vietnam et dans d'autres pays asiatiques. Le commerce mondial a apporté des connaissances, des technologies et des médicaments à des régions qui n'y avaient auparavant pas accès. Cela fait partie de l'évaluation du marché présentée au chapitre 2.

Mais il y a un revers à la médaille. Environ 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui consacrent plus d'argent au paiement des intérêts de leur dette qu'à la santé ou à l'éducation (CNUCED, 2024). Les exportations agricoles subventionnées en provenance d'Europe – telles que le lait en poudre ou les morceaux de poulet – ont mis les agriculteurs locaux sous pression dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Et pendant la pandémie de COVID-19, les vaccins ont d'abord été administrés là où les gens avaient les moyens de se les procurer. Dans de nombreux pays pauvres, ils ne sont arrivés qu'une fois que les pays riches avaient été approvisionnés depuis longtemps.

Il ne s'agit pas d'un échec moral de la part de gouvernements ou d'entreprises en particulier. C'est la conséquence d'un système dans lequel les biens sont acheminés là où il y a du pouvoir d'achat, plutôt que là où il y a des besoins. Comme nous l'avons vu au chapitre 7, le marché est efficace à cet égard – mais il n'est pas équitable.

En fonction de l'urgence plutôt que du pouvoir d'achat

Après la transition, cette logique changera. Les denrées alimentaires, les médicaments et les biens techniques ne seront plus acheminés là où les prix sont les plus élevés, mais là où le besoin s'en fait le plus urgemment sentir.

Dans un premier temps, cela signifiera que les excédents des pays riches seront réorientés vers les régions confrontées à des pénuries aiguës. Aujourd'hui, une partie des denrées alimentaires est détruite ou retenue afin de maintenir la stabilité des prix. Cette justification n'a plus lieu d'être. Il ne s'agit ni d'une aide au développement assortie de conditions, ni d'une œuvre de bienfaisance. C'est simplement la chose la plus sensée que l'on puisse faire avec les excédents. Et il s'agit d'une mesure transitoire, et non d'une relation permanente entre donateurs et bénéficiaires.

Il n'est pas nécessaire de réinventer la logistique pour cela. Les ports, les porte-conteneurs et les voies de transport existent déjà. La connectivité numérique est également plus répandue qu'on ne le pense : environ 96 % de la population mondiale est accessible via un réseau mobile (UIT, 2026), et les réseaux satellitaires relient désormais même les zones reculées. Un village du Ferlo peut signaler son besoin de pompes solaires aussi facilement que la boulangerie d'Anna peut signaler son besoin de farine.

Partager les connaissances plutôt qu'exporter des marchandises

À long terme, l'échange de connaissances est plus important que le transport de marchandises. Si les brevets ne servent plus à protéger les profits, les plans de construction, les procédés de fabrication et les connaissances médicales pourront être partagés librement – tout comme les plans du bras préhenseur du chapitre 12, qui ont été

améliorés à Hanoï. Les médicaments et les vaccins pourront être produits là où on en a besoin.

Le facteur déterminant ici est de savoir qui prend les décisions. Ce sont les populations locales elles-mêmes qui déterminent quelle technologie est adaptée à leur situation. Peut-être verra-t-on émerger des systèmes de santé combinant des diagnostics modernes et des savoirs thérapeutiques traditionnels. Peut-être un village choisira-t-il de renoncer à une installation à grande échelle au profit de nombreuses petites pompes solaires. Il ne s'agit pas ici d'exporter une solution toute faite, mais d'un développement conjoint.

Cela marque également une rupture avec certaines expériences passées. Après 1990, les pays d'Europe centrale et orientale ont été intégrés au système économique occidental, conformément à ses règles et à ses normes. Si cette intégration a été en grande partie un succès, beaucoup l'ont également vécue comme un processus d'adaptation unilatéral. À l'issue de la transition, l'objectif n'est pas qu'une région se conforme à une autre, mais que les partenaires s'engagent sur un pied d'égalité.

Des projets d'envergure sans endettement

Bon nombre des grands défis environnementaux des décennies à venir se situent dans des régions actuellement considérées comme pauvres. La Grande Muraille Verte, sur laquelle travaille Mira, est une initiative lancée par l'Union africaine en 2007. Elle vise à enrayer l'avancée du désert au sud du Sahara. Le Bangladesh a besoin de digues et de forêts protectrices pour se prémunir contre l'élévation du niveau de la mer. L'Afrique du Nord dispose d'un ensoleillement suffisant pour couvrir une grande partie de ses propres besoins en électricité et des nôtres.

Aujourd'hui, ces projets échouent souvent ou prennent du retard faute de financement. Les pays concernés dépendent de prêts, de l'aide au développement ou d'investisseurs privés. Les prêts doivent être remboursés avec des intérêts, l'aide est assortie de conditions, et les investisseurs attendent des rendements difficilement réalisables par la végétalisation d'un désert.

À la suite de la transition, la question ici aussi n'est plus de savoir si un projet est financièrement viable, mais si les matériaux, les savoir-faire et les personnes sont disponibles. Des pompes solaires d'Espagne, des cartes établies par drones des Pays-Bas et des ingénieurs d'Europe et d'Asie affluent là où on en a besoin. Et ils n'interviennent pas en tant que coopérants qui savent ce qui est le mieux pour les autres, mais en tant que partenaires aux côtés de ceux qui connaissent le mieux leur territoire et leurs écosystèmes.

Un apprentissage réciproque

L'oncle, dans l'histoire de Mira, l'a formulé de manière succincte : cela fait cent cinquante ans que les Européens viennent nous expliquer comment les choses devraient être faites. Après la transition, le sens de l'apprentissage pourrait s'inverser – du moins en partie.

La méthode de revégétalisation naturelle n'en est qu'un exemple. Dans de nombreuses régions du Sud, il existe un système résilient d'agriculture à petite échelle qui fonctionne avec peu d'engrais, peu de machines et peu d'énergie (Dorlöchter-Sulser, 2022). Il existe des formes d'entraide de quartier et d'activité économique communautaire qui ont disparu dans de nombreuses régions du Nord. Et l'empreinte écologique de la plupart des pays du Sud reste inférieure à ce que la Terre peut supporter – contrairement à celle des pays riches (Footprint, 2026).

Dans les Andes, on parle de « Buen Vivir » ou de « Sumak Kawsay », la bonne vie : il ne s'agit pas de vivre mieux que les autres, mais de bien vivre avec les autres et avec la nature. L'Équateur et la Bolivie ont inscrit ce principe dans leurs constitutions. En Afrique australe, l'« Ubuntu » incarne la conviction : « Je suis parce que nous sommes » (Acosta, 2017 ; Fatheuer, 2011). Au Sénégal, l'hospitalité est connue sous le nom de « Teranga » et est considérée comme le fondement de la vie communautaire. De tels concepts décrivent une attitude qui s'accorde bien avec une économie libérée de la pression de la croissance.

Il ne faut toutefois pas tomber dans le piège d'une vision romantique de la situation dans le sens inverse. La pauvreté, la violence, la corruption et les inégalités existent également au Sud, et toutes les traditions ne sont pas justes. Le Nord, quant à lui, apporte beaucoup de ce qui est nécessaire : les équipements médicaux, le savoir, la technologie, l'expertise organisationnelle et la science. Il ne s'agit pas d'idéaliser un camp, mais de reconnaître que chaque région a quelque chose à apporter.

Les gens du Nord qui, comme Mira, passent quelque temps à travailler dans le Sud, ramènent ces expériences avec eux chez eux. Peut-être qu'un jour, de retour chez eux, ils contribueront à transformer des usines désaffectées en ateliers et en lieux de rencontre, ou à redynamiser des quartiers tombés en ruine au cours des dernières décennies. La remarque de Walter au téléphone y fait allusion : certaines des choses qui sont encore vivantes dans le Sud étaient également familières à nos grands-parents. Nous l'avons simplement oublié.

Le partenariat plutôt que la disparité

Si l'argent ne circulait plus entre les régions du monde, la fracture entre créanciers et débiteurs, entre donateurs et bénéficiaires, perdrait également son fondement. Il n'y aurait plus d'aide au développement, mais plutôt un réservoir commun de ressources, de savoirs et de main-d'œuvre, dans lequel toutes les régions pourraient puiser en fonction de leurs besoins et auquel toutes pourraient contribuer selon leurs capacités. L'autosuffisance régionale resterait le fondement, tandis que la coopération mondiale assurerait l'équilibre.

Ce ne serait pas le paradis. Il y aurait toujours des conflits, des malentendus et des divergences d'opinion sur ce qui est juste. Mais personne ne se trouverait plus dans le rôle de suppliant ou de bienfaiteur. Chaque région, chaque culture aurait quelque chose à

apporter. C'est peut-être là le changement le plus important de tous : que les populations des deux côtés de l'équateur puissent se traiter mutuellement comme des partenaires.

Pour les habitants des pays du Sud, cela ne signifie pas renoncer à rattraper leur retard. Le rattrapage porte sur ce qui compte vraiment : alimentation, logement, santé, éducation et sécurité – et cela directement, plutôt qu'au terme de décennies de croissance qui, pour beaucoup, n'arrivent jamais. Cela n'est crédible que si le Nord réduit lui aussi sa surconsommation. Des calculs indiquent qu'une vie digne pour tous serait possible avec nettement moins d'énergie qu'aujourd'hui (Millward-Hopkins et al., 2020).

Les points clés en bref

- Le commerce mondial a sorti de nombreuses personnes de la pauvreté. Pourtant, aujourd'hui encore, les marchandises affluent là où il y a un pouvoir d'achat – et non là où il y a un besoin. De nombreux pays pauvres consacrent plus d'argent au remboursement des intérêts qu'aux soins de santé.
- Après la transition, les biens seront distribués en fonction de l'urgence. Les excédents seront temporairement acheminés vers les régions dans le besoin, tandis que les savoir-faire et les plans de construction seront partagés librement. Les populations locales décideront elles-mêmes de ce qui leur convient le mieux.
- Les grands projets environnementaux tels que la Grande Muraille Verte ne seront plus freinés par les prêts et les attentes de rentabilité.
- L'apprentissage s'effectue dans les deux sens : le Sud apporte ses savoirs écologiques et communautaires, tandis que le Nord apporte sa technologie et sa médecine. Les donateurs et les bénéficiaires sont remplacés par des partenaires.

Retour au sommaire

15. Épilogue – Le déjeuner est prêt

Un dimanche comme les autres

Mira était revenue du Sénégal vendredi, bronzée et avec une valise pleine de fleurs d'hibiscus pour faire du thé. Dimanche, à 13 heures, tout le monde était de nouveau attablé chez Anna : Walter avec son déambulateur à côté de sa chaise, Jonas et Sabine, Mira, ainsi que, en tant qu'invité, Thomas Kessler, qui avait apporté une miche de pain de seigle qu'il avait cuite lui-même. Elle était un peu trop foncée. Personne n'en fit la remarque.

Ils mangèrent des roulades de bœuf accompagnées de chou rouge et de boulettes, comme d'habitude.

Mira parla d'Aminata, des arbres souterrains et de son oncle qui faisait infuser le thé trois fois. Jonas expliqua que le bras préhenseur était désormais utilisé dans quarante maisons de retraite et que l'équipe de Hanoï avait mis au point une version qui consommait deux fois moins d'électricité. Kessler annonça que les écoles du district seraient rénovées d'ici l'automne. Walter ne dit rien, car il était occupé à manger sa boulette.

À un moment donné, pendant le dessert, Mira dit : « Tu sais, oncle Jonas, j'ai beaucoup pensé à toi pendant que j'étais au Sénégal. »

« Oh là là. »

« Non, sérieusement. J'ai toujours pensé que le marché était le problème. Qu'il fallait l'abolir, et le plus tôt serait le mieux. Mais dans le Ferlo, il y avait une pompe solaire venue d'Espagne. Les drones venaient de Chine. Les satellites provenaient d'une entreprise américaine. Rien de tout cela n'aurait jamais existé sans le marché. » Elle remua son pudding. « Je n'aurais pas admis cela il y a un an. »

Jonas posa sa cuillère. « Et il y a un an, je n'aurais pas admis que depuis dix mois, aucune feuille Excel ne m'avait manqué. » Il marqua une pause pour réfléchir. « Tu sais comment je vois les choses maintenant ? Le marché, c'était comme un échafaudage. »

« Que veux-tu dire ? »

« On ne peut pas construire une maison sans échafaudage. C'est stable, c'est pratique, et tous les constructeurs sont contents qu'il soit là. Mais une fois la maison terminée, on démonte l'échafaudage. On ne vit pas dans l'échafaudage. »

Mira le regarda longuement. « C'est la première chose sur laquelle nous sommes d'accord. »

« La deuxième », dit Jonas. « On a toujours tous les deux aimé le gâteau aux pommes. »

* * *

Walter avait écouté. Il posa alors sa fourchette.

« Le boulanger Huber, dit-il, a dit un jour à mon grand-père : “Si la farine est bonne, le pain est bon. Et si le pain est bon, les gens viendront. C’est tout ce que tu as besoin de savoir.” » Il regarda autour de la table. « Pendant longtemps, j’ai cru que cela ne s’appliquait plus. Aujourd’hui, je sais que cela s’applique à nouveau. »

Jonas plongea la main dans la poche de sa chemise et en sortit deux morceaux de papier, pliés et usés. Une serviette de table sur laquelle figurait une addition de trois cent cinquante euros. Un bout de papier comportant vingt points numérotés, dont onze étaient barrés.

« Je les ai sur moi depuis un an », dit-il. « Je ne sais même pas pourquoi. »

« Parce que tu es un maniaque du contrôle », dit Sabine. « Tu ne peux rien jeter qui ait jamais été un chiffre. »

Tout le monde rit. Anna se leva et prit deux objets dans le tiroir du buffet où elle les gardait : un sous-verre sur lequel figuraient cinq noms et la mention « seulement si tout le monde le fait », et une feuille de papier avec des notes au crayon qu’elle avait griffonnées un soir, il y a plus d’un an, à côté de son calcul. Elle disposa le tout côte à côte sur la table. Ils les regardèrent en silence pendant un moment. Puis Anna lissa les papiers et les rangea à nouveau dans le tiroir.

Elle se rendit ensuite dans la cuisine pour aller chercher le café et s’arrêta sur le seuil. À table, tout le monde parlait en même temps. Walter expliquait à Kessler pourquoi son pain était trop foncé. Mira montrait des photos à Sabine sur son portable. Jonas remplissait les verres de vin.

Personne n’avait rien payé. Personne n’avait rédigé de facture. C’était un dimanche tout à fait ordinaire.

* * *

Une famille qui n’existe pas encore

Anna, Jonas, Mira et Walter n’existent pas. Pas encore, en tout cas. Leur histoire est fictive, et une grande partie se déroulera différemment dans la réalité. Mais chaque scène de ce livre s’inspire de quelque chose qui existe déjà aujourd’hui : des boulangers qui font leurs comptes la nuit, des contrôleurs de gestion inquiets pour leur personnel, des étudiants préoccupés par le climat, et des grands-pères qui se souviennent d’une époque où les gens savaient pourquoi ils travaillaient. Et un déjeuner du dimanche que personne ne paie.

Le thème central de ce livre peut se résumer en quelques phrases.

Le parcours en quelques phrases

Le marché a accompli de grandes choses. Il a sorti l'humanité de la pauvreté de masse et créé un monde où il pourrait y avoir de quoi nourrir tout le monde. Adam Smith avait raison pour son époque, et Friedrich August von Hayek a démontré pourquoi le marché était supérieur à toute autorité de planification.

Pourtant, aujourd'hui, ce même marché doit croître pour rester stable, et ce faisant, il atteint les limites de l'environnement, de la justice et de la résilience de la classe moyenne. Il se retrouve face au dilemme du prisonnier : chacun agit de manière rationnelle, et ensemble, tous finissent par se retrouver dans une situation que personne ne souhaite. Personne ne peut s'en sortir seul.

Derrière tous les coûts se cachent les moyens de subsistance des personnes. Si ceux-ci étaient garantis, personne n'aurait besoin de réclamer plus d'argent. Le fait qu'une économie puisse fonctionner sans prix est démontré par l'économie des soins au sein de chaque famille, jour après jour. Et le fait que les informations sur les besoins puissent désormais circuler partout, même sans prix, est illustré par les systèmes de gestion des stocks et les mécanismes de contrôle interne des grandes entreprises.

La transition ne peut réussir que si nous agissons ensemble et simultanément. Des engagements conditionnels pourraient garantir que personne n'ait à être le premier. Les petites et moyennes entreprises pourraient donner l'impulsion ; les gouvernements devraient quant à eux créer le cadre juridique. Le premier jour, rien ne changerait dans l'économie physique, mais la manière dont les gens interagissent entre eux changerait certainement.

Il existe de sérieuses objections, et toutes ne peuvent pas être pleinement résolues aujourd'hui. Mais de nombreux éléments laissent penser que les gens travailleront même sans la contrainte de l'argent, que la consommation a des limites naturelles et que le système d'approvisionnement est plus robuste que le système monétaire.

L'échafaudage et la maison

Dans la scène finale, Jonas a trouvé une image qui est peut-être plus parlante que tous les arguments de ce livre : le marché était comme un échafaudage.

Personne ne mépriserait un échafaudage. On ne peut pas construire une maison sans lui. Il est stable, pratique, et tous les artisans sont heureux qu'il soit là. Mais personne ne songerait à y vivre pour toujours. Une fois la maison achevée, l'échafaudage est démonté – non pas parce qu'il était mauvais, mais parce qu'il a rempli sa fonction.

C'est ainsi que l'on peut également comprendre l'économie de marché. Elle a rempli sa mission historique. Elle a créé les outils grâce auxquels l'humanité peut se libérer du besoin matériel : les usines, le savoir, la technologie, les réseaux mondiaux. Aujourd'hui, ce n'est plus le manque de technologie qui nous fait obstacle, mais une forme d'organisation conçue pour un monde de pénurie.

Quiconque voit les choses ainsi n'a pas besoin de condamner l'économie de marché pour penser au-delà de celle-ci. Les partisans du marché et les détracteurs de la croissance pourraient trouver ici un terrain d'entente : les premiers dans leur fierté face à ce que le marché a accompli, les seconds dans la prise de conscience qu'il a atteint ses limites. Mira et Jonas l'ont démontré lors du déjeuner du dimanche.

Moins, sans sacrifier

Au cours des semaines et des mois qui suivraient une telle transition, l'économie, mesurée selon les chiffres actuels, se contracterait. La publicité, les emballages superflus, les produits jetables, les développements parallèles et de nombreuses transactions financières disparaîtraient. Cela ressemble à un pas en arrière tant que l'on raisonne en termes de croissance.

Mais le sentiment de privation naît lorsque quelque chose nous est refusé. Quiconque sait qu'il peut obtenir ce dont il a besoin à tout moment ne perçoit pas le fait de posséder moins comme un sacrifice. Aujourd'hui, beaucoup de gens achètent autant en partie parce qu'ils veulent se récompenser pour leur dur labeur, parce que l'offre promotionnelle prend fin demain, ou parce que les biens matériels promettent sécurité et prestige. Si ces raisons venaient à disparaître, la consommation pourrait baisser sans que la vie s'en trouve appauvrie. Les objets seraient remplacés par le temps, l'attention, l'éducation, l'art et la vie en communauté – toutes ces choses qui sont souvent négligées aujourd'hui faute de temps.

Ce qu'il faut faire maintenant

Souvenons-nous des années précédant 1989. Dans les pays du bloc de l'Est, les rayons se vidaient, les files d'attente s'allongeaient, les usines vieillissaient. En même temps, chaque soir, les images de l'Ouest défilaient sur les écrans de télévision : des vitrines pleines, des vacances à la mer, le Deutsche Mark. Beaucoup de gens avaient depuis longtemps dit adieu intérieurement à l'ancien système. Ils ne le disaient simplement pas à voix haute – jusqu'à ce qu'ils voient que leurs voisins pensaient la même chose. Alors tout est allé très vite.

Aujourd'hui, l'état d'esprit est de nouveau semblable. Beaucoup de gens sentent que cela ne peut pas continuer ainsi. Les étés deviennent plus chauds, les loyers augmentent, les retraites sont incertaines. Certains se replient, certains ont abandonné, d'autres votent par colère pour des partis qui promettent des solutions simples. Ce qui manque, c'est une image dont nous pourrions de nouveau nous réjouir.

Que diriez-vous de ceci : plus de peur des hausses de loyer. Une retraite assurée. Tout ce dont vous avez besoin pour une bonne vie – nourriture, logement, médecin, soins pour vos parents –, vous le recevez en cadeau. Et pas seulement vous : aussi la famille à Lagos, la paysanne en Bolivie, l'ouvrier d'usine au Bangladesh.

Ce n'est pas la promesse d'encore plus de consommation. C'est une promesse plus modeste, mais aussi plus honnête : que plus personne n'ait à craindre de perdre ses moyens de subsistance. Nous ne devrions pas répéter l'erreur de 1989 et promettre des paysages florissants du jour au lendemain. Au début, il y aura des à-coups. Mais les fondations seraient posées.

Et comme rien ne doit être construit de neuf, cela peut aller vite. Dès que suffisamment d'entreprises sont prêtes, une courte annonce suffit. Le lundi suivant, les trains circulent, les boulangeries ouvrent, les hôpitaux continuent de fonctionner – sauf que plus personne n'établit de facture.

Les fondements techniques de la transition sont en place. Nous n'avons pas besoin de construire de nouvelles voies de transport ni de réinventer Internet. Ce qui manque, c'est la préparation sociétale : un large débat public, des forums pour le mener, et la confiance que d'autres y prendront part.

Nous pouvons commencer dès aujourd'hui. Au sein des organismes professionnels, des associations et des coopératives, nous pouvons discuter de ce que M. Brandl a dit sur le parking. Les entreprises peuvent opter pour la propriété-gestion. Le travail de soins peut enfin bénéficier de la reconnaissance qu'il mérite. Les données ouvertes et les modèles d'IA ouverts peuvent être encouragés afin que les outils de l'avenir appartiennent à tous. Et les engagements conditionnels ne coûtent rien : celui qui dit « Je m'y joindrai si suffisamment d'autres le font » ne prend aucun risque.

Une invitation

Cet ouvrage s'adresse à des personnes aux convictions très différentes.

Aux chefs d'entreprise : vous disposez de l'expérience, des connaissances et de la liberté nécessaires à une telle transformation. Personne ne vous demande de faire un sacrifice. Outre vos revenus, toutes vos dépenses disparaîtraient également, et avec elles la pression qui vous empêche souvent aujourd'hui de diriger votre entreprise comme bon vous semble.

Aux détracteurs de la croissance : votre analyse a ouvert la voie à ce livre. Peut-être qu'une sortie collective est un moyen d'atteindre vos objectifs sans que des personnes ne perdent leurs moyens de subsistance dans la foulée.

À ceux qui sont de fervents défenseurs de l'économie de marché : cet ouvrage s'est efforcé de prendre au sérieux vos arguments les plus solides. S'il n'a pas réussi à vous convaincre, il a peut-être au moins montré qu'il est possible de discuter de l'avenir du marché sans dénigrer son passé.

Et à tous : approfondissez cette idée. Critiquez-la, améliorez-la, rejetez-la si vous avez de bonnes raisons de le faire. Ce qui importe, ce n'est pas que chaque question ait déjà trouvé une réponse, mais qu'elle soit posée en premier lieu.

La double illusion

Peut-être que la véritable utopie ne réside pas du tout dans l'imagination d'une économie différente. Peut-être que la plus grande utopie réside dans l'hypothèse selon laquelle, au milieu de la crise climatique, des inégalités croissantes et des troubles de plus en plus nombreux, tout peut simplement continuer comme avant.

Cet ouvrage vise à contribuer à dissiper une double illusion : l'illusion qu'il n'y a pas d'alternative au marché, et l'illusion que nous disposons encore d'un temps illimité.

Le déjeuner est prêt

Mais avant tout, cet ouvrage vise à nous rappeler quelque chose qui nous est familier à tous. Dans votre propre cuisine, au sein de votre famille, parmi vos amis, une autre forme d'économie se pratique chaque jour : une économie de soins, de responsabilité et de don. Personne ne dresse de facture lorsqu'il cuisine pour les autres. Personne ne demande d'argent pour réparer un robinet ou réconforter un enfant. Cette économie est aussi vieille que l'humanité elle-même, et elle n'a jamais cessé de fonctionner.

C'est le modèle de ce que la société dans son ensemble pourrait un jour devenir.

Le « nouvel être humain » que tant de projets d'une société meilleure ont attendu n'a donc pas besoin de naître. Il est déjà en nous. Simplement, pendant la journée, il est contraint de s'imposer sur le marché.

Le déjeuner est prêt.

Annexe : Contexte historique

Objectif de cette annexe

La question de savoir à quoi pourrait ressembler une économie qui subvienne aux besoins de tous n'est pas nouvelle. Elle occupe les philosophes, les théologiens, les économistes et les mouvements sociaux depuis des millénaires. Cette annexe replace les idées développées dans cet ouvrage dans cette longue histoire.

Elle le fait délibérément sous différents angles. Les idées présentées dans cet ouvrage ne peuvent être attribuées à une seule école de pensée. Elles doivent autant à la tradition libérale qu'à la doctrine sociale chrétienne, et autant au mouvement post-croissance qu'aux recherches sur les biens communs. Et elles se distinguent de toutes ces traditions sur un point crucial : la question de savoir comment mener à bien cette transition.

La tradition libérale

Adam Smith, à qui le chapitre 2 est consacré, est considéré comme le père de l'économie de marché. Ce que l'on sait moins, c'est qu'il était également un philosophe moraliste qui considérait la compassion comme le fondement de la coexistence sociale (Smith, 1759), et un farouche détracteur des monopoles et de la collusion. Pour Smith, le marché n'était pas une fin en soi, mais un moyen de subvenir aux besoins des gens : la consommation est la seule finalité de toute production.

Un siècle plus tard, le philosophe anglais John Stuart Mill, l'un des grands penseurs du libéralisme, a développé une réflexion remarquable. Dans ses *Principes d'économie politique* de 1848, il a consacré un chapitre à l'« état stationnaire » – une économie qui ne croît plus (Mill, 1848). De nombreux économistes de son époque redoutaient cette situation. Mill, en revanche, y voyait une opportunité. Si l'humanité produisait suffisamment, écrivait-il en substance, elle pourrait se consacrer à « l'art de vivre » plutôt que de s'épuiser dans la course à toujours plus. Mill est ainsi l'un des premiers penseurs chez qui la pensée libérale et la critique de la croissance convergent.

John Maynard Keynes, l'économiste le plus influent du XXe siècle, prédisait dans son essai de 1930 intitulé « Les perspectives économiques pour nos petits-enfants » que le progrès technologique résoudrait le problème économique de l'humanité d'ici une centaine d'années (Keynes, 1930). Ses petits-enfants pourraient alors s'en sortir avec environ quinze heures de travail par semaine. Et il s'attendait à ce que l'amour de l'argent en tant que fin en soi soit alors reconnu pour ce qu'il était : une inclination plutôt pathologique. La première prédiction s'est réalisée sur le plan technique ; les deux autres ne se sont pas concrétisées. Cet ouvrage cherche à en expliquer les raisons.

Friedrich August von Hayek a formulé l'argument le plus solide en faveur du marché : le prix synthétise les connaissances dispersées d'une société (Hayek, 1945). Les chapitres 2 et 7 traitent de ce sujet en détail. Ronald Coase a démontré que les entreprises existent

précisément parce que le processus de coordination des prix lui-même entraîne des coûts (Coase, 1937). Ces deux idées sont au cœur de cet ouvrage.

En Allemagne, la tradition libérale est intimement liée à l'économie sociale de marché. Des économistes tels que Walter Eucken et Alfred Müller-Armack, qui ont forgé le terme « économie sociale de marché », ont cherché à inscrire le marché dans un ordre qui limite le pouvoir et crée un équilibre social. Ludwig Erhard a mis en œuvre cet ordre sur le plan politique et l'a associé à la promesse d'une « prospérité pour tous » (Erhard, 1957). L'article 14 de la Loi fondamentale stipule : « La propriété implique des obligations. Son exercice doit en même temps servir l'intérêt général. » Cet ouvrage prend cette affirmation au pied de la lettre.

Utopies bibliques et sociales

L'idée d'une société où personne ne souffre de privations est l'un des plus anciens espoirs de l'humanité.

Dans l'Ancien Testament, la loi relative à l'année du jubilé exige que, tous les cinquante ans, les dettes soient effacées et que les terres vendues soient restituées à leurs propriétaires d'origine (Lv 25). Les prophètes dénoncent à maintes reprises ceux qui joignent maison à maison et champ à champ jusqu'à ce qu'il ne reste plus de place pour les autres (Is 5, 8).

Jésus parle du Royaume de Dieu non seulement comme d'un espoir pour l'au-delà, mais aussi comme d'un mode de vie qui commence dès maintenant. Dans le Sermon sur la montagne, il dit : « Ne vous inquiétez pas pour votre vie, de ce que vous mangerez ou boirez » (Mt 6, 25). Dans la parabole des ouvriers de la vigne, chacun reçoit le même salaire, qu'il ait travaillé douze heures ou une seule – car chacun doit subvenir à ses besoins ce jour-là (Mt 20, 1-16). Et on dit de la première communauté chrétienne de Jérusalem qu'elle « mettait tout en commun » et donnait à chacun « selon ses besoins » (Ac 2, 44-45).

Ces idées ont façonné l'histoire à maintes reprises : dans les monastères, où moines et moniales vivaient sans propriété privée ; dans les mouvements de pauvreté du Moyen Âge, tels que les franciscains ; dans les communautés anabaptistes ; et dans la théologie de la libération en Amérique latine (Boff, 2018 ; Cardenal, 1991). Aujourd'hui encore, la doctrine sociale de l'Église catholique évoque le « devoir social de la propriété » et le fait que les ressources de la terre sont destinées à tous les hommes.

En 1516, l'homme d'État anglais Thomas More publia son ouvrage *Utopia*, qui racontait l'histoire d'une île dont les habitants ne connaissaient pas l'argent. Là-bas, l'or servait à fabriquer des pots de chambre, afin que personne ne soit tenté de l'adorer. C'est à More que l'on doit le mot « utopie ». Il savait que son île n'était qu'une expérience de pensée. Mais il s'en est servi pour remettre en question les conditions de son époque.

Le fait que ces visions n'aient pas encore pu s'appliquer à des sociétés entières n'était pas uniquement dû aux faiblesses humaines. C'était aussi parce qu'il n'existait aucun moyen de coordonner la satisfaction des besoins fondamentaux de millions de personnes sans marché ni État. Aujourd'hui, pour la première fois, cette possibilité existe.

Karl Marx et le socialisme du XXe siècle

Aucun ouvrage sur une économie sans marché ne peut ignorer Karl Marx. En 1875, il a exposé sa vision d'une société dans laquelle s'appliquerait le principe « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » (Marx et Engels, 1875). Il était convaincu qu'une telle société ne serait possible qu'une fois que les forces de production se seraient développées à un tel degré qu'il y en aurait assez pour tout le monde. Aujourd'hui, cette condition préalable est remplie à un degré que Marx n'aurait guère pu imaginer.

Marx avait laissé largement en suspens la question de savoir à quoi devrait ressembler la transition vers une telle société. Au XXe siècle, cette lacune a été comblée par la révolution, l'expropriation et une économie planifiée contrôlée par l'État. Le résultat est bien connu. Les économies planifiées du bloc de l'Est se sont révélées incapables de répondre à la diversité des besoins, ont réprimé la liberté et la critique, et ont pris du retard par rapport à l'Occident en matière de développement technologique. Le 17 juin 1953, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues en RDA, poussées par une augmentation des quotas de travail, et le soulèvement a été réprimé par les chars soviétiques. Hayek et Mises avaient prédit, des décennies plus tôt, l'échec de la planification centrale en l'absence de prix.

Cependant, une autre leçon à tirer de cette histoire est que ces systèmes étaient bien moins éloignés du marché qu'on ne le pense. Le travail restait un travail salarié ; les produits restaient des biens dotés de prix, à la seule différence que ces prix étaient fixés par l'État. La concurrence était remplacée par la planification ; l'entrepreneur était remplacé par le fonctionnaire. L'argent restait le moyen d'échange entre les individus.

Cet ouvrage se distingue donc du socialisme du XXe siècle sur tous les points essentiels. Il ne repose pas sur l'expropriation, mais sur une décision collective volontaire. Il ne repose pas sur un État qui planifie, mais sur une coordination venue d'en bas. Il ne repose pas sur la lutte des classes, mais sur la prise de conscience par les entrepreneurs, les salariés et les propriétaires qu'ils sont tous pris au piège du même dilemme du prisonnier. Et il n'abolit pas le marché pour le remplacer par un plan impliquant des prix ; il abolit plutôt les prix eux-mêmes.

Le mouvement post-croissance

Depuis le rapport du Club de Rome intitulé « Les limites de la croissance » (Meadows, Meadows et Behrens, 1972), un vaste mouvement s'est développé pour remettre en cause le paradigme de la croissance. L'économiste américain Herman Daly a conçu une « économie d'état stationnaire » qui s'appuie sur le concept d'état stationnaire de Mill. Dans les pays germanophones, Niko Paech a développé une économie post-croissance

fondée sur la suffisance et les cycles régionaux (Paech, 2025). Tim Jackson a démontré que la prospérité est possible sans croissance (Jackson, 2017). Avec son « Doughnut », Kate Raworth a trouvé une représentation visuelle de l'espace de sécurité entre les normes sociales minimales et les limites écologiques (Raworth, 2018). Jason Hickel, Giorgos Kallis, Serge Latouche et Maja Göpel ont marqué le débat à l'échelle internationale (Hickel, 2023 ; Kallis, 2018 ; Latouche, 2015 ; Göpel, 2022). Avec l'« Économie du bien commun », Christian Felber a créé un modèle selon lequel des centaines d'entreprises établissent déjà aujourd'hui un « bilan du bien commun » (Felber, 2018).

Cet ouvrage doit beaucoup à ce mouvement. Son analyse des limites écologiques, sa critique du produit intérieur brut en tant qu'indicateur de prospérité, ainsi que ses propositions – réduction du temps de travail, produits durables, circuits régionaux, nouvelle conception du bien-vivre – se reflètent dans presque tous les chapitres.

Ce que cet ouvrage entend apporter, c'est une réponse à une question à laquelle le mouvement de la post-croissance est lui aussi confronté : comment atteindre ces objectifs si tous ceux qui les poursuivent individuellement subissent des désavantages ? De nombreuses propositions issues de l'économie de la post-croissance s'appuient sur des instruments politiques tels que les taxes environnementales, les plafonds d'émissions ou l'imposition des grandes fortunes. Ces instruments sont importants, mais, comme l'a montré le chapitre 4, ils se heurtent aux limites du dilemme du prisonnier : ils ne s'appliquent généralement qu'au niveau national et doivent être mis en œuvre malgré la pression en faveur de la croissance.

La transition collective décrite dans cet ouvrage ne se veut donc pas un modèle alternatif au mouvement de la post-croissance, mais une voie possible pour atteindre ses objectifs. Et tant que cette voie ne pourra être empruntée, ses instruments – bilans du bien commun, réduction du temps de travail, cycles économiques régionaux – restent des étapes précieuses qui ouvrent la voie.

Les biens communs et les travaux d'Elinor Ostrom

Pendant longtemps, la « tragédie des biens communs » (Hardin, 1968) a été une théorie largement acceptée en économie : on y affirmait que les ressources partagées seraient inévitablement surexploitées et que, par conséquent, la propriété privée ou le contrôle de l'État étaient nécessaires.

La politologue américaine Elinor Ostrom a réfuté cette thèse (Ostrom, 1990). Elle a étudié des centaines de communautés qui gèrent avec succès des ressources partagées depuis des siècles : les alpages en Suisse, les systèmes d'irrigation en Espagne et au Népal, ainsi que les zones de pêche en Turquie. Elle a découvert les conditions qui permettent cette réussite : des limites et des règles claires, l'implication des personnes concernées dans l'élaboration de ces règles, une surveillance mutuelle efficace, des

sanctions progressives et des moyens simples de résolution des conflits. En 2009, elle est devenue la première femme à recevoir le prix Nobel d'économie.

Silke Helfrich et David Bollier ont approfondi ces résultats pour en faire une théorie des biens communs, qui conçoit ces derniers comme une forme d'organisation économique indépendante, parallèlement au marché et à l'État (Helfrich et Bollier, 2019). Wikipédia, les logiciels libres, les jardins communautaires et l'agriculture soutenue par la communauté en sont des exemples concrets.

Cet ouvrage partage la conviction que les individus peuvent gérer collectivement les biens communs. Il diverge toutefois sur la question de la manière dont les biens communs voient le jour. Le mouvement des biens communs les construit pas à pas, projet par projet. Cette démarche est précieuse, mais lente, et les projets de biens communs doivent encore s'imposer dans un environnement régi par les règles du marché. Cet ouvrage propose l'approche inverse : une fois que les moyens de subsistance de chacun sont assurés, le droit d'exclure autrui perd son utilité pratique. Les biens communs naissent alors non pas par la redistribution de la propriété, mais parce que personne n'a de raison d'empêcher les autres de les utiliser. Les règles d'Ostrom restent indispensables dans ce contexte – en particulier en ce qui concerne les limites de la nature.

Simon Sutterlütti et Stefan Meretz se rapprochent particulièrement des idées de cet ouvrage dans leur livre *Kapitalismus aufheben* (« Abolir le capitalisme ») (Sutterlütti et Meretz, 2018). Ils envisagent une société dans laquelle chacun apporte volontairement ce qu'il peut et reçoit ce dont il a besoin – sans échange, sans argent et sans contrainte. Leur principe directeur est un ordre « inclusif » dans lequel les besoins des uns ne sont pas satisfaits au détriment des autres, mais où les besoins de tous sont pris en compte. La famille, au sein de laquelle personne ne fait payer personne d'autre, leur sert également de modèle. Cependant, ils voient la voie vers cet objectif principalement dans le développement des biens communs, qui se répandent progressivement et finissent par remplacer l'économie de marché. Cet ouvrage partage leur objectif et bon nombre de leurs arguments. Il propose toutefois une voie plus courte : une transition collective et simultanée, car la crise écologique ne laisse guère de temps pour la croissance progressive qui serait nécessaire sur plusieurs générations.

Le mouvement des soins

Presque aucun autre mouvement n'a autant contribué à rendre visible la moitié invisible de l'économie que le mouvement féministe des soins. Dès les années 1970, la campagne internationale « Wages for Housework » (Un salaire pour le travail domestique), à laquelle Silvia Federici a également participé, réclamait la reconnaissance du travail non rémunéré des femmes (Federici, 2020). Avec la « Care Revolution », Gabriele Winker a lancé un réseau qui vise à placer le travail de soins au cœur d'une société fondée sur la solidarité (Winker, 2015). La théologienne et philosophe Ina Praetorius a montré que l'économie repose, en son cœur, sur la prise en charge mutuelle, et a inventé le terme «

Um-Care » pour décrire ce concept (Praetorius, 2023). Et sous le hashtag « #CloseEconDataGap », des économistes militent pour que le travail non rémunéré soit enfin pris en compte dans les statistiques économiques (Rudolf, Reiche et Knobloch, 2023).

Cet ouvrage doit l'une de ses idées fondamentales au mouvement en faveur des soins. Le chapitre 6 repose entièrement sur ses principes : le travail rémunéré et le travail non rémunéré constituent les deux facettes d'une même prestation de soins, et l'économie des soins fonctionne selon sa propre logique, fondée sur les besoins. L'appel à inclure le travail non rémunéré dans les statistiques est également important. Ce qui n'est pas comptabilisé est négligé sur le plan politique.

À un certain égard, cependant, cet ouvrage adopte une approche différente. Une partie du mouvement réclame que le travail de soins soit rémunéré – par le biais de salaires pour le travail domestique, d'une allocation de soins ou d'une meilleure rémunération pour toutes les professions du secteur des soins. En ce qui concerne les soins professionnels, il s'agit d'une préoccupation légitime dans le cadre du système actuel. Cependant, si tout le travail non rémunéré était converti en termes monétaires et rémunéré, le dernier grand domaine qui fonctionne actuellement sans argent serait entraîné dans la logique du marché. Le produit intérieur brut augmenterait, tout comme la pression en faveur de la croissance, et un déjeuner en famille deviendrait un service avec un prix.

Cet ouvrage propose l'approche inverse : ne pas étendre la logique du marché aux soins, mais étendre la logique des soins à l'ensemble de l'économie. Le travail de soins serait alors reconnu non pas parce qu'il serait enfin rémunéré, mais parce qu'aucun travail n'aurait plus besoin d'être rémunéré – et tout travail serait à nouveau reconnu pour ce qu'il est, comme l'a toujours affirmé le mouvement des soins : prendre soin les uns des autres.

Le revenu de base inconditionnel

Le revenu de base inconditionnel est la proposition qui semble se rapprocher le plus des idées développées dans cet ouvrage. Chaque personne devrait recevoir régulièrement une somme d'argent fixe, sans conditions et sans avoir à fournir quoi que ce soit en échange. En Allemagne, Götz Werner, fondateur de la chaîne de drogueries dm, en a été l'un des principaux défenseurs – un entrepreneur qui, comme beaucoup d'autres, était convaincu que les gens veulent travailler même sans la pression de la survie financière.

Les partisans de cette mesure font valoir qu'un revenu de base libère les individus de l'angoisse existentielle, ouvre des perspectives en matière d'éducation, de soins et de bénévolat, et pourrait remplacer une multitude de prestations sociales bureaucratiques. Les expériences menées en Finlande et en Allemagne, décrites au chapitre 10, confortent ces espoirs. Les détracteurs s'interrogent sur son financement et craignent que les emplois impopulaires ne restent inoccupés.

Du point de vue de cet ouvrage, le revenu de base partage une idée importante : les moyens de subsistance d'une personne ne doivent pas nécessairement être liés à un emploi rémunéré. Cependant, il reste ancré dans l'économie monétaire. Le revenu de base doit être financé par l'impôt, et ces impôts proviennent du chiffre d'affaires, des salaires et des bénéfices. Il reste donc tributaire d'une économie en croissance. Et comme son montant est généralement modeste, l'incitation à gagner davantage et à consommer davantage grâce à un travail rémunéré supplémentaire demeure. Le revenu de base atténue les conséquences de la pression en faveur de la croissance, mais il ne l'élimine pas.

Le système de prise en charge directe décrit dans cet ouvrage va donc un pas plus loin. Il garantit la subsistance des personnes non pas par le biais de l'argent, mais directement. Néanmoins, les débats et les expériences autour du revenu de base peuvent être précieux, car ils montrent comment les gens se comportent lorsque leur subsistance est assurée.

Autres perspectives

Plusieurs autres penseurs ont influencé les idées développées dans cet ouvrage.

Dans *La Grande Transformation* (1944), l'historien de l'économie Karl Polanyi a démontré que, tout au long de l'histoire, les marchés ont presque toujours été ancrés dans la société, la religion et la tradition. Ce n'est qu'au XIXe siècle qu'est apparue l'idée d'une société entièrement orientée vers le marché – ce qui a conduit à de graves crises. L'anthropologue Marcel Mauss a décrit comment les dons forgent des relations qu'aucun achat ne peut remplacer (Mauss, 1990). La théoricienne féministe Silvia Federici a mis en lumière le travail invisible des soins (Federici, 2020). Dans *Beyond Money*, la sociologue australienne Anitra Nelson a esquissé une stratégie pour une économie sans argent qui s'inscrit dans la lignée de cet ouvrage à bien des égards (Nelson, 2022). Et dès les années 1970, le cybernéticien britannique Stafford Beer envisageait de coordonner une économie nationale via des réseaux d'information plutôt que par le biais des prix.

Dans les pays germanophones, une littérature foisonnante sur une économie sans argent ni échange a vu le jour ces dernières années. Friederike Habermann explique pourquoi une bonne vie pour tous doit être « libérée de la logique de l'échange » (Habermann, 2018). Eske Bockelmann examine comment l'argent façonne notre pensée (Bockelmann, 2020), tandis que Sabine Nuss s'intéresse à la manière dont nous « gagnons » de l'argent (Nuss, 2026). Lehner, Preissing et Gottfried esquissent un avenir sans argent (Lehner, Preissing et Gottfried, 2021), Scherf et Lucas développent leurs propres modèles (Scherf, 2016 ; Lucas, 2016), tandis que Calvez raconte, dans un roman, l'histoire d'un monde où l'argent n'existe plus (Calvez, 2021). Au niveau international, Matthias Schmelzer a publié, en collaboration avec d'autres auteurs, un guide très salué sur la société post-croissance (Schmelzer, Vansintjan et Vetter, 2022). Des classiques plus anciens, tels que *La peur de la liberté* d'Erich Fromm ou *Esquisse d'utopies sociales* d'Ernst Bloch, nous rappellent que la question d'un ordre plus humain est toujours aussi celle du courage

d’assumer la liberté (Fromm, 1993 ; Bloch, 1990). Et l’économie comportementale, illustrée notamment par Dan Ariely, montre à quel point le comportement humain s’écarte de l’« homo economicus » purement rationnel (Ariely, 2009).

Chacun à sa manière, ils ont tous posé une question que cet ouvrage reprend à son compte : l’économie doit-elle être organisée telle qu’elle l’est aujourd’hui ? La réponse de cet ouvrage est : non. Mais nous devons réfléchir ensemble à la manière dont les choses pourraient être différentes.

Bibliographie

Acosta, A. (2017). Ubuntu, Buen Vivir und die Suche nach Lebensalternativen [Ubuntu, Buen Vivir et la recherche de modes de vie alternatifs]. afrika süd, numéro 6/2017. https://www.afrika-sued.org/ausgaben/heft-6-2017/ubuntu-buen-vivir-und-die-suche-nach-lebensalternativen/

Anger, H., Brors, P. et Greive, M. (20 juin 2024). 1000 Firmen fordern ein neues Unternehmensmodell [1 000 entreprises réclament un nouveau modèle d'entreprise]. Handelsblatt. https://www.handelsblatt.com/politik/deutschland/verantwortungseigentum-1000-firmen-fordern-ein-neues-unternehmensmodell/100046100.html

Ariely, D. (2009). Predictably Irrational: The Hidden Forces That Shape Our Decisions (édition revue et augmentée). New York : HarperCollins. (En français : C'est (vraiment ?) moi qui décide)

Bagnoli, M. et Lipman, B. L. (1989). Provision of Public Goods: Fully Implementing the Core through Private Contributions. The Review of Economic Studies, 56(4), 583–601.

Bible (2017). Die Bibel. Einheitsübersetzung [La Bible : traduction œcuménique allemande]. Fribourg-en-Brisgau : Herder.

Bloch, E. (1990). Freiheit und Ordnung. Abriß der Sozialutopien [Liberté et ordre : esquisse des utopies sociales]. Leipzig : Reclam.

Bockelmann, E. (2020). Das Geld: Was es ist, das uns beherrscht [L'argent : ce qui nous gouverne]. Berlin : Matthes & Seitz.

Boff, L. (2018). Traum von einer neuen Erde [Rêve d'une nouvelle Terre]. Vienne : LIT Verlag.

Bollen, Y. (2025). Regulitis, really? CAN Europe. https://caneurope.org/news/regulitis-really/

Calvez, B. (2021). Saruj: Stell dir vor, es gibt kein Geld mehr [Saruj : imagine qu'il n'y ait plus d'argent]. Bad Belzig : Meiga Verlag.

Cardenal, E. (1991). Das Evangelium der Bauern von Solentiname. Wuppertal : Peter Hammer Verlag. (Original espagnol : El Evangelio en Solentiname)

CNUCED (2024). A World of Debt 2024: A Growing Burden to Global Prosperity [Un monde de dettes 2024 : un fardeau croissant pour la prospérité mondiale]. Genève : Nations unies.

Coase, R. H. (1937). The Nature of the Firm. Economica, 4(16), 386–405.

Commission européenne (2025). 2025 Report of the Network of SME Envoys to the Competitiveness Council [Rapport 2025 du réseau des représentants des PME au Conseil Compétitivité]. Bruxelles : Commission européenne.

Creditreform (2025). SchuldnerAtlas Deutschland 2025 [Atlas de l'endettement en Allemagne 2025]. Neuss : Verband der Vereine Creditreform. https://www.creditreform.de/aktuelles-wissen/schuldneratlas

Daly, H. E. (1991). Steady-State Economics (2e éd.). Washington, DC : Island Press.

Destatis (2016). In Deutschland wird 35 % mehr Zeit für unbezahlte Arbeit aufgewendet als für bezahlte Erwerbsarbeit [En Allemagne, on consacre 35 % de temps en plus au travail non rémunéré qu'au travail rémunéré]. Communiqué de presse n° 137. Wiesbaden : Office fédéral de la statistique. https://www.destatis.de/DE/Presse/Pressemitteilungen/2016/04/PD16_137_812.html

Destatis (2024). Pflegebedürftige nach Versorgungsart, Geschlecht und Pflegegrade 2023 [Personnes dépendantes selon le type de prise en charge, le sexe et le degré de dépendance, 2023]. Wiesbaden : Office fédéral de la statistique (état au 18 décembre 2024). https://www.destatis.de/DE/Themen/Gesellschaft-Umwelt/Gesundheit/Pflege/Tabellen/pflegebeduerftige-pflegestufe.html

Dorlöchter-Sulser, S. (4 novembre 2022). Resiliente Landwirtschaft – Auf Kleinbauern und Vielfalt setzen! [Agriculture résiliente : miser sur les petits paysans et la diversité !]. welt-sichten. https://www.welt-sichten.org/artikel/40767/auf-kleinbauern-und-vielfalt-setzen

Durkheim, É. (1912). Les formes élémentaires de la vie religieuse. Paris : Félix Alcan. (Édition anglaise : The Elementary Forms of Religious Life, trad. K. E. Fields, New York : Free Press, 1995)

DZIF – Centre allemand de recherche sur les infections (17 octobre 2024). Wissenschaftler:innen schlagen Alarm wegen mangelnder Antibiotika [Des scientifiques tirent la sonnette d'alarme face au manque d'antibiotiques]. Communiqué de presse. https://www.dzif.de/de/wissenschaftlerinnen-schlagen-alarm-wegen-mangelnder-antibiotika

Eisenhower, D. D. (17 janvier 1961). Farewell Address to the Nation [Discours d'adieu à la nation]. Washington, DC.

Erhard, L. (1957). Wohlstand für alle [La prospérité pour tous]. Düsseldorf : Econ.

Fatheuer, T. (2011). Buen Vivir: Eine kurze Einführung in Lateinamerikas neue Konzepte zum guten Leben und zu den Rechten der Natur [Buen Vivir : brève introduction aux nouveaux concepts latino-américains de la bonne vie et des droits de la nature]. Berlin : Fondation Heinrich Böll. https://www.boell.de/sites/default/files/Endf_Buen_Vivir.pdf

Federici, S. (2020). Aufstand aus der Küche [édition allemande d'essais tirés de Revolution at Point Zero]. Münster : edition assemblage. (En français : Point zéro : propagation de la révolution)

Fehr, E. et Gächter, S. (2002). Altruistic punishment in humans. Nature, 415, 137–140.

Felber, C. (2018). Gemeinwohl-Ökonomie. Munich : Piper. (En français : L'économie citoyenne)

Fisher, M. (2013). Kapitalistischer Realismus ohne Alternative? Hambourg : VSA. (Original anglais : Capitalist Realism: Is There No Alternative?, 2009 ; en français : Le réalisme capitaliste)

Fonds monétaire international (2026). World Economic Outlook Database [Base de données des Perspectives de l'économie mondiale]. https://data.imf.org

Footprint – Global Footprint Network (2026). Country Overshoot Days [Jours du dépassement par pays]. https://overshoot.footprintnetwork.org/newsroom/country-overshoot-days/

Frey, B. S. et Jegen, R. (2001). Motivation Crowding Theory. Journal of Economic Surveys, 15(5), 589–611.

Fromm, E. (1993). Die Furcht vor der Freiheit. Munich : dtv. (Original anglais : Escape from Freedom, 1941 ; en français : La peur de la liberté)

Göpel, M. (2022). Wir können auch anders: Aufbruch in die Welt von morgen [Nous pouvons faire autrement : en route vers le monde de demain]. Berlin : Ullstein.

Graeber, D. (2019). Bullshit Jobs (édition allemande). Stuttgart : Klett-Cotta. (Original anglais : Bullshit Jobs: A Theory, 2018 ; en français : Bullshit jobs)

Habermann, F. (2018). Ausgetauscht! Warum gutes Leben für alle tauschlogikfrei sein muss [Échangé ! Pourquoi une bonne vie pour tous doit être libérée de la logique de l'échange]. Roßdorf : Ulrike Helmer Verlag.

Hardin, G. (1968). The Tragedy of the Commons. Science, 162(3859), 1243–1248.

Hayek, F. A. von (1945). The Use of Knowledge in Society. American Economic Review, 35(4), 519–530.

Hayek, F. A. von (1968). Der Wettbewerb als Entdeckungsverfahren [La concurrence comme procédure de découverte]. Kieler Vorträge, nouvelle série 56. Kiel : Institut für Weltwirtschaft.

Helfrich, S. et Bollier, D. (2019). Frei, fair und lebendig – Die Macht der Commons. Bielefeld : transcript. (En anglais : Free, Fair, and Alive: The Insurgent Power of the Commons, 2019)

Hickel, J. (2023). Weniger ist mehr. Munich : oekom. (Original anglais : Less is More: How Degrowth Will Save the World, 2020 ; en français : Moins pour plus)

Jackson, T. (2017). Wohlstand ohne Wachstum – das Update. Munich : oekom. (Original anglais : Prosperity without Growth, 2e éd., 2017 ; en français : Prospérité sans croissance)

Jumper, J., et al. (2021). Highly accurate protein structure prediction with AlphaFold. Nature, 596, 583–589.

Kallis, G. (2018). Degrowth. Newcastle upon Tyne : Agenda Publishing.

Kearney / Energy Institute (2025). Statistical Review of World Energy 2025. Londres : Energy Institute.

Kela (2020). The Basic Income Experiment 2017–2018 in Finland: Final Results [L'expérience finlandaise du revenu de base 2017–2018 : résultats finaux]. Helsinki : ministère des Affaires sociales et de la Santé.

Keynes, J. M. (1930). Economic Possibilities for our Grandchildren. In : Essays in Persuasion. New York : W. W. Norton. (En français : Perspectives économiques pour nos petits-enfants)

KfW (2026). KfW-Kommunalpanel 2026 [Panel municipal KfW 2026]. Francfort-sur-le-Main : KfW Research. https://www.kfw.de/Über-die-KfW/KfW-Research/KfW-Kommunalpanel.html

Khatib, F., et al. (2011). Crystal structure of a monomeric retroviral protease solved by protein folding game players. Nature Structural & Molecular Biology, 18(10), 1175–1177.

Kuran, T. (1991). Now out of Never: The Element of Surprise in the East European Revolution of 1989. World Politics, 44(1), 7–48. https://www.cambridge.org/core/journals/world-politics/article/abs/now-out-of-never-the-element-of-surprise-in-the-east-european-revolution-of-1989/B947420222BF565D0B2D93099E704BF2

Laboratoire de surveillance mondiale de la NOAA (2026). Trends in Atmospheric Carbon Dioxide (Mauna Loa) [Tendances du dioxyde de carbone atmosphérique]. https://gml.noaa.gov/ccgg/trends/

Latouche, S. (2015). Es reicht! Abrechnung mit dem Wachstumswahn [Ça suffit ! Règlement de comptes avec la folie de la croissance]. Munich : oekom.

Lehner, H., Preissing, S. et Gottfried, S. (2021). In Zukunft ohne Geld [À l'avenir sans argent]. Vienne : Mandelbaum.

Lieferkettengesetz [loi allemande sur le devoir de vigilance dans les chaînes d'approvisionnement] (2023). Gesetz über die unternehmerischen Sorgfaltspflichten in Lieferketten. https://www.gesetze-im-internet.de/lksg/

Locke, J. (2008). Zwei Abhandlungen über die Regierung. Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp. (Original anglais : Two Treatises of Government, 1689 ; en français : Deux traités du gouvernement)

Lucas, P. (2016). Utopia ist machbar [L'utopie est réalisable]. Hohenwarsleben : Westarp.

Marx, K. et Engels, F. (1875). Kritik des Gothaer Programms [Critique du programme de Gotha]. Marx-Engels-Werke, vol. 19. Berlin : Dietz.

Mauss, M. (1990). Die Gabe. Francfort-sur-le-Main : Suhrkamp. (Original français : Essai sur le don, 1925)

Meadows, D. H., Meadows, D. L. et Behrens, W. W. (1972). The Limits to Growth. New York : Universe Books. (En français : Les limites à la croissance)

Mill, J. S. (1848). Principles of Political Economy. Londres : John W. Parker. (Livre IV, chapitre 6 : Of the Stationary State ; en français : Principes d'économie politique)

Millward-Hopkins, J., Steinberger, J. K., Rao, N. D., & Oswald, Y. (2020). Providing decent living with minimum energy: A global scenario. Global Environmental Change, 65, 102168. https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2020.102168

Mises, L. von (1920). Die Wirtschaftsrechnung im sozialistischen Gemeinwesen [Le calcul économique en régime socialiste]. Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik, 47, 86–121.

More, T. (1516). Utopia.

Nash, J. F. (1950). Equilibrium Points in n-Person Games. Proceedings of the National Academy of Sciences, 36(1), 48–49.

Nelson, A. (2022). Beyond Money: A Postcapitalist Strategy. Londres : Pluto Press.

Nuss, S. (2026). Tausch und Täuschung – Wie wir Geld machen [Échange et tromperie : comment nous faisons de l'argent]. Augsbourg : Maro Verlag.

Office fédéral de la police criminelle [Bundeskriminalamt] (2026). Polizeiliche Kriminalstatistik 2025 [Statistique policière de la criminalité 2025]. Wiesbaden : BKA. https://www.bka.de/DE/AktuelleInformationen/StatistikenLagebilder/PolizeilicheKriminalstatistik/PKS2025/Polizeiliche_Kriminalstatistik_2025/Polizeiliche_Kriminalstatistik_2025_node.html

OIT – Organisation internationale du Travail (2018). Care Work and Care Jobs for the Future of Decent Work. Genève : OIT. (En français : Prendre soin d'autrui : un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent)

Ostrom, E. (1990). Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action. Cambridge : Cambridge University Press. (En français : La gouvernance des biens communs)

Paech, N. (2025). Befreiung vom Überfluss – das Update [Se libérer du superflu : la mise à jour]. Munich : oekom.

Polanyi, K. (1944). The Great Transformation. New York : Farrar & Rinehart. (En français : La Grande Transformation)

Praetorius, I. (2023). Um-Care: Wie Sorgearbeit die Wirtschaft revolutioniert [Um-Care : comment le travail de soin révolutionne l'économie]. Ostfildern : Patmos.

Projet pilote sur le revenu de base [Pilotprojekt Grundeinkommen] (2025). Ergebnisse der Langzeitstudie [Résultats de l'étude à long terme]. Berlin : Mein Grundeinkommen e.V. et DIW Berlin. https://www.pilotprojekt-grundeinkommen.de

Rapport sur les inégalités dans le monde (2026). World Inequality Report 2026. World Inequality Lab. https://wir2026.wid.world/

Raworth, K. (2018). Die Donut-Ökonomie. Munich : Hanser. (Original anglais : Doughnut Economics, 2017 ; en français : La théorie du donut)

Rudolf, C., Reiche, U. et Knobloch, U. (2023). #CloseEconDataGap: Den politischen und ökonomischen Blindflug durch die Erfassung der unbezahlten Arbeit überwinden [Sortir du vol à l'aveugle politique et économique en recensant le travail non rémunéré]. In U. Meier-Gräwe et I. Praetorius (dir.), Wirtschaft neu ausrichten [Réorienter l'économie] (p. 207–214). Opladen : Barbara Budrich.

Ryan, R. M. et Deci, E. L. (2000). Self-determination theory and the facilitation of intrinsic motivation, social development, and well-being. American Psychologist, 55(1), 68–78.

Sabautzki, W. (2025). Weltungleichheitsbericht 2026: Die Schere zwischen Arm und Reich vergrößert sich [Rapport sur les inégalités mondiales 2026 : le fossé entre riches et pauvres se creuse]. isw Munich. https://www.isw-muenchen.de/online-publikationen/texte-artikel/5390-weltungleichheitsbericht-2026-die-schere-zwischen-arm-und-reich-vergroessert-sich

Samek, W., Montavon, G., Vedaldi, A., Hansen, L. K. et Müller, K.-R. (2019). Explainable AI: Interpreting, Explaining and Visualizing Deep Learning. Cham : Springer.

Scherf, E. (2016). Anders denken: Eine Welt ohne Geld [Penser autrement : un monde sans argent]. Norderstedt : BoD – Books on Demand.

Schmelzer, M., Vansintjan, A. et Vetter, A. (2022). The Future Is Degrowth: A Guide to a World beyond Capitalism. Londres, New York : Verso.

Smith, A. (1759). The Theory of Moral Sentiments. Londres : A. Millar. (En français : Théorie des sentiments moraux)

Smith, A. (2023). An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations (première édition 1776). Weinheim : Wiley. (En français : La Richesse des nations)

Statista (22 octobre 2020). Die Klopapier-Hamster sind wieder unterwegs [Les accapareurs de papier toilette sont de retour] (M. Brandt). https://de.statista.com/infografik/23261/veraenderung-des-toilettenpapier-absatzes-im-deutschen-einzelhandel/

Sutterlütti, S. et Meretz, S. (2018). Kapitalismus aufheben [Abolir le capitalisme : une invitation à repenser l'utopie et la transformation]. Hambourg : VSA.

UE (2020). Règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables (taxonomie de l'UE). https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2020/852/oj

UE (2022). Directive (UE) 2022/2464 en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD). https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32022L2464

UIT – Union internationale des télécommunications (2026). Facts and Figures 2025 [Faits et chiffres 2025]. Genève : UIT. https://www.itu.int/itu-d/reports/statistics/2025/10/15/ff25-internet-use/

Veblen, T. (1899). The Theory of the Leisure Class. New York : Macmillan. (En français : Théorie de la classe de loisir)

Winker, G. (2015). Care Revolution: Schritte in eine solidarische Gesellschaft [Care Revolution : vers une société solidaire]. Bielefeld : transcript.

Yudkin, D. et Prosser, A. (2022). Prosocial correlates of transformative experiences at secular multi-day mass gatherings. Nature Communications, 13, 2600.

L’auteur

Eberhard Licht est né à Meiningen, en Thuringe, en 1955 et a grandi en RDA. Il a suivi des études d’ingénierie des matériaux de construction, a d’abord travaillé dans un institut de recherche du secteur du bâtiment, puis a obtenu un master en sciences de l’eau et de l’environnement.

Il a eu du mal à s’adapter au système socialiste. À l’été 1989, il a joué un rôle actif dans la révolution pacifique. Ce qu’il a retenu de la RDA, ce n’est pas l’idéologie, mais la compréhension de la solidarité concrète entre les personnes – une expérience qui le convainc encore aujourd’hui qu’une société coopérative est possible.

Après la chute du Mur, il a appris à conquérir des parts de marché. Il a créé à Weimar une antenne d’un institut de chimie écologique du sud de l’Allemagne, puis a fondé à Berlin son propre institut de contrôle accrédité, spécialisé dans la mesure des émissions industrielles. Il a également déposé une demande de brevet visant à transférer le transport de marchandises vers le rail en s’appuyant sur les données du système de péage.

En 2010, il a pris une décision fondamentale : il a vendu ses entreprises et s’est consacré à l’éducation de ses deux plus jeunes enfants. Ce faisant, il a découvert à quel point le travail de soins non rémunéré peut être épanouissant. Pendant plusieurs années, il a fait du bénévolat dans un centre d’accueil pour sans-abri à Utrecht, s’est engagé sur les questions d’inégalités sociales et a milité activement au sein du mouvement pour le climat.

Il connaît les limites d’une économie planifiée par expérience personnelle et les contraintes du marché grâce à sa propre pratique entrepreneuriale. Ces expériences avec deux systèmes économiques – en tant qu’ingénieur, entrepreneur et dans le domaine des soins – façonnent la perspective de cet ouvrage.

Eberhard Licht est marié à une Espagnole, a quatre enfants et vit à Berlin.